

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



ARTS

TOUTANKHAMON, BONNARD, COURBET...
LES EXPOSITIONS À NE PAS MANQUER
JUSQU'AU PRINTEMPS PAGES 30 ET 31

FIGARO SANTÉ

TOUT CE QU'IL FAUT
SAVOIR AVANT DE SORTIR
DE L'HÔPITAL PAGES 11 À 14



ÉLECTIONS

Le RN aborde
les européennes
en favori PAGE 5

DÉFENSE

Dans l'incroyable
caverne
des sous-marins
nucléaires
Barracuda PAGE 7

TERRORISME

Attentats de janvier
2015: ce que révèle
l'enquête PAGE 8

FOOTBALL

Une Coupe
de France toujours
renversante PAGE 10

SOCIAL

Olivier Damaisin
(LaREM): « Macron
doit reporter d'un
an la réforme des
retraites » PAGE 24

PARFUMS

Paris, Londres, New
York: à chacune
ses fragrances PAGE 32



« Gilets jaunes »

Les violences reprennent, l'exécutif cherche la riposte

Après un regain de tension samedi, le président songe à un renforcement des mesures
sécuritaires à l'encontre des éléments les plus violents du mouvement des « gilets jaunes ».

PAGES 2 À 5, 18 ET L'ÉDITORIAL

Pédophilie: au procès Barbarin, le silence de l'Église en question

Le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, comparait lundi devant la justice. Il répond de non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineurs et de non-assistance à personnes en péril. Un procès qui dépasse de loin Lyon, sa périphérie et le prélat lui-même. Car sa portée, son enjeu aussi, c'est le silence de l'Église sur les prêtres pédophiles. PAGE 9



La cybersécurité des utilisateurs, casse-tête des objets connectés

Maison intelligente, voiture autonome, objets connectés... les acteurs du monde de la tech ont rendez-vous au CES, le grand salon de Las Vegas, pour présenter leurs dernières innovations. Dans un univers très vulnérable aux vols de données ou aux cyberattaques, tous cherchent à renforcer la sécurité des utilisateurs. PAGES 22 ET 23

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers vtremolet@lefigaro.fr

Autorité bafouée

Une fois encore, le désordre public l'a emporté. Une fois encore, une violence mortifère et vénéneuse s'est propagée. Elle porte les coups contre un politicien à terre, s'enferme contre les portes d'un ministère. Elle cogne, casse, brûle. « Intolérable », « inacceptable », la mécanique de l'indignation s'enclenche mais en vain. Ces condamnations deviennent le paravent d'une très préoccupante impuissance. Une colère mimétique s'est emparée d'une partie du pays: elle déroute l'exécutif, qui oscille entre discours bienveillants et proclamations martiales. Une fébrilité renforcée par la hargne des « gilets » les plus acharnés.

Ces violences sont inexcusables, et la fascination qu'elles exercent sur certains responsables politiques ne l'est pas moins. Elles mettent au jour une crise qui couvait depuis longtemps et explose sous nos yeux: celle de l'autorité. Hannah Arendt estimait que nos sociétés, en sacrifiant leur passé, leur héritage, avaient entraîné « la perte des assises du monde ». Il y a quelques mois, le chef de l'État envisageait (avant de renon-

cer) de commémorer Mai 68, événement qui atomise dans ses slogans et renverse dans son sillage les autorités traditionnelles: Dieu est mort, mais aussi le père, le prof, le soldat, le policier, le héros, la langue elle-même... Pendant un demi-siècle, notre passion déconstructrice a élevé au rang des beaux-arts la dérision, la dégradation, la profanation. Raffinée, élaborée, volontiers donneuse de leçon, cette philosophie de la table rase laisse le gendarme mobile seul, au cœur de la « décivilisation » avec son bouclier, son casque et sa matraque.

Ces violences sont inexcusables

Incontrôlable, insaisissable, « comme si nous vivions », écrit encore Hannah Arendt, et luttons avec un univers où n'importe quoi peut à tout moment se transformer en quasiment n'importe quoi, l'interminable mouvement des « gilets jaunes » n'a que trop duré. Il apparaît de plus en plus comme la Némésis de nos inconséquences, de notre ingratitude, de nos caprices d'enfants gâtés. ■

CHAMPS LIBRES

- Arvieu, ce village numérique qui défie le déclin démographique
- Quelle est l'ampleur de la répression chinoise contre les Ouïgours?
- Le Carnet de Jacques Julliard
- Les tribunes de François de Mazières et de Stephan Alamowitch

PAGES 16 À 19

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

Réponses à la question de samedi :
Craignez-vous une nouvelle crise financière en 2019?

OUI 76% NON 24%

TOTAL DE VOTANTS : 48988

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

« Gilets jaunes » : le gouvernement doit-il être plus ferme face à la violence des manifestants ?

IAREMENO/IAREMENO - STOCK.ADOBE.COM - DOP IMAGES/ABACA

GROUPE Ipesup
Ipesup • Prépasup • Optimal Sup-Spé

Secondaire
BACCALAURÉAT
• **Classes annuelles**
Premières/Termiales S et ES
• **Cycles continus et Stages intensifs**
Secondes/Premières/Termiales
• **Préparation aux concours post-bac :**
Écoles de commerce et d'ingénieurs, ...
• **English Summer Sessions**
Premières/Termiales

Supérieur
SCIENCES PO
• **IEP de Paris :** Cycles continus et Stages dès la classe de Première
38,5% d'admis à l'IEP de Paris
43% des admis à l'ENA en 2018
• **IEP de Province :**
Classe annuelle Bac+1 et Stages
100% d'admis en 2018
ADMISSIONS PARALLÈLES
• **Écoles de Commerce :** HEC, ESSEC, ESCP, EML, EDHEC... Concours Tremplin, Passerelle... prépas TAGE MAGE®, TOEIC®, Dossiers, Oraux
• **CELSA, Journalisme, Sciences Po :**
Cycles continus et Stages

PRÉPA HEC
Stages de février
• **S tage n°1 (zones A+B)**
du lundi 18 au samedi 23 février
• **S tage n°2 (zones A+C)**
du lundi 25 février au samedi 2 mars
Inscriptions sur www.ipesup.fr

HEC-ESSEC-ESCP
• **Classes préparatoires ECS & ECE**
92% d'admis à HEC+ESSEC+ESCP +EML+ EDHEC
• **Stages intensifs :**
pré-rentree et vacances scolaires
MATH SUP-MATH SPÉ
• **Stages intensifs, Cycles continus et Préparations à distance**

Ipesup
18, rue de Clotilde Notre-Dame
75004 Paris
01 44 32 12 00

Optimal Sup-Spé
11, rue Geoffroy l'Anglais
75004 Paris
01 40 26 78 78

Prépasup
16, rue de l'Estrapade
75005 Paris
01 42 77 27 26

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SECONDAIRE PRIVÉ

2 | L'ÉVÉNEMENT



LUDOVIC MARIN/ATP

Une fois encore, une extrême violence est venue attaquer la République – ses gardiens, ses représentants, ses symboles. Ceux qui commettent ces actes oublient le cœur de notre pacte civique. Justice sera faite. Chacun doit se ressaisir pour faire advenir le débat et le dialogue.

EMMANUEL MACRON
SUR TWITTER



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Il faut qu'Emmanuel Macron rompe avec la technocratie jacobine qu'il a mise en place, reparte du terrain et lance un grand mouvement de décentralisation. Qu'il accepte de déléguer une partie de son pouvoir à des élus qui l'exerceront mieux, au plus près des Français.

VALÉRIE PÉCRÉSSE
PRÉSIDENTE LR DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE, AU «JD»



SEBASTIEN GORDON/LE FIGARO

Voilà sans doute la manière dont M. Drouet et ses indéfectibles soutiens comptaient "entrer à l'Élysée". Voilà le résultat des dérives verbales et des appels à l'insurrection. Honte aux pyromanes de la République.

MARC FESNEAU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX RELATIONS
AVEC LE PARLEMENT, SUR TWITTER

Macron tenté par une réponse

Après les violences de samedi, l'exécutif essaie de reprendre la main, en n'écarter pas un renforcement de la riposte policière.

MARCELO WESFREID @mwesfreid

TOURNANT ou posture ? Après l'acte VIII des « gilets jaunes », entaché par un déferlement de violences et l'intrusion au tire-palettes dans la cour du porte-parole du gouvernement, rue de Grenelle à Paris, l'exécutif bombe le torse et promet une contre-offensive. Matignon planche sur « une réponse d'une grande fermeté et sans complaisance par rapport à ce qui s'est passé », selon un conseiller. Dimanche, le premier ministre, Édouard Philippe, a réuni son ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, et son secrétaire d'État, Laurent Nuñez, pour en définir les contours. « Le gouvernement avait durci le ton sans vraiment durcir son action », estime un ministre. Lequel croit savoir qu'il y « aura désormais des mesures plus fortes comme l'établissement de listes de casseurs, des arrestations plus systématiques, des consignes de plus grande fermeté aux forces de l'ordre ».

Face aux images humiliantes de débordement au cœur même du quartier des ministères, le pouvoir cherche à désigner en interne des responsables, voire des boucs émissaires. Le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, est de plus en plus ciblé par l'entourage d'Emmanuel Macron. « On pouvait admettre des débordements les premiers week-ends, car nous étions face à un mouvement inédit, note un proche du président de la République. Mais que cela perdure huit semaines est inacceptable et pose la question de la gestion tactique des manœuvres sur le terrain. » Et d'ajouter : « Une intrusion s'était déjà produite au ministère de Benjamin Griveaux, il y a un mois. Le dispositif aurait donc dû être à la hauteur. »

C'est peu dire que le regain de mobilisation du mouvement des « gilets jaunes », plus nombreux que samedi dernier, a jeté un froid au sommet de l'État, où on espérait que les fêtes feraient baisser la température. Mais c'est surtout la transformation de la grogne qui retient l'attention. « La rue est prise en otage par des extrémistes, des manipulateurs, des gens déterminés à la violence ou qui ne la condamnent pas », constate le ministre

des Affaires européennes, Nathalie Loiseau. Attaquée sur les réseaux sociaux, l'ancienne patronne de l'ENA a d'ailleurs porté plainte pour menace de mort contre l'auteur d'un message haineux. « Le mouvement a muté politiquement, selon un membre du premier cercle macroniste. On est loin de la taxe sur les carburants. Il n'y a plus de revendications. On voit juste l'extrême gauche et l'extrême droite faire cause commune autour du départ d'Emmanuel Macron. Il n'y a pas de débouché politique. » Le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau, fustige, lui, l'attitude des Insoumis, qui surfent sur la vague jaune. « Jean-Luc Mélenchon se réjouit tous les week-ends de la poursuite du mouvement, sans manifester lui-même, et souffle sur les braises, regrette le proche de François Bayrou. Il oublie juste une réalité : parmi les manifestants, certains réclament le retour de la peine de mort, la fin des impôts etc. La question qui se pose désormais est de choisir entre le chaos et l'ordre, l'insurrection et la démocratie. »

« Il n'y a plus de revendications. On voit juste l'extrême gauche et l'extrême droite faire cause commune autour du départ du président »

UN MEMBRE DU PREMIER CERCLE MACRONISTE

Emmanuel Macron espère que les plus modérés joueront le jeu du grand débat national, qui doit débiter la semaine prochaine. Dans une énième opération reconquise, le chef de l'État profitera du mois de janvier pour se rendre dans plusieurs régions, au contact des élus locaux. Il devrait réduire considérablement le nombre de séances de vœux, tradition jugée trop chronophage et en décalage avec le climat national. Seules certitudes : les vœux aux armées se tiendront bien, le 17 janvier. Ainsi que ceux aux cultes, vers le 21 janvier, pour annoncer le calendrier de la réforme de l'organisation de l'islam de France. Parallèlement, le gouvernement lâche du lest. Le ministre de l'Éco-



nomie, Bruno Le Maire, a laissé entendre que la suppression de la taxe d'habitation pourrait finalement ne plus concerner les 20 % des contribuables les plus aisés (lire page 21). Histoire d'éviter un nouveau procès en présidence des riches.

Si le gouvernement fait bloc face aux violences, il est en revanche divisé sur l'intérêt de soutenir la manifestation du 27 janvier, baptisée la « Marche républicaine ». Elle est organisée par le collectif des « foudrards rouges », qui exige « le retour à l'État de droit ». Si le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, voit l'initiative d'un bon œil (lire ci-dessous), certains sont plus sceptiques, craignant que cette démarche se révèle contre-productive. « On plaide pour le rassemblement des Français, via un débat,

pas l'opposition d'un camp contre un autre avec la création d'un mouvement anti-« gilets jaunes » », argumente de son côté un dirigeant de La République en marche.

Vendredi, lors du Conseil des ministres de rentrée, Emmanuel Macron a tenu à remobiliser ses troupes, secouées par une séquence sociale à rallonge. « Nous sommes dépositaires d'une action qui dépasse nos personnes », a-t-il rappelé, comme pour rappeler à chacun sa mission.

Avant d'opter pour un registre à mi-chemin entre empathie et ficelles de management : « Dans ces moments-là, ce qui compte beaucoup, c'est le sentiment d'amitié, l'idée qu'on peut compter les uns sur les autres. » ■

lire aussi PAGE 18

Revigorés, les « gilets jaunes » programment d'autres actions

ANGÉLIQUE NÉGRONI anegroni@lefigaro.fr

LE GOUVERNEMENT, qui, en changeant d'année, espérait vite tourner la page des « gilets jaunes », va devoir continuer à affronter cette crise. Démarré il y a presque deux mois, ce mouvement inédit semble parti pour durer un certain temps encore, avec de nouvelles manifestations déjà programmées. « En plus des rassemblements le samedi, à Paris comme en province, on va monter des opérations les mercredis », fait savoir Maxime Nicolle, alias Fly Rider, l'un des figures de la mouvance plus radicale du mouvement.

Au lendemain de ce premier samedi de 2019, ce proche d'Éric Drouet, leader controversé de la contestation, ne cache pas sa satisfaction. Avant valeur de test pour mesurer l'ampleur de la reprise du mouvement après une trêve liée aux fêtes, ce week-end a, selon lui, prouvé que la mobilisation était toujours importante. Même si le ministère de l'Intérieur n'évoque que 55 000 manifestants en France – une estimation largement sous-évaluée selon lui –, les « gilets jaunes » ont montré qu'ils maintenaient la pression. Et l'acte VIII « est une réussite », selon lui.

À travers le pays, à Paris comme en province, parfois dans le calme mais souvent émaillées de violences, les manifestations se sont, en effet, enchaînées. Lyon, Rouen, Caen, Épinal ou encore Besançon ont ainsi rassemblé des milliers de contestataires qui, parfois, étaient plus nombreux que le week-end précédent, comme à Bordeaux ou Toulouse. Mais une fois de plus, c'est Paris qui a focalisé l'attention. Cet acte VIII est désormais associé à ce gendarme agressé par un ancien champion de boxe (lire page 4), lequel s'en est également pris à un autre militai-

re tombé à terre. Autre scène stupéfiante : la violente intrusion d'un groupe dans le ministère du porte-parole du gouvernement, après avoir fracassé le lourd portail de bois avec un monte-charge récupéré dans la rue. Du jamais-vu.

« On ne se débarrassera pas de nous comme cela »

Cette violence ciblée, qui veut ainsi frapper le cœur du pouvoir, consterne certains « gilets jaunes », à l'instar de Danielle. Cette Parisienne de 72 ans, qui a déjà vécu plusieurs « actes » de la mobilisation, était samedi dans le cortège parisien. « J'ai bien empêché, en vain, un jeune de brûler une poubelle. Ces images de violence sont déplorables, or c'est tout ce que l'on va retenir de notre action ! » s'indigne-t-elle en reprochant à l'État d'être aussi responsable de ces dérives. Pélemèle, cette ancienne employée dans

l'immobilier cite « l'arrogance du gouvernement » et son « perpétuel mépris à l'égard du mouvement ». Gouvernement qui s'est encore exprimé, déplore-t-elle, par la voix de son porte-parole. Vendredi dernier, à propos des « gilets jaunes », Benjamin Griveaux a parlé d'« agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement ». Pour Danielle, tant de maladresses deviennent suspectes : « C'est à se demander si le gouvernement ne veut pas attiser cette violence qu'il dénonce », dit-elle.

Cette petite phrase du porte-parole, vécue comme une provocation, revient en boucle dans les commentaires des « gilets jaunes ». « Dès que ce gouvernement parle, il remet une pièce dans la machine de la colère », constate Yves Garrec, une figure modérée de la contestation à Toulouse. Lui aussi entrevoit une mobilisation sans discontinuer du mouvement.

« Cet élan et cette colère qui ne faiblissent pas ont rassemblé des gens qui, démunis, étaient seuls jusqu'alors. Ils ne veulent ni lâcher prise ni se séparer », dit-il en évoquant ces amitiés nées sur les ronds-points. Même si les « gilets jaunes » sont désormais délogés du bord des routes, d'autres lieux et d'autres formes de mobilisation vont émerger, selon lui. « Le pays n'est plus le même aujourd'hui. On ne se débarrassera pas des « gilets jaunes » comme cela », dit-il. Mais Yves Garrec met en garde sur le grand débat national annoncé par le chef de l'État. « Que ce ne soit pas de l'enfumage, car il le paiera cher. C'est l'économie du pays qui sera alors totalement paralysée », prévient-il, tout en voulant croire à ce dialogue.

Ailleurs, et dans un même objectif, d'autres initiatives voient le jour. Désireux de se présenter aux européennes, Hayk Shahinyan, acteur de la contestation à Lyon, a reçu, samedi, le soutien de Bernard Tapie et les « gilets jaunes, le mouvement ». Jacine Mouraud, autre figure marquante, veut aussi se lancer dans la politique : elle crée son parti, baptisé « Les Émergents ».

En parallèle de ces actions visant à structurer ce mouvement toujours aussi hétéroclite, la colère des « gilets jaunes » va continuer à s'exprimer dans la rue. Déjà, rendez-vous est donné samedi prochain place de la République à 14 heures à Paris. D'autres sites sur la Toile, qui soutiennent Éric Drouet, fixent La Défense comme lieu de rassemblement, le même jour. Mais c'est aussi à Bourges que les « gilets jaunes » devraient se retrouver le week-end prochain. La ville a été choisie pour des raisons géographiques. Située au centre du pays, elle permettra de réduire les trajets de bien des « gilets jaunes » venant de toute la France. Pour durer, le mouvement doit s'économiser. ■



Des « gilets jaunes » manifestent à Lyon, samedi. KONRAD K/SIPA

« Depuis ses vœux, le président a adopté la stratégie de la fermeté »



Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion de l'Ifop. Il a publié récemment *Le Nouveau Clivage* (Éditions du Cerf).

Comment les oppositions se placent-elles ?
Les ténors de LR sont embarrassés et déploient un discours peu lisible sur la crise des « gilets jaunes ». Alain Juppé, désormais en dehors du jeu, a un rôle stratégique dans la gestion d'un bloc LaREM renforcé par la droite. De son côté, la gauche a une course de fond et accompagne Macron sans trop en rajouter : Macron sait que les thématiques lui sont favorables. Depuis trois mois, dans les débats, elle est redevenue la principale opposante au président. Devant la démission de Melanchon, contre l'offensive ne s'en suit pour le moment. ■

Pour Jean Leonetti, numéro deux des Républicains, « l'imprévisible face à l'imprévisible » conduit le pays dans une « impasse ». Et si, face à la gravité des faits, le parti LR affirme ne pas vouloir « mettre de l'huile sur le feu », Éric Ciotti, député des Alpes-Maritimes, craint une volonté du gouvernement de « surfer sur ses violences avec un discours très belliqueux ». Jugeant, pour sa part, le climat actuel « très inquiétant », Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, désigne l'origine de cette crise : « Des années de laxisme ont donné un chèque en blanc aux casseurs. Il y a une normalisation, presque une légitimation, qui est la conséquence de la faiblesse des pouvoirs publics ». Le parlementaire s'inquiète également face à la montée d'une « nouvelle défiance des Français les uns envers les autres » et alerte face au « risque d'une haine des classes », issue d'une valorisation excessive du « culte de l'argent, de la réussite sociale et des désirs individuels ».

« Il est urgent de reconstruire du commun », avertit Retailleau. Sommant le gouvernement de ne pas donner prise à la « division des Français », le sénateur LR de Vendée le met aussi en garde contre le danger d'un grand débat national qui ne tiendrait pas ses promesses. « Tout peut s'embraser », prévient-il. Du côté du Rassemblement national, le pouvoir est ciblé directement. Louis Aliot, député des Pyrénées-Orientales, dénonce « l'incompétence, l'amateurisme et l'aveuglement de ce président, de ce gouvernement et de cette majorité » préparant une situation potentiellement « ingérable ». Sur Twitter, Nicolas Dupont-Aignan a accusé, lui aussi, l'exécutif de vouloir « envenimer la situation ». « Qui sème le vent, récolte la tempête », clame le président de Debout la France. ■

#BrexitAndBeyond

4 | L'ÉVÉNEMENT

Anticiper la violence est devenu un véritable

Depuis que les manifestants les plus radicaux communiquent sur les réseaux cryptés, les services de renseignements

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin

LES INCIDENTS qui ont émaillé l'acte VIII des « gilets jaunes » illustrent l'extrême difficulté qu'ont les forces de l'ordre à anticiper ces bouffées de violence devenues incontrôlables. « Il y a encore peu, les services de renseignements en étaient réduits à tenter d'interpréter les mots d'ordre sur Internet, souffle un policier spécialisé. Mais cela a empiré puisque les rassemblements de casseurs se font de plus en plus via les réseaux cryptés, tels que les boucles WhatsApp, qui rendent aveugles les agents chargés de la surveillance. »

« Les évaluations sont devenues illusoires : nous avons essayé de mesurer

l'ampleur du mouvement sur la base des likes et des intentions des internautes à descendre dans la rue, mais rien ne se traduit comme prévu sur le terrain », renchérit un haut fonctionnaire. Ainsi, lors du réveil de la Saint-Sylvestre, les forces de l'ordre avaient été mises en alerte par une frénésie sur Internet et un grand nombre d'intentions de manifester. Au final, à peine 200 « gilets » avaient été dénombrés sur les Champs-Élysées. À l'inverse, l'écosystème des anti-Macron semblait en sommeil sur les réseaux la semaine dernière et 3 500 manifestants parmi les plus déterminés ont défié les autorités. Jusqu'aux images de dérapages qui, depuis samedi, tournent en boucle. Or, « pour la première fois, la Préfecture de police avait réussi à

convaincre des organisateurs déclarés et disposant même d'un début de service d'ordre interne, note une source informée. Mais ces responsables ont été vite débordés. » Le tracé imaginé entre les Champs-Élysées et la Bourse a été abandonné au profit d'un parcours erratique dessiné en temps réel, au gré de l'imprévisible déambulation des « gilets » et des opportunités de casse qui s'offrent en chemin.

Endiguer la fureur des émeutiers

« Délicat de travailler dans ces conditions », grimace un technicien qui rappelle que le changement de posture des forces, plus dynamiques et plus réactives, a tout de même fait ses preuves avec le déploiement de DAR (détache-

ment d'action rapide) qui ont permis aux effectifs de la préfecture d'être à l'origine de plus des deux tiers des interpellations. Composés de policiers spécialisés dans l'intervention, en particulier ceux des brigades anticriminalité, ces unités inédites, taillées sur mesure pour endiguer la fureur des émeutiers, étaient bel et bien encore sur le terrain pour l'acte VIII de ce samedi. « La Préfecture de police n'a pas baissé la garde samedi dernier », assure une source informée qui rappelle que le « dispositif, entériné par la Place Beauvau, était exactement le même que celui déployé les deux week-ends précédents ». Soit environ 1 500 hommes, selon une estimation policière. Sachant que, en raison du jeu des vacances et des récupérations

après deux mois sous haute tension, une cinquantaine de forces mobiles étaient disponibles à l'échelle de la France. Et que Paris, comme de coutume, en a consommé environ le quart.

Cible de rumeurs récurrentes depuis l'affaire Benalla, dont il est ressorti plutôt ragalardi contrairement à ce que distillaient les Cassandra, le préfet de police Michel Delpuech maintient donc le cap, alors que le pavé parisien risque la fusion chaque week-end. « La police parisienne traverse un épisode extraordinaire, assure un expert de l'ordre public. Même au 1^{er} Mai dernier, les black blocs n'osaient pas venir au contact, à moins nues, pour en découdre avec les unités mobiles. » Face aux coups qu'ils encaissent, les policiers exigent



CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @GTABARD

La clarté, condition de l'autorité du gouvernement

Jusqu'où cela ira-t-il ? Il y a un mois, les images de l'Arc de triomphe profané et des forces de l'ordre attaquées avaient choqué et interrogé sur un mouvement où trop d'ivraie se mêlait à un élan indéniablement populaire.

Les images tout aussi révoltantes d'un ministère pris d'assaut et de gendarmes frappés par un indigne boxeur font craindre l'impossibilité d'une issue pacifique à la crise. Emmanuel Macron a reculé, et pas qu'un peu, renonçant à la taxe carbone et à la maîtrise des déficits ; et rien n'y fait. Il fait une ouverture, et pas minime, en lançant une consultation nationale inédite ; et ça ne suffit pas.

Et comme souvent, dans les moments électriques, les nuances sont interdites. Or il est tout aussi stupide d'imputer aux « gilets jaunes » dans leur ensemble la responsabilité de la violence d'une poignée d'irresponsables qu'il est risible d'accuser le gouvernement d'entretenir la tension. Que Benjamin Griveaux ait été maladroite en réduisant ceux qui manifestaient encore à des « agitateurs » ne justifie pas que les portes de son ministère aient été enfoncées. Tout comme il est abusif d'accuser toutes les oppositions d'instrumentalisation quand seules des figures de la France incrimine jouent dangereusement avec une pseudo-mythologie de l'insurrection. En fait, le drame, au lendemain de cet acte VIII, n'est pas la responsabilité des acteurs respectifs dans la prolongation du mouvement, mais au contraire l'incapacité de tous à peser sur le cours des choses.

À défaut de disposer d'une recette miracle, l'exécutif a un devoir de clarté. Or, il a du mal à trancher entre la fermeté et la conciliation. Emmanuel Macron lui-même fut capable de dire, la veille de Noël, « vous avez raison » à l'une des animatrices des « gilets jaunes », Priscilla Ludosky, en se disant d'accord avec sa pétition, puis, le 31 décembre, de fustiger une « foule haineuse » sans faire le tri entre les manifestants. Difficile à la fois de siffler la fin de la récréation en dénonçant la radicalisation du mouvement et de tendre la main, comme le fait Marlène Schiappa en redisant, dans Le Point, que « le constat fait par les "gilets jaunes" est le même » que celui fait

lors de « la création d'En marche ! ». Condamner ou applaudir le mouvement, désormais il faut choisir. De même, est-il compatible de tout mettre sur la table à travers une grande consultation et d'annoncer déjà que toutes les réformes annoncées seront votées dans l'année ? Faut-il croire Brune Poiron concédant l'erreur d'avoir « voulu aller trop vite » ou Benjamin Griveaux regrettant « avoir trop composé » avec « les conservatismes » et promettant d'aller « plus loin » et d'être « plus radicaux » ? Peut-on laisser croire que, dans le grand débat, « on ne gommara pas les aspérités », comme le garantit Chantal Jouanno, et laisser dire l'inutile et coûteux Conseil économique social et environnemental qu'il refusera que « des collectifs en profitent pour porter leurs revendications » ; en clair qu'on ne tolérera pas d'avis qui ne conviendront pas. Dans ce pilotage délicat, la clarté est aussi une des conditions de l'autorité du gouvernement. ■

Condamner ou applaudir le mouvement, désormais il faut choisir

LA MATINALE à 8h00 RADIO CLASSIQUE

écoutez les esprits libres : Guillaume Tabard, l'édito Guillaume Durand, l'invité avec LE FIGARO



Le boxeur de gendarme activement recherché

ERIC DE LA CHESNAIS edelachesis@lefigaro.fr

LES IMAGES ont fait le tour des réseaux sociaux en France et à l'étranger, samedi après-midi, lors de l'acte VIII des « gilets jaunes » à Paris. Un homme d'une carrure imposante, visage découvert, a frappé de plusieurs coups de poing très adroits un gendarme mobile sur la passerelle Léopold-Sédar-Senghor, qui relie le Musée d'Orsay au jardin des Tuileries.

Quelques heures après les faits, cet individu a été reconnu par les forces de l'ordre. « Monsieur, vous qui avez frappé un collègue à terre, vous êtes identifié. Pour un boxeur, vous ne respectez apparemment pas beaucoup de règles. Nous allons vous apprendre celles du Code pénal », a écrit le Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN) dans un tweet

publié samedi vers 20 heures. « Il s'agit de Christophe Dettinger, ancien boxeur, membre de la communauté des gens du voyage, précise au Figaro Patrice Ribeiro, secrétaire général du syndicat Synergies-officiers. Cet individu sans gilet jaune fait partie de ces personnes qui viennent là uniquement pour frapper des forces de l'ordre. Ce type de comportement doit être sévèrement sanctionné, c'est-à-dire suivi de la prison avec écrou. »

« Le gitan de Massy »

Devant la gravité de son geste, Christophe Dettinger a pris la fuite. Sa victime s'est vu prescrire un arrêt de 15 jours d'incapacité totale de travail (ITT). S'il a été identifié, Christophe Dettinger n'a pour l'instant pas été retrouvé par la police. Surnommé « le gitan de Massy », il possède un imposant palmarès à son actif de boxeur : 18 victoires, 4 défaites et un

mul. Il a été notamment sacré champion de France des poids lourds légers (90 kg) en 2007 et 2008. Il a raccroché les gants en 2013. Aujourd'hui âgé de 37 ans, mesurant 1,92 m pour 91 kg, il serait fonctionnaire territorial dans une mairie de l'Essonne. Son ancien entraîneur, Jacky Trompesauce, lui conseille de se rendre à la police. « J'ai essayé de l'avoir au téléphone, mais il ne répond pas. Christophe est hyper gentil. Alors, quand je vois les vidéos, je me dis qu'il a vu des gens en difficulté, notamment des femmes, se faire gazer. C'est pourquoi je lui conseille d'aller voir la police pour qu'il aille s'expliquer », a-t-il déclaré à L'Équipe.

Pour sa part, la Fédération française de boxe « a pris connaissance du comportement inacceptable et honteux d'une personne identifiée comme ancien boxeur professionnel, en marge de la huitième journée de mobilisation des "gilets jaunes" », indi-

Jean-Michel Blanquer défend « la plus grande fermeté » après

LORIS BOICHOT @lboichot

AU LENDEMAIN de violences survénues à Paris, pendant l'acte VIII de la mobilisation des « gilets jaunes », Jean-Michel Blanquer a dénoncé « avec la plus grande fermeté » les heurts avec les forces de l'ordre et l'intrusion dans le ministère du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux. « Ces événements sont totalement inacceptables », a jugé dimanche le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, sur le plateau du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI ». « Lorsque l'on attaque un ministère, c'est la République que l'on attaque », a-t-il expliqué, visant des « attitudes de gangsters ».

L'exécutif n'a pas jeté d'huile sur le feu ni diabolisé les manifestants, insiste-t-il, deux jours après que le porte-parole du gouvernement a indiqué que le mouvement est « devenu le fait d'agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement ». « On fait très clairement la distinction entre ceux qui manifestent de façon légale » et « ceux qui se sont engouffrés dans la brèche des désordres », a souligné le ministre.

Selon lui, « ça ne peut pas durer de cette façon-là », « on finit par s'habituer à des choses qui sont illégales ». Mais le ministre assure que le gouvernement n'a pas l'intention d'empêcher les manifestations. « Le droit à manifester est garanti en France depuis le début du mouvement,



Jean-Michel Blanquer, dimanche, sur le plateau du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI ». RTL/FREDERIC BUKAJLO/SIPA PRESS

[...] grâce notamment au professionnalisme des forces de l'ordre », a-t-il souligné. « On continuera bien sûr à garantir les libertés constitutionnelles, mais en même temps on doit être de la plus grande fermeté. » « Tous les Français voient bien qu'on est en train de faire du mal à l'économie et à l'image de la France », a-t-il expliqué, avant d'en appeler « au respect de notre pays ». « Ce qui compte, au bout de tout ça, c'est la France. »

Le grand débat national voulu par Emmanuel Macron « doit structurer » les revendications « contradictoires » des « gilets jaunes », selon Jean-Michel Blanquer. Après 10 milliards d'euros de mesures annoncées en urgence par le chef de l'État, en décembre, le ministre estime que « les revendications des "gi-

LE 5/7 MATHILDE MUNOS

Retrouvez le mardi à 6h44 Histoires Politiques avec Marcello Wesfreid du quotidien LE FIGARO

inter A SUIVRE SUR TWITTER #LES7INTER

casse-tête semblent aveugles.

davantage de protection. « La fermeté doit se traduire dans les actes pour les agresseurs de policiers ou de gendarmes, s'exclame ainsi Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance Police nationale. Hormis quand elles sont médiatisées, aucune affaire n'a été sanctionnée par un mandat de dépôt. Il faut en finir avec les aménagements de peines. » Outre la mise en place d'un fichier des manifestants violents, analogue à celui des hooligans interdits de stade, ce chef de file syndical défend aussi une idée émergente : faire en sorte que la manifestation masquée, qui fait jusqu'ici l'objet d'une simple contravention, devienne un délit. Pour placer les casseurs derrière les barreaux et enrayer la folle spirale. ■



L'ancien champion de boxe
Christophe Dettinger
s'en prend violemment
à un gendarme mobile,
samedi, à Paris.
BASTIEN LOUVET/PANORAMIC

par la police

que-t-elle dans un communiqué. Parallèlement à cet événement, Didier Andrieux, commissaire divisionnaire fraîchement distingué de la Légion d'honneur, responsable par intérim des 400 policiers en tenue de Toulon, a été filmé en train d'asséner plusieurs coups de poing au visage d'un homme plaqué contre un mur. « Il y avait un contexte insurrectionnel avant et après ces vidéos, dans lequel il était impossible d'interpellé quelqu'un sans violence, et il (Didier Andrieux, NDLR) a agi proportionnellement à la menace », a estimé Bernard Marchal, procureur de la République de Toulon. Il n'a pas ouvert de procédure contre le fonctionnaire.

Enfin, à Laval, une plainte a officiellement été déposée par un « gilet jaune » contre le ministre de l'Intérieur, pour « usage abusif de la force », afin de dénoncer les violences policières. ■

les violences

lets jaunes" ont été entendues ». Désormais, « si on veut sincèrement faire avancer la France », il exhorte les citoyens à « saisir ce grand débat ».

Jean-Michel Blanquer se dit « ouvert » à la possibilité, dans la Constitution, d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), une demande centrale du mouvement. Il trouve aussi « intéressante » la piste du référendum à questions multiples le jour des élections européennes, évoquée mercredi par le député La République en marche (La-REM) Sacha Houlié. Il attend du débat qu'il « permette d'avancer » sur l'idée de ce référendum, qui porterait sur le vote blanc, la proportionnelle, la réduction du nombre de parlementaires et le cumul des mandats. ■

PREMIÈRES MANIFESTATIONS DE FEMMES

«Macron, t'es foutu, les bonnes femmes sont dans la rue.»

Dimanche, les premières manifestations de femmes « gilets jaunes » ont été organisées dans plusieurs villes, à Toulouse, à Caen, à Rennes ou encore à Lyon. À Paris, entre 300 et 500 femmes, selon la police, ont entonné *La Marseillaise* et scandé «Macron démission», un ballon jaune à la main, sur les marches de l'Opéra Bastille, avant de rejoindre l'Opéra Garnier. «Prenons exemple sur la Révolution française où les femmes ouvraient le cortège pour aller y trouver le roi», exhortait un des groupes «Femmes Gilets Jaunes» sur Internet. «Ce n'est pas une manif féministe mais une manif de femmes, lance Sylviane, retraitée de 61 ans, au milieu de quelques Marianne coiffées d'un bonnet phrygien et de manifestantes en jupe jaune. L'État a oublié les femmes. Elles sont moins payées, vivent dans des situations plus précaires...» «Macron a parlé des femmes qui élèvent seules des enfants dans ses deux derniers discours, mais que fait-il pour nous?» renchérit Camille, la trentaine. «Les femmes ont

80 %
des travailleurs
les plus pauvres
sont
des femmes

toujours joué un rôle dans les grandes révolutions, pointe pour sa part Fabienne, 55 ans. C'est nous qui engendrons les enfants de la Nation et on n'a pas envie que ceux qui sont "mal nés" ne s'en sortent pas.» Comme elle, nombre de manifestantes expliquent être là pour défendre l'avenir de leurs enfants ou de leurs petits-enfants. «Je suis ta mère», «Je suis ta sœur», «Je suis ta grand-mère», indiquent les pancartes qu'elles arborent sur la poitrine. «C'est nous, les femmes, qui faisons les courses. C'est nous qui sommes en première ligne des problèmes de pouvoir d'achat quand il n'y a plus de quoi acheter à manger en fin de mois ou quand on n'a plus de quoi faire des cadeaux aux enfants», soulignent encore Céline, 48 ans, auxiliaire de vie, et Lisa, 52 ans, secrétaire comptable, venues ensemble d'Eure-et-Loir. Alors que leurs maris sont mobilisés depuis des semaines sur les ronds-points, elles leur ont cette fois laissé la garde des plus jeunes pour venir à Paris. «On n'est pas là que pour les enfants et le ménage», lâche Nadège, 29 ans, en quête d'égalité autant que de justice sociale. Dimanche, la plupart des participantes espéraient un rassemblement moins violent que les précédents «actes» pour donner une image pacifique des «gilets jaunes». Mais beaucoup se disaient aussi exaspérées contre les «violences policières» et semblaient prêtes à en découdre pour montrer que les femmes «n'ont pas besoin d'être plus protégées». ■

Agnès Leclair

POLITIQUE

Le RN aborde les européennes en favori

En pole position, le parti prépare déjà l'après-mai 2019.

CHARLES SAPIN @csapin

OPPOSITION À vingt semaines du scrutin, le Rassemblement national ne saurait aborder échéance électorale avec plus d'appétit. Caracolant entre 20 et 24 % d'intentions de vote, la liste que mènera le jeune Jordan Bardella (voir ci-dessous) est donnée confortablement en tête quelles que soient les enquêtes d'opinion. « On a déjà gagné, la seule question sera l'ampleur de la victoire », va jusqu'à fanfaronner un lieutenant de Marine Le Pen.

De l'immigration, sacrée en France comme en Europe, première préoccupation des électeurs. À « ce printemps des patriotes » que le RN croit deviner derrière la progression de tous les partis eurosceptiques sur le continent. Sans oublier la grogne des « gilets jaunes » qui ne finit pas d'affaiblir le pouvoir et, se félicite le parti à la flamme, reprend nombre de ses analyses comme de ses revendications, l'heure n'est pas aux Cassandre. De fait, quelle stratégie adopter si la victoire, avant toute cam-

pagne, est d'ores et déjà considérée comme acquise ? Si Marine Le Pen tiendra une convention dimanche prochain, le 13 janvier à Paris, pour donner le top départ de la campagne et présenter les vingt premières personnalités candidates sur la liste RN, c'est surtout à l'après-mai 2019 que ses efforts seront consacrés ces prochains mois. Tout particulièrement dans le sens d'une accélération des alliances au niveau européen, comme d'une accentuation du « rassemblement » sur la scène nationale.

Imposer « une minorité de blocage »

Si les prises de guerre dans les rangs de LR s'avèrent modestes jusqu'à présent - Thierry Mariani et Jean-Paul Garraud -, on veut croire au RN qu'elles suffiront à faire craquer les digues lors des prochaines élections locales : « Les anciens LR qui ont rejoint notre liste de rassemblement doivent trouver une place chez nous en s'y sentant bien, explique Philippe Olivier, conseiller spécial de Marine Le Pen. Ils vont montrer la voie aux autres

LR et prouver qu'on a réussi notre mue. Les anciens candidats de la primaire de la droite ont tous rejoint Macron. Toute une partie de LR va se sentir orpheline. »

Au niveau européen, la priorité est donnée à la négociation avec les « partis frères » dans le but de constituer un groupe, si ce n'est majoritaire, du moins capable d'imposer « une minorité de blocage pour empêcher les politiques destructrices de l'Union européenne » au sein du Parlement de Strasbourg.

Sur Twitter, la présidente du RN a posté jeudi dernier un négatif du drapeau européen - une couronne étoilée bleue sur fond jaune - avec pour toute légende : « L'Europe des peuples a maintenant son étendard. » « Cela rappelle qu'il y a une communion des peuples qui contestent la version actuelle de l'Union européenne, traduit le maire RN de Fréjus, David Rachline. C'est symbolique, le jaune représente désormais la révolte populaire, pas seulement en France. » Une révolte que la responsable au pays des « gilets jaunes », Marine Le Pen, se verrait bien incarner en Europe. ■

Jordan Bardella, tête de liste à 23 ans

PEU L'AURONT vu venir. À 23 ans, Jordan Bardella vient de réaliser un joli tour de force. Il y a encore trois mois, tout ce que le Rassemblement national comptait de caciques jouait des coudes en interne pour décrocher la tête de liste aux européennes : de l'eurodéputé Nicolas Bay au député Louis Aliot en passant par Jean Messiha ou Bruno Gollnisch. Sans compter l'ex-allié de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, qui aura multiplié les missives en ce sens. En vain.

C'est finalement, sans bruit ni coup d'éclat, que ce jeune conseiller régional d'Île-de-France aura raflé la mise. La décision a été arrêtée définitivement ce dimanche, lors d'un bureau exécutif réuni autour de Marine Le Pen, au siège du parti à Nanterre. Même si, formellement, elle doit encore être validée ce lundi en conseil national, l'instance délibérative du parti.

« Jordan Bardella incarne cette jeunesse qui fournit une part majeure de nos voix à chaque élection, plaide le maire RN de Fréjus, David Rachline. Notre vœu de renouveler la classe politique, ce n'est pas que des mots. Ça passe aussi par propulser des jeunes. » Passé le symbole, certains cadres voient un autre avantage à la candidature de ce vert et encore méconnu Bardella : « Le cahier des charges était de trouver quelqu'un qui prenne le moins de place et de lumière possible pour laisser Marine Le Pen mener la campagne en première ligne, comme pour laisser exister les ralliés sur la liste. »

Un calcul qui relève du pari, tant le jeune homme, au parcours déjà fulgurant, paraît pressé. Lorsque, à 16 ans,

Il ne fait que répéter, mais le jour où il devra gérer à chaud les sorties incongrues d'un Mariani, ça risque de poser problème

UN CADRE DU RN

peu après la présidentielle de 2012, Jordan Bardella passe la première fois la porte du FN « c'est pour Marine Le Pen », représentant selon lui « l'équilibre le plus juste entre souveraineté, identité et social ». Le lycéen ne passe pas inaperçu : « À l'époque, quand on croissait dans le parti un jeune qui n'avait pas le crâne rasé, qui présentait bien et parlait correctement, c'était déjà pas mal, lâche un ancien responsable du mouvement jeunes. Jordan, en plus, incarnait quelque chose, en venant de banlieue. » Né à Drancy, au cœur de la terre de mission du FN qu'est la Seine-Saint-Denis, le jeune homme ne mettra que deux ans à prendre les rênes de sa fédération.

À peine majeur, il tente une première candidature aux départementales de 2015, tout en devenant le référent du parti sur les banlieues. Puis vinrent les régionales, où tête de liste FN en Seine-Saint-Denis, il est sacré benjamin du conseil régional d'Île-de-France. « On



Jordan Bardella, en 2017, lors d'un point-presse des porte-paroles du Front national.

a fait toute la campagne à deux, en travaillant dans une ancienne salle de bains dont on avait enlevé la baignoire en guise de bureau, se remémore Aurélien Legrand, élu d'Île-de-France devenu responsable de la Fédération de Paris. C'était déjà quelqu'un d'une architecture intellectuelle très construite, de très sérieux. »

C'est en 2016, après un déjeuner avec Marine Le Pen et les plus jeunes élus régionaux du RN, que la carrière du jeune élu prend un tour fulgurant. La patronne lui propose de travailler au sein de sa future équipe de campagne présidentielle. Le garçon troque alors définitivement ses habits d'étudiant en géographie pour un plus professionnel costume ajusté De Fursac - « acheté en vente privée », s'empresse-t-il de préciser. Il prend rapidement ses aises sur les plateaux de télévision. « Au soir du second tour, il est venu voir Philippe pour demander ce qu'il devait dire sur France 2. Il a pris des notes et a tout bien récité, s'amuse une huile de la campagne. C'est un peu son problème, il ne fait que répéter, certes avec charis-

me, mais le jour où il devra gérer à chaud les sorties incongrues d'un Mariani, ça risque de poser problème. »

Qu'importe, le jeune espoir peut compter sur de solides parrains dont il a su méthodiquement s'entourer : Frédéric Chatillon, Jean-Lin Lacapelle, Bruno Bilde, Steve Briois comme l'ancien directeur de campagne de Marine Le Pen, David Rachline, qui ne cesse de louer « ce garçon à la maturité hors du commun, humainement chaleureux et loyal en amitié ».

Autant de soutiens facilitant son adoubement, en septembre 2017, comme porte-parole du mouvement et, quelques mois plus tard, en tant que tête du Front national de la jeunesse, rebaptisé Génération nation. « Tout le monde a tiqué sur le cumul de ses fonctions, mais au final personne n'a protesté, relate un élu. Bardella, c'est un peu la comtesse du Barry : le conseiller tellement anobli, qu'il en fait peur. Il terminera vice-président du parti, comme Philippe. » À moins qu'il concède à prendre « le moins de place et de lumière possible ». ■ C.S.

« Brexit: the Uncivil War », le téléfilm qui dérange

Consacré au cerveau de la campagne pour le « Leave », ce film est diffusé lundi soir à quelques jours d'un vote crucial au Parlement.

MARINA DARAS
LONDRES

ROYAUME-UNI Après avoir passé les fêtes de fin d'année à reprendre de la dinde pour éviter de discuter du Brexit avec des membres plus ou moins éloignés de leur famille, les Britanniques se retrouveront lundi soir encore dans une situation un peu étrange : regarder en famille (ou chacun de son côté) un téléfilm sur la situation politique la plus clivante de l'histoire contemporaine du Royaume-Uni.

Avec Benedict Cumberbatch en tête d'affiche, ce téléfilm de deux heures diffusé sur Channel 4 est censé révéler les

machineries politiques derrière le Brexit et la victoire du camp « Leave » au référendum de 2016, car, comme l'indique son sous-titre, « tout le monde sait qui a gagné. Mais peu de gens savent comment. » L'œuvre du talentueux scénariste James Graham entend montrer au public qui sont « les vrais décideurs ». Et pour lui, ce sont souvent les stratèges, les *spin doctors* et autres consultants politiques.

Ici, le cerveau en question est Dominic Cummings, directeur du groupe Vote Leave, qui a fait campagne pour le Brexit. Méconnu du grand public, c'est pourtant à lui que l'on doit le slogan « Take Back Control », ainsi que le fameux bus rouge de campagne promettant 350 millions de

livres sterling par semaine pour le service national de santé.

Le premier ministre conservateur de l'époque, David Cameron, qui avait promis un référendum sur l'Europe s'il était réélu, et qui pourrait être celui que l'on considère comme l'un des responsables du Brexit, est bizarrement absent de ce téléfilm, qui ne montre pas de Jeremy Corbyn non plus. Mais Nigel Farage, Boris Johnson, Michael Gove, ou encore Arron Banks, des figures emblématiques de la campagne du « Leave », n'ont quant à eux pas échappé à la portraiture, si ce n'est parfois même à la caricature.

Heureuse coïncidence pour les créateurs de ce téléfilm : il sera diffusé le soir

du jour où le Parlement britannique doit se lancer dans un débat marathon sur l'accord de sortie proposé par Theresa May avant le vote crucial qui devrait avoir lieu la semaine prochaine. Voilà qui devrait en embêter plus d'un et qui a certainement fait réagir l'opinion publique. Pour beaucoup, il est bien trop tôt pour dramatiser le Brexit et révéler les machineries politiques d'un événement toujours en cours et dont personne ne sait vraiment comment il se finira, alors qu'un nouveau sondage publié dimanche montre qu'une majorité de Britanniques est favorable au maintien du Royaume-Uni dans l'UE (54 %) et à un nouveau vote sur le Brexit.

À 37 ans, James Graham n'en est pas à son premier récit politique. Le scénariste britannique s'était déjà attaqué en 2012 à l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher dans la pièce de théâtre *This House*. En 2017, il avait récidivé avec l'histoire controversée du New Labour et de Tony Blair dans la pièce *Labour of Love*, avant de s'en prendre à la culture des tabloïds créée par Rupert Murdoch dans *Ink*. « Je crois que l'art, le théâtre et le récit ont autant un rôle civique qu'ils divertissent, a déclaré Graham, lors de l'avant-première de son téléfilm. Cela peut nous aider à comprendre ce qui se passe en ce moment d'une manière différente du journalisme ou des réseaux sociaux ». ■

La mobilisation contre le président Vucic gagne la Serbie

Des milliers de personnes ont manifesté pour le cinquième samedi de suite pour dénoncer l'autoritarisme du chef de l'État.

MILICA CUBRILLO
BELGRADE

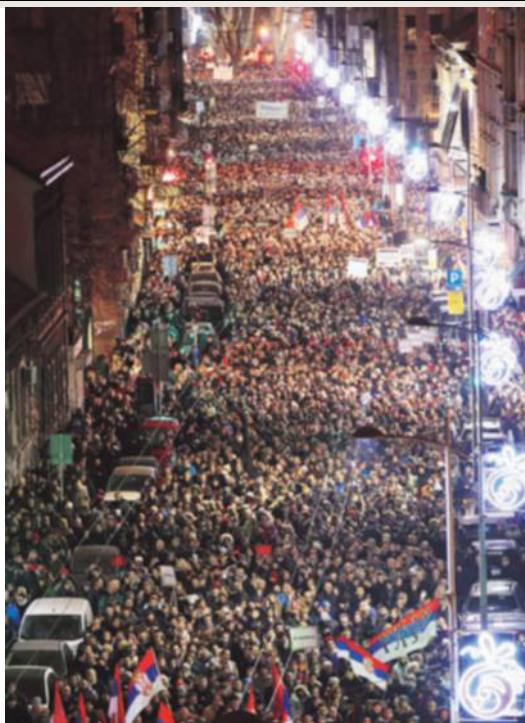
EUROPE DE L'EST Bravant la neige, le froid, en plénitude des fêtes du Noël orthodoxe, des dizaines de milliers de Serbes sont descendus dans la rue à Belgrade pour le cinquième samedi consécutif de mobilisation contre le régime autocratique du président Vucic, formant une rivière humaine déferlant dans la capitale. « Nous voulons du sens, nous voulons vivre dans un pays où l'ambition se fonde sur le savoir et la réussite sur le travail, un pays où la loi est la même pour tous », clamait à la foule l'acteur Radoslav Milenkovic, perché sur le désormais légendaire camion qui sert à la fois de podium et de sono ambulante.

C'est l'agression d'un dirigeant de l'opposition, Borko Stefanovic, frappé

à coups de barres en fer à la tête en novembre, qui a déclenché ce mouvement citoyen appelé « Stop aux chemises ensanglantées ». Une violence jugée de trop pour ceux qui sont exaspérés par la mainmise du régime sur les institutions, l'économie et les médias.

La peur se brise

Une poignée d'étudiants organise les manifestations, les mêmes qui avaient protesté lors de l'élection du président Vucic au printemps 2017 sous le slogan « Contre la dictature ». « On a senti que la rage s'était accumulée devant la violence du pouvoir et la montée des tensions, omniprésentes dans notre société », nous explique Ana Anasonovic, étudiante en science politique de 24 ans. Les manifestations sont discrètement soutenues par le bloc de l'opposition, Alliance pour la Serbie, et surtout par de nombreuses personnalités,



Les manifestations hostiles au régime, ont formé, le 29 décembre, une rivière humaine dans la capitale, Belgrade.

qu'il ne céderait pas aux demandes des manifestants « même si cinq millions de personnes descendaient dans la rue », sachant que le pays compte plus de sept millions d'habitants.

« La sous-estimation du nombre de participants par les autorités, puis un reportage mensonger de la télévision Studio B expliquant que "les très rares" manifestants du 8 décembre se seraient battus entre eux à coups de parapluies et auraient appelé au "lynchage", au "viol" et à la "violence", a galvanisé ceux qui étaient dans un état d'esprit d'opposition au régime », explique le sociologue Jovo Bakic. La détermination et le nombre de protestataires prennent de l'ampleur de samedi en samedi. La peur se brise. On hurle : « Vucic voleur » et on affiche « Je marche donc je suis », « Ça a commencé ! », « Tu nous comptes, on compte tes jours. »

Les sifflements les plus intenses ont été entendus devant le siège de la Radiotélévision publique. « Nous voulons 5 minutes pour nous exprimer dans le journal de la Radiotélévision serbe, un temps égal pour tous les leaders politiques, la démission du ministre de l'Intérieur et celle du directeur général du service public, qui ignorent notre existence et abusent de leur pouvoir pour faire de la propagande. Nous voulons savoir qui a tué l'opposant Oliver Ivanovic et qui a essayé de tuer Borko Stefanovic », souligne Anasonovic, annonçant que les marches du samedi continueront tant que les revendications ne seront pas entendues. Désormais, les villes de Nis, Kragujevac, Novi Sad et Pozega ont rejoint le mouvement. « La masse critique nécessaire pour inquiéter le pouvoir n'est pas encore atteinte, mais cela pourrait très vite basculer si les mouvements qui se battent contre les caïds locaux s'allient avec celui de Belgrade », considère Jovo Bakic. ■

Les Congolais se crispent dans l'attente des résultats

Des médiations sont en cours pour éviter toute explosion due à l'absence de proclamation d'un vainqueur à la présidentielle.

TANGUY BERTHEMOT @tanguyber
ENVOYÉ SPECIAL À KINSHASA

RD CONGO Au Beach, le port de Kinshasa situé le long du fleuve Congo, les bateaux sont presque tous à quai. Les navettes qui filent habituellement à Brazzaville, la capitale de la République du Congo, juste de l'autre côté du fleuve,

sont inactives. « Il ne se passe pas grand-chose. On patiente comme tout le monde et adienne que pourra », philosophe M. Jean, un douanier.

Kinshasa ne s'emballe pas, mais ne s'endort pas non plus. L'annonce des résultats de l'élection présidentielle, fixée au plus tard le 6 janvier, a été repoussée ce même jour par la Commission électorale (Céni), l'organisme char-

gé du scrutin, sans cette fois donner de date butoir. Cela n'a pas vraiment surpris, tant ce report semblait évident au vu des retards pris dans le décompte des voix. « L'important est que nous ayons les bons résultats, c'est tout », glisse Antoinette, en tâtant d'une main experte une igname sur le marché d'Apolo.

Échange doux-amer

Derrière les murs du Faden, la villa-hôtel de Martin Fayulu, l'un des principaux opposants, le ton est sensiblement le même. Le directeur de campagne, Pierre Lumbi, se dit « très confiant », mais au fil des jours, les visages se crispent un peu dans l'entourage du candidat. La pression est brusquement montée, vendredi, après l'annonce de Conférence épiscopale (Cenco). La veille, dans un rapport, la mission d'observation électorale de la puissante Église catholique a affirmé que les chiffres en sa possession « consacrent le choix d'un candidat » et enjoint la Céni de « publier [...] les résultats dans le respect de la vérité ».

Cette déclaration, étonnement forte, laissant entendre que les prélats redoutaient une fraude, a provoqué une petite tempête. Dans la foulée, les États-Unis ont publié un communiqué soutenant à demi-mot l'Église, appelant à l'honnêteté et menaçant de sanctions financières les fauteurs de troubles. L'Union

européenne a, elle aussi, émis une mise en garde. Comme d'autres missions d'observations avant elle, l'Église a reconnu en revanche que l'organisation du vote avait été globalement satisfaisante. Une façon d'ôter des arguments à la Cour constitutionnelle pour éventuellement invalider le scrutin.

« Une interruption du processus est une possibilité qu'il ne faut pas écarter », analyse une source diplomatique.

Dans le camp de la coalition d'Emmanuel Ramazani Shadary, le candidat du pouvoir, la voix des prêtres a été peu appréciée. Dès le lendemain, un porte-parole, Barnabé Kikaya a dénoncé « l'attitude, partisane, irresponsable et anarchique » de la Cenco. Le rapport n'a pas, non plus, été du goût du président de la Céni. Il a pris sa plume pour accuser les évêques de « violer systématiquement les dispositions légales », entraînant un échange épistolaire doux-amer avec le clergé. Le président sortant, Joseph Kabila, qui ne se représente pas mais reste le maître du pays, a à son tour rencontré les ecclésiastiques. Rien n'a filtré de ce rendez-vous, qui se serait passé « avec sérénité et calme », selon un membre de la Cenco. Depuis, la fièvre est un peu retombée.

L'opposition comme la majorité sortante se figent dans un étrange silence, n'évoquant que du bout des lèvres le risque de voir Kinshasa sombrer dans la violence si le petit peuple de l'immense métropole devait se sentir floué. « Le danger d'une explosion existe plus que jamais mais si les résultats annoncés ne sont pas conformes à la vérité », s'inquiète le diplomate. Une analyse sans doute partagée par Washington, qui a déployé 80 militaires et un avion au Gabon pour protéger ses ressortissants en cas de besoin. Paris dispose d'une base permanente au Gabon prête à intervenir.

Des conciliabules se tiennent dans tout Kinshasa pour éviter ce scénario terrifiant et tenter de trouver une sortie honorable. La France, les États-Unis et la Belgique conduisent une médiation commune. Les pays voisins, qui jouissent d'un poids nettement plus important que les Occidentaux, se penchent aussi sur ce dossier épineux. Les deux puissances régionales, l'Afrique du Sud et l'Angola, sont officiellement discrètes. Pretoria a cependant pris ces distances avec les critiques occidentales, bloquant notamment une déclaration au Conseil de sécurité de l'ONU. ■

80
militaires

ont été prépositionnés au Gabon pour protéger les ressortissants américains en cas de violences

QSP

VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

75

Vente aux enchères publiques, le Jeudi 7 février 2019 à 14 H 00

au Tribunal de PARIS, Parvis du Tribunal de PARIS, à PARIS 17^{ème}

UN APPARTEMENT À PARIS 16^{ème}

21 rue François Gérard – Bâtiment « Boileau »
de 135,67 m² (hors balcon-loggia). Bâtiment Y, escalier 3, au 5^{ème} étage,
porte gauche ascenseur, comprenant : entrée, séjour avec petit salon,
3 chambres, cuisine, 2 salles de bain, 2 sanitaires (dont un avec lave-mains
et l'autre avec w.-c.), w.-c., balcon-loggia de 8,20 m².

Avec une CAVE et UN PARKING - Occupé

MISE A PRIX : 500.000 Euros (autres les charges)

Pour consulter le cahier des conditions de vente, s'adresser au Greffe

du Juge de l'Exécution du TGI de PARIS, où il a été déposé sous la

Référence Greffe 18/00044, à la SELARL GRYNWAJC, agissant par

Maitre Vanessa GRYNWAJC (AARPI GRYNWAJC - STIBBE),

Avocat à PARIS 8^{ème}, 40 rue de Monceau, Tél. : 01 45 63 55 55

Email : v.grynwaajc@stg-avocats.com

VISITE sur place le LUNDI 28 janvier 2019 de 10 H 00 à 11 H 00

Dans l'incroyable caverne des sous-marins nucléaires Barracuda

Le premier des six nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque français, dont la construction s'achève actuellement à Cherbourg, sera mis à l'eau l'été prochain.

ALAIN BARLUET @AlainBarluet
ENVOYÉ SPÉCIAL À CHERBOURG

DÉFENSE On appelle la « nef » le gigantesque atelier couvert de cinquante mètres de haut, mais n'entre pas qui veut dans cette cathédrale industrielle. C'est ici, sur le chantier d'assemblage de Naval Group à Cherbourg, que s'achève, sous haute protection, la construction du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Suffren*, premier d'une série de six prévus dans le cadre du programme Barracuda dont le coût total avoisine 9 milliards d'euros.

L'été prochain, le *Suffren*, long tube de 99 mètres (pour 8,8 mètres de diamètre) à la carapace noire et lisse, sera mis à l'eau. Des « marcheurs », sorte de mille-pattes mécanique géant sur lequel repose le submersible de 5 000 tonnes, déplaceront celui-ci très lentement sur une centaine de mètres jusqu'au bassin où il sera mis à l'eau et subira une batterie de tests. Ensuite, après plusieurs mois d'essais en mer, le SNA sera remis à la Marine nationale à l'été 2020, avec trois ans de retard par rapport au calendrier initial.

Trois autres sous-marins de la classe *Suffren* – le *Duguay-Trouin*, le *Tourville* et le *De Grasse* – seront livrés durant la période de la loi de programmation militaire (2019-2025). Le cinquième SNA de la série, le *Rubis*, a été commandé en mai. Le sixième, le *Casabianca*, le sera cette année pour être livré en 2029. Ils devraient rester en service jusqu'en 2062.

70 jours d'autonomie

Depuis 1899, la France a construit 107 sous-marins, dont 16 nucléaires. Ces derniers ont tous été assemblés dans cette vaste nef Maxime-Laubœuf, du nom d'un illustre ingénieur naval : six sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de la classe Redoutable (en service jusqu'en 2008), quatre SNLE de la classe Le Triomphant (mis en service entre 1997 et 2008 et qui seront en activité jusqu'en 2035) et six SNA de la classe Rubis (73,6 mètres de long, 2 500 tonnes). Ces derniers, entrés en phase opérationnelle entre 1983 et 1993, auront donc progressivement été remplacés par les Barracuda à l'horizon 2030. Par rapport à la génération précédente, « les nouveaux SNA iront plus vite, plus loin et plus longtemps », résume Vincent Martinot-Lagarde, le directeur du programme Barracuda.

Tandis que les océans redevenaient des espaces de confrontation entre puissances, le sous-marin demeure une capacité clé, en raison de son invulnérabilité, de son autonomie et de l'armement qu'il emporte. Leur nombre progresse d'ailleurs de 6 % annuellement, notamment en Asie. Pour parer aux nouvelles menaces, les principales nations navales ont engagé la modernisation de leurs forces nucléaires



res sous-marins – États-Unis, Royaume-Uni, Russie, Chine –, tandis que de nouveaux acteurs océaniques ont décidé de se doter de submersibles de dernière génération, comme l'Inde, le Brésil et l'Australie. Ce dernier pays a, passé avec la France, le « contrat du siècle », 34 milliards d'euros, pour acquérir douze Barracuda dotés de moteur Diesel. « Des débouchés à l'exportation indispensables à la pérennité de nos activités », insiste Alain Morvan, le directeur du chantier Naval Group de Cherbourg.

Les nouveaux SNA seront plus furtifs et capables d'une meilleure détection sous-marine. Des mâts optroniques, ne pénétrant pas la coque, se substitueront aux traditionnels périscopes. Le système de combat a été amélioré. La « vitesse tactique », c'est-à-dire celle à laquelle les submersibles pourront naviguer tout en restant complète-

La construction du *Suffren*, le premier submersible du programme, se termine dans l'atelier de Naval Group à Cherbourg. En haut : vue d'artiste d'un sous-marin nucléaire d'attaque nouvelle génération.

750 000
pièces
constituent
un Barracuda

ment discrets, sera de deux fois supérieure à celle des Rubis. La profondeur de plongée sera supérieure à 350 mètres et l'autonomie théorique d'environ 70 jours (contre 45 jours pour la génération précédente), cette durée à la mer étant seulement limitée par l'emport des vivres, voire de munitions. Selon Naval Group, maître d'œuvre industriel des Barracuda, ceux-ci gagneront aussi en manœuvrabilité grâce à des barres en X, visibles à l'arrière du bateau.

Dans le grand hall d'assemblage, le *Suffren* est en cours d'achèvement. Fin novembre, les plaques recouvrant la partie supérieure de la coque n'avaient pas été mises en place et le submersible ressemblait à un opéré du cœur, raccordé à de multiples câbles et tuyaux pour le fournir en énergie. Il ne sera pleinement autonome que lorsque, une fois mis à l'eau, auront été effectuées les opérations de chargement

du combustible nucléaire, dans un bassin spécial géré par la Direction générale de l'armement (DGA), maître d'ouvrage du programme Barracuda. Pas très loin du *Suffren*, la partie avant et la partie centrale du Duguay-Trouin sont enserrées dans des échafaudages. La partie arrière du deuxième SNA se trouve encore dans un hall attenant, de même que des sections de coque du *Tourville*, posées sur le sol à la verticale.

Une conception complètement numérique

La construction est modulaire. Chaque partie du sous-marin – coque, structures, chaudière, appareil moteur, systèmes de combat et d'exploitation du navire – est réalisée dans l'un des huit sites de Naval Group en France, avant d'être intégrée à Cherbourg. Le bateau est fabriqué par tronçons, telles d'épaisses tranches qui sont ensuite mises bout à bout. Des blocs internes – réacteur, propulsion, auxiliaires – sont réalisés en atelier et leur fonctionnalité dûment vérifiée, avant d'être introduits dans la coque épaisse du sous-marin. Ces masses de 40 tonnes reposant sur des berceaux ressemblant à des « compressions » géantes du sculpteur César, incroyables enchevêtrements de tuyaux, de pompes et de valves. Elles doivent s'intégrer au centimètre près et sont isolées de la coque par des amortisseurs pour réduire l'empreinte acoustique du sous-marin.

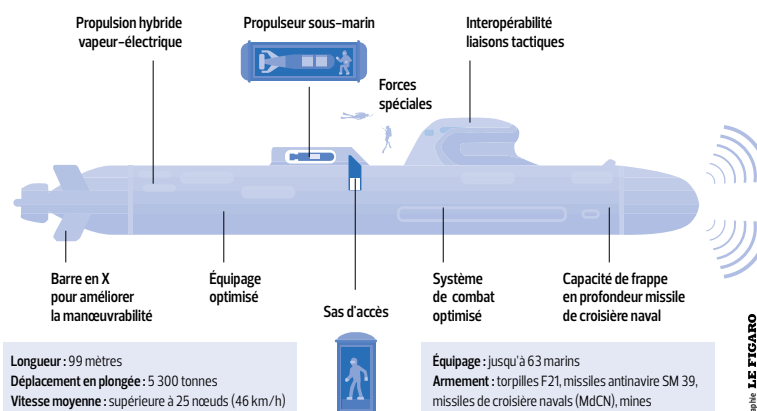
« Le sous-marin est l'objet le plus complexe fabriqué par l'homme. Un Barracuda est constitué de 750 000 pièces et nécessite 400 compétences », relève Alain Morvan, de Naval Group. Quelque 3 500 employés, travaillent sur le site, dont 2 000 – parmi lesquels 500 en sous-traitance –, sur les SNA. « Ces

bateaux sont les premiers dont la conception a été complètement numérique », ajoute-t-il. Concentrés de haute technologie, « système naval de systèmes », les submersibles ont bénéficié des savoir-faire les plus innovants. Dans les deux salles de réalité virtuelle du site, les techniciens munis de lunettes spéciales et de pointeurs laser peuvent se déplacer dans une maquette numérique du bateau, détailler et « manipuler » chaque pièce.

Outre le soutien aux SNLE assurant la dissuasion nucléaire, la surveillance et le renseignement, particulièrement en zones littorales – les missions classiques des SNA –, les Barracuda auront deux capacités nouvelles. D'une part, le missile de croisière naval (MdcN), armement stratégique capable de frapper des cibles à terre à une distance de 1 000 kilomètres. D'autre part, un caisson (*dry deck shelter*), situé à l'arrière du kiosque et pouvant embarquer un propulseur sous-marin et une dizaine de commandos des forces spéciales.

Deux équipages de 63 personnes (contre 70 pour les Rubis) se succéderont à bord. Le premier sera complet cet été. Mais un noyau de sous-marins expérimentés a déjà été constitué. Ils accompagnent le chantier et s'entraînent. Grâce à un niveau d'automatisation inédit, toutes les installations du bateau pourront être pilotées à partir de deux pupitres seulement. « Quatre personnes sont nécessaires, là où il en fallait quinze auparavant », explique Vincent Martinot-Lagarde. Par ailleurs, les conditions de vie à bord ont été améliorées (chambres, sanitaires...) et la mixité prise en compte. Des femmes, déjà présentes en petit nombre dans les SNLE, rejoindront les équipages des SNA nouvelle génération. ■

Le sous-marin Barracuda, un concentré d'innovations



Source : Naval Group

EN BREF

Le cerveau de l'attentat contre l'« USS Cole » a été tué

Donald Trump a annoncé dimanche que le Yéménite Jamal al-Badawi, cerveau de l'attentat d'octobre 2000 contre le navire de guerre USS Cole à Aden (17 morts), a été tué par l'armée américaine.

Le roi de Malaisie abdicque

Le roi de Malaisie, âgé de 49 ans, a abdicqué dimanche, mettant fin à des spéculations nourries par son absence officiellement pour raisons de santé et les rumeurs selon lesquelles il aurait épousé une ex-reine de beauté russe.

Négociations sur le lieu du sommet Trump-Kim

Donald Trump a affirmé dimanche que des négociations étaient en cours pour déterminer le lieu de son sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, sans évoquer de date.

CHRISTOPHE CORNEVIN
ccornevin@lefigaro.fr

TERRORISME Quatre après les attentats de janvier 2015 qui ont décimé la rédaction de *Charlie Hebdo*, provoqué une tuerie à l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes et coûté la vie de plusieurs policiers, les réquisitions de renvoi rendues par le parquet de Paris le 19 décembre ponctuent une enquête colossale, nourrie de 52 tomes de procédures, 19 900 feuillets de procès-verbaux, 2 000 scellés et de centaines de témoins entendus. Épais de 467 pages, ce document fouillé livre les clés du premier acte de la pire vague terroriste connue en France depuis la Seconde Guerre mondiale. Et laisse subsister des zones d'ombre.

Les commanditaires toujours inconnus et des « instructions » qui remontent à 2011

Quatre ans après les faits, les fantomatiques « commanditaires » des équipes terroristes, soldées par un bilan de 17 morts, n'ont pas été identifiés. Une chose semble acquise : il s'est écoulé quatre années entre les consignes inspirées d'une chaîne hiérarchique identifiée et la tuerie de *Charlie Hebdo*. En effet, selon ses propres confidences, recueillies bien avant de mourir au côté de son frère Saïd sous les balles du GIGN, Chérif Kouachi aurait reçu en direct des « instructions » dès 2011 d'un haut responsable d'al-Qaïda pour la péninsule arabique (Aqpa) avec lequel il était en contact direct. Un même halo de mystère entoure encore l'identité du supposé « commanditaire » d'Amedy Coulibaly : en dépit des efforts déployés par les services de renseignement, celui-ci reste inconnu, tout comme son rôle hiérarchique au sein de l'État islamique dont s'est revendiqué l'auteur de la sanglante prise d'otages de l'Hyper Cacher. Seule certitude : l'inspirateur de Coulibaly était dans les zones de combats au moment de l'attaque puisqu'il avait alors invité la compagnie de Coulibaly, Hayat Boumedienne, surnommée la « *gadgi* », à le rejoindre en territoire de « *Cham* » où il lui garantissait « *maison, voiture et cours* ». Si les attentats de janvier laissent apparaître une troublante convergence entre Daech et Aqpa, deux organisations pourtant rivales sur la scène terroriste internationale, l'enquête appelle à la méfiance. Loin d'être une alliance stratégique orchestrée en haut lieu, il s'agirait plutôt d'une action concomitante, décidée de manière opportuniste – et donc sans contrôle – par les Kouachi et Coulibaly au nom de leur passé commun.

Kouachi-Coulibaly : deux cellules distinctes, un même creuset radical

Policiers et magistrats ont établi que les raids sanglants ont été perpétrés par deux cellules islamistes que tout ou presque oppose. Ouidissant leurs noirs desseins dans un hors cours familial, limitant au strict minimum opérationnel les contacts avec le monde extérieur, les Kouachi ont agi de manière quasi autar-



Les raids sanglants de janvier 2015 (ici celui de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, le 9 janvier) n'ont pas été perpétrés sur un coup tête. Au fil des mois, l'enquête a même pu établir que 2014 avait été « l'année charnière » des préparatifs. ERIC FEFERBERG/AFIP

Attentats de janvier 2015 : ce que révèle l'enquête

Opérations longuement mûries, approvisionnement d'armes... le parquet de Paris a rendu ses réquisitions.

cique, ce qui tranche avec les nombreuses ramifications de ce que les enquêteurs ont surnommé la « *nébuleuse Coulibaly* ». Mis en examen pour association de malfaiteurs terroristes et presque tous fichés pour outrages, vols, violences ou encore recels, ces « logisticiens » et « commissionnaires » incarnent la porosité entre la petite délinquance de cité et la mouvance djihadiste. Comme le résume M^e Samia Maktoûf, les parties civiles évoquent une « *attente insoutenable de la vérité* » pour tenter de « *faire la lumière sur ces connexions entre terrorisme et grand banditisme, notamment le trafic d'armes* ». Grâce à son savoir-faire de voyou endurci, Coulibaly a envisagé un temps de « *faire un attentat à plusieurs* » et a fait feu de tout bois pour trouver de l'argent – en négociant notamment pour 12 000 euros la Mini Cooper de sa compagne Hayat – et acheter sa panoplie guerrière. Et peut-être celle aussi des Kouachi. En dépit de l'emploi prudent de lignes dédiées, voire de réseaux cryptés, les préparatifs de Coulibaly, qui ont mobilisé une dizaine de protagonistes, ont été plus « lisibles » au fil des investigations que ceux des Kouachi. Parmi les zones d'ombre, une en particulier taraude toujours les enquêteurs : qui pouvaient bien être les

fameux « *zigotos bien* », évoqués par le commanditaire de Coulibaly, susceptibles de passer à l'action à ses côtés ? Soit il s'agit des frères Kouachi, soit d'islamistes en puissance passés entre les mailles du filet. Reste que les deux « cellules » ont été forgées par une matrice commune, celle du radicalisme islamiste le plus virulent : pétris par l'idéologie takfiri, Chérif Kouachi tout comme Amedy Coulibaly ont ainsi eu comme mentor, entre 2005 et 2006, l'islamiste algérien Djamel Beghal, formé par les lieutenants de Ben Laden et impliqué dans les attentats de 1995. Alors que les Kouachi tombent en 2008 dans la filière des Buttes-Chaumont, Coulibaly accituaient, dès 2010, sa fièvre radicale derrière les barreaux de la maison d'arrêt de Villepinte. Il appelle déjà à l'époque la création d'un État islamique et crée autour de lui la « secte de buanderie », fédérant les détenus intégristes.

Des attentats fomentés bien en amont, dès 2014

Les raids sanglants de janvier n'ont pas été perpétrés sur un coup tête. Au fil des mois, l'enquête a même pu établir que 2014 avait été « l'année charnière » des préparatifs. Comme s'il avait mûri son projet d'attentat en prison, où il a

coté au moins deux des protagonistes mis en cause dans le dossier, Coulibaly se met à solliciter son réseau dès sa sortie. D'abord sous bracelet électronique, en mars. Puis le djihadiste monte en puissance quand il est libéré en mai. Début août 2014, de l'argent envoyé par Western Union permet d'acheter des armes chez Metin Karasular, un trafiquant turc de Charleroi, en Belgique, réputé proche des séparatistes du PKK. En septembre, date de l'acquisition de la Mini Cooper ayant servi à la transaction armes contre véhicule, d'autres calibres sont recherchés pour étoffer l'arsenal tandis que des recherches actives sont menées avant de trouver l'« appartement conspiratif » de Gentilly. De septembre jusqu'au 24 octobre, Coulibaly, qui fait un pèlerinage à La Mecque – à ses yeux indispensable avant de passer à l'action, utilise une ligne saoudienne pour rester en lien avec ses relais en France. À son retour, les contacts s'intensifient jusqu'à début janvier pour acheter des jumelles, gants, parkas, gilets tactiques, couteaux, un pistolet Taser, pistolets et armes automatiques. Le 2 janvier 2015, Coulibaly fait l'acquisition de la Renault Scénic qui l'a mené jusqu'à l'Hyper Cacher où il a semé la mort.

Au procès, trois grands absents et une « tête d'affiche »

Au total, le parquet a requis la mise en accusation de quatorze personnes devant la Cour d'assises spécialement composée. Le procès se fera en l'absence très probable d'Hayat Boumedienne, unique femme mise en examen dans ce dossier, volatilisée depuis le 2 janvier 2015 et son départ de France pour rejoindre l'État islamique. Les frères Medhi et Mohamed Belhoucine, qui ont favorisé l'extradition de cette dernière vers la Syrie, où ils sont présumés morts, ne devraient pas non plus être sur les bancs. En revanche, la France entière risque de découvrir le nom d'Ali Polat. Possible tête d'affiche du procès, cet originaire de l'Essonne, âgé de 33 ans, est l'ultime survivant de ce tentaculaire dossier à être renvoyé pour « complicité des crimes ». Considéré par les enquêteurs comme « l'homme de confiance » ou le « lieutenant » du tueur de l'Hyper Cacher, Ali Polat est notamment accusé d'avoir participé à un transport d'armes, à la recherche d'un appartement potentiellement conspiratif et de la moto Suzuki GSX-R, utilisée pour assassiner à Montrouge la policière municipale, Clarissa Jean-Philippe. Audiences a priori en 2020, les débats devraient durer environ trois mois. ■

Hommages, médaille... la France se souvient de ses victimes

ÉRIC DE LA CHESNAIS
edelaichenis@lefigaro.fr

CES LUNDI et mercredi à lieu à Paris le quatrième anniversaire des attaques terroristes visant *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. On y honorerait les victimes de ces attaques, sans oublier Ahmed Merabet, le policier du commissariat du XI^e arrondissement tué non loin de l'hébergement satirique par les terroristes alors qu'il patrouillait à pied.

Afin que ces cérémonies du souvenir se déroulent le plus sereinement possible, la Mairie de Paris indique que « d'importantes mesures de sécurité dans les périmètres concernés » seront prises. Comme les années passées, ces manifestations officielles auront lieu le matin des jours anniversaires, devant les plaques commémoratives des tragédies. L'exécutif parisien invite l'ensemble des citoyens à y participer. « Ces moments de recueillement sont en premier lieu destinés aux proches des victimes mais les sites où se dérouleront ces hommages vous seront accessibles », souligne la Mairie de Paris. Pour l'instant, on ignore quelle forme prendront ces hommages. L'an dernier, ils avaient essuyé de nombreuses critiques, notamment pour avoir été trop rapides.

Dimanche, la deuxième promotion de la médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme a par ailleurs été publiée au *Journal officiel*. La première, qui distinguait 124 noms, avait été publiée le 4 novembre dernier. Cette fois, 40 noms sont à l'honneur. Des hommes et des femmes qui ont payé de leur vie ou de leur intégrité

physique le prix des six attaques aveugles perpétrées en France et d'un attentat à l'étranger, depuis 2007. Les trois quarts de ces personnes ont été victimes des attentats du 13 novembre 2015, qui ont eu lieu à Paris et à Saint-Denis, et de l'attaque meurtrière du 14 juillet 2016 à Nice.

Cette décoration est décernée de

manière rétroactive, le 1^{er} janvier 2016 ayant été retenu comme date de référence dans son décret de création du 12 juillet 2016 par le président de la République de l'époque, François Hollande. Celui-ci avait décidé de la mise en place de cette distinction après les attentats de novembre 2015. Ils avaient entraîné la mort de 130 personnes et suscité énormément d'émotion en France et à l'étranger.

Cohésion nationale

« Cette médaille nationale est une décoration particulière qui n'a pas vocation à récompenser les services rendus à la nation par les récipiendaires mais à rendre hommage aux victimes des actes terroristes dirigés contre la France, explique la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. Elle marque la solidarité du pays envers ses victimes et contribue à la cohésion nationale. » Pour recevoir cette distinction, « il faut suivre la procédure traditionnelle d'attribution d'une décoration remise au nom du président de la République, ajoute l'institution responsable de la gestion de cette médaille. Elle est obligatoirement demandée par la victime ou, si elle est décédée, par sa famille auprès du ministère de la Justice, des associations concernées ou par la délégation interministérielle d'aide aux victimes du terrorisme ». ■



Une plaque commémorative des attentats de 2015 à Paris, Montrouge et Saint-Denis située place de la République, dans la capitale. DOMINIQUE FAGET/AFIP

EN BREF

Joué-lès-Tours : un Ivoirien soupçonné d'avoir tué son hébergeur de 28 coups de couteau

Un Ivoirien de 22 ans a été mis en examen et écroué pour meurtre après la découverte du corps d'un homme de 56 ans qui l'hébergeait dans son appartement de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), lacéré de 28 coups de couteau. Le suspect était arrivé en France en 2017 pour étudier, mais son visa avait expiré. La victime, un ancien directeur de magasin Monoprix, hébergeait le jeune Ivoirien depuis peu de temps dans son appartement.

Marseille : une vingtaine de bateaux touchés par un incendie

Une vingtaine de bateaux amarrés dans le petit port des Goudes, à Marseille, ont été touchés par un violent incendie samedi soir. Dimanche matin, l'origine de l'incendie était encore indéterminée. Mais, selon la police, un premier bateau aurait pris feu avant de se détacher et de venir se heurter aux autres bateaux au mouillage.

Le tribunal de Lyon juge les silences du cardinal Barbarin

L'archevêque comparait ce lundi pour « non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineurs ».

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND
sdurandsouffland@lefigaro.fr

JUSTICE Le procès du cardinal Philippe Barbarin, 68 ans, s'ouvre ce lundi devant le tribunal correctionnel de Lyon. Le primat des Gaules répond de non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineurs ainsi que de non-assistance à personnes en péril.

Autrement dit, il lui est reproché de n'avoir pas saisi la justice de lourds soupçons de pédophilie pesant sur un prêtre de son diocèse, Bernard Preynat, dont les agissements supposés - objet d'une information judiciaire distincte - auraient commencé bien avant 2002, date de l'arrivée du cardinal à Lyon. Aux côtés de cette figure de l'Église, cinq autres personnes sont citées à comparaître, dont deux évêques français et un haut dignitaire de la curie romaine qui, invoquant son immunité, ne se présentera pas.

Les débats sont la conséquence d'une procédure inhabituelle pour un dossier de cette envergure : une citation directe, émanant de dix personnes qui affirment avoir été victimes du père Preynat. Accusations d'autant plus crédibles que l'intéressé a reconnu avoir commis des abus très graves sur de nombreux enfants.

L'un des plaignants, Alexandre Heze, avait informé en 2014 le cardinal des méfaits du curé dévoyé dont il avait été la victime de 1983 à 1986, et qui étaient donc prescrits. Il avait dans un second temps saisi le procureur de la République, en 2015. Mais, à l'issue

de plusieurs mois d'enquête préliminaire, au cours de laquelle le cardinal Barbarin avait été entendu tandis que ses bureaux faisaient l'objet d'une perquisition, le parquet avait classé le dossier sans suite. Pas seulement pour des raisons de prescription, car tous les faits dont le père Preynat serait l'auteur ne tombent pas sous le coup de celle-ci, mais aussi parce que, selon l'analyse juridique des magistrats, les délits dénoncés ne sont pas suffisamment caractérisés.

L'attitude ambivalente de l'Église

Ainsi, le classement en date du 1^{er} août 2016 relève notamment que M. Heze est « une personne quadragénaire ne présentant pas [...] un état actuel de vulnérabilité ou de faiblesse de nature à l'empêcher de révéler personnellement à la justice les faits subis ». Et que sa démarche auprès de Philippe Barbarin « avait pour finalité non pas d'amener les responsables de l'archevêché de Lyon à saisir la justice pénale [...] mais d'écarter [le Père Preynat] de toute fonction sacerdotale ou religieuse en relation avec des enfants ». Le document note que les faits portés à la connaissance du cardinal depuis son arrivée à Lyon étaient soit imprécis, soit prescrits, ce qui conduisit le parquet à écarter sa responsabilité pénale, en dépit des maladroites, pour ne pas dire plus, de certaines de ses déclarations.

Une interprétation contestée avec vigueur par les auteurs de la citation directe. Selon eux, le prélat a su très vite que Bernard

Le cardinal Barbarin lors d'une messe en la cathédrale Saint-Jean-Baptiste de Lyon, en 2016.
JEFF PACHOUD/AFP



Preynat présentait un grave danger pour les enfants. Leurs écrits proposent une manière innovante d'interpréter la loi : selon eux, la non-dénonciation est un délit « continu », ce qui signifie que la prescription court à partir du moment où la commission des faits est révélée. Alors que le parquet, conformément à la jurisprudence, estime qu'il

s'agit d'un délit « instantané », prescrit trois ans après sa commission. Le tribunal de Lyon a prévu trois jours pour examiner cette affaire emblématique de l'attitude ambivalente de l'Église face à la dérive de certains de ses serviteurs, alors que les scandales se multiplient à travers le monde. Le jugement sera mis en délibéré.

Deux évêques français ont, à ce jour, été condamnés pour avoir dissimulé les turpitudes de prêtres pédophiles : M^{re} Pican, évêque de Bayeux, en 2001 (trois mois de prison avec sursis) et M^{re} Fort, ancien évêque d'Orléans, en novembre 2018 (huit mois de prison avec sursis). Le cardinal Barbarin encourt cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende. ■

Derrière ce procès, celui de l'Église et de son omerta sur la pédophilie

JEAN-MARIE GUENOIS
jmguenois@lefigaro.fr

L'AFFAIRE BARBARIN, jugée entre Saône et Rhône, dépasse de loin Lyon et sa périphérie. Sa vraie portée est internationale. L'archevêque de Lyon, Philippe Barbarin, est certes sous les projecteurs, mais c'est un cardinal de l'Église catholique qui est sur la sellette. Son procès est évidemment juridique mais il est aussi, c'est son enjeu, le procès du silence de l'Église sur les prêtres pédophiles.

Le cardinal Barbarin n'est toutefois pas le cardinal australien George Pell, à qui la justice de son pays reproche de sombres histoires de mœurs dont il serait le protagoniste direct. Il n'est pas non plus le cardinal Bernard Law, sujet du film *Spotlight*. Cet ancien archevêque de Boston avait sciemment déplacé des prêtres pédophiles de paroisses en paroisses sans jamais prévenir les fidèles du danger, au mépris des violents en série subis par des enfants... Il est encore moins M^{re} Pican ou M^{re} Fort, deux évêques français qui ont été condamnés à des peines de prison avec sursis pour avoir délibérément couvert chacun un prêtre pédophile, selon la pratique épiscopale alors en vigueur.

Lyon n'est donc pas Boston, l'honnêteté intellectuelle impose de le reconnaître. Le 1^{er} août 2016, le tribunal de grande instance de Lyon a d'ailleurs classé sans suite les accusations portées contre Philippe Barbarin pour « non-dénonciation d'agressions sexuelles aggravées ». Beaucoup assurent en outre que le

cardinal Barbarin, dans ses fonctions épiscopales et sur des cas nouveaux, aurait même agi « rapidement et fermement » pour écarter des prêtres pédophiles du sacerdoce en les dirigeant vers la justice civile. Le 3 septembre 2018, dans une tribune publiée par *La Croix*, trois de ses anciens proches collaborateurs, dont deux évêques en exercice, M^{re} Jean-Pierre Battut et M^{re} Pierre-Yves Michel, ont ainsi tenu à témoigner publiquement de cette probité du cardinal dans la gestion de ces affaires de mœurs, en s'appuyant sur une liste de 14 faits effectivement indiscutables.

Ce que l'on appelle aujourd'hui « l'affaire Barbarin » n'est donc pas tout à fait la sienne. Une partie significative des évêques d'une certaine génération, en France et dans

L'objectif est d'ouvrir un débat juridique le plus riche possible afin d'empêcher l'Église de mettre au contact d'enfants des hommes dont on sait qu'ils en ont déjà agressés

FRANÇOIS DEVAUX, VICTIME DU PÈRE PREYNAT

le monde, pourraient tout à fait être convoqués à sa place. Non nécessairement pour être des criminels, mais des obligés d'une omerta ecclésiale qui leur était imposée par le droit canonique pour éviter tout scandale public. Benoît XVI, en 2005, et François, depuis 2013, ont cependant rompu avec cette dramatique culture du silence.

Silence épiscopal

S'ouvre toutefois, à Lyon, le procès symbolique de ce silence épiscopal passé sur l'impunité interne dont ont longtemps bénéficié les prêtres pédophiles, au détriment de victimes qui étaient alors accusées de diffamation par la hiérarchie. S'ouvre aussi, à Lyon, le procès d'une affaire typique, exemplaire, comme il y en a dans d'autres diocèses.

Non pas de prêtres pédophiles actuels pris sur le fait, mais « d'anciens » prêtres pédophiles, juridiquement intouchables car protégés par les délais de prescription civile et canonique ou couverts par l'absence de plaintes des victimes.

Ce sont donc ces histoires de vieux placards dont le cardinal Barbarin - comme tant d'autres évêques arrivant dans un nouveau diocèse - n'a pas vraiment pris la mesure. Il a bien sûr entendu parler de la délicate affaire du père Bernard Preynat, sur laquelle il reconnaît avoir « hésité » et avoir commis de nombreuses maladroites, en particulier envers les victimes. Mais il a eu le tort de se fier au jugement de ses trois prédécesseurs, en l'occurrence le cardinal Albert Decourtray, vrai responsable de l'affaire Preynat. Comme cela se faisait alors, ce célèbre cardinal n'a pas bloqué le père Preynat à l'époque mais il l'a remis en service dans une autre paroisse malgré les plaintes écrites et explicites de parents du jeune... François Devaux. François Devaux est l'actuel président de La Parole libérée, l'association de victimes du père Preynat qui est à l'origine du procès aujourd'hui.

Le cardinal Barbarin a considéré le cas Preynat comme une affaire classée, sans se rendre compte qu'elle ne pouvait pas l'être aux yeux de la centaine de victimes blessées à vie par ce prédateur qui a reconnu ses crimes. Plusieurs diocèses vivent actuellement ce même scénario pour d'autres prêtres. Les victimes n'ont rien oublié. Elles ne peuvent que se réveiller.

Horriées par l'impunité tenace et tacite dont a bénéficié le père Preynat, 72 ans, ces victimes lyonnaises attaquent donc l'Église : « L'objectif n'est pas de gagner un procès, explique François Devaux, mais d'ouvrir un débat juridique le plus riche possible afin d'empêcher l'Église de mettre au contact d'enfants des hommes dont on sait qu'ils en ont déjà agressés. C'est ce système que nous attaquons, en espérant que cela aura une efficacité contre la pédophilie en général. »

Que se passera-t-il si le cardinal Barbarin est condamné ? « Après le classement sans suite d'août 2016, nous sommes confiants », explique le porte-parole du cardinal, son évêque auxiliaire, M^{re} Emmanuel Gobilliard. Il ajoute : « On ne peut rien dire avant le jugement, mais il y aura toujours la possibilité de faire appel. »

Vu son enjeu, l'affaire est suivie de près par Rome où le Pape a convoqué un sommet mondial, fin février, sur la pédophilie dans l'Église. Une pétition a rassemblé 108 000 signatures pour demander la démission de l'archevêque de Lyon, mais François s'est toujours opposé à la démission du cardinal Barbarin. Le 17 mai 2016, il avait confié à *La Croix* : « Ce serait un contresens, une imprudence. On verra après la conclusion du procès. Mais maintenant, ce serait se dire coupable. » Réinterrogé sur ce procès le 26 août dernier, le Pape a une nouvelle fois mis en garde contre « le climat de culpabilité ». Il a demandé à la presse de ne pas confondre « la présomption de culpabilité » avec « la présomption d'innocence ». ■

Un film tourné en secret sortira le 20 février

Grâce à Dieu est un film de François Ozon consacré à l'affaire Preynat. Il sortira en salle le 20 février prochain. Ce n'est pas un documentaire, les protagonistes sont joués par des acteurs. « Ce film est un portrait de ces hommes abusés », a expliqué le cinéaste au *Progrès*. Il dit « comment ils ont libéré leur parole et quelles ont été les répercussions familiales et sociales », souligne Ozon. « Ce film est vraiment raconté du point de vue des victimes. » Quant à son esprit, le réalisateur assure que « ce film n'apporte pas de réponses mais il pose beaucoup de questions ». « Un personnage dit que son combat n'est pas contre l'Église,

mais pour l'Église, reprend-il. C'est aussi le mien. » Tourné dans la plus grande discrétion à Lyon, en mars et mai 2018, le film réunit notamment Melvil Poupaud, Denis Ménochet et Swann Arlaud. Son titre, *Grâce à Dieu*, est inspiré d'un lapsus commis par le cardinal Barbarin lors d'une conférence de presse à Lourdes : l'archevêque avait lancé « Grâce à Dieu, les faits sont prescrits ! », tout en expliquant les mesures de rétorsion qu'il prenait contre le père Preynat. Le cardinal avait aussitôt corrigé sa phrase, mais cette réplique avait beaucoup frappé les esprits. Elle est devenue comme un symbole du silence de l'Église sur ces scandales. J.-M. G.

Une Coupe de France toujours renversante

La Ligue 1 a été malmenée lors de son entrée en 32^{es} de finale, à l'image de Marseille, Montpellier, Nîmes ou Angers, éliminés.

FOOTBALL. Marseille dans la tourmente. L'OM a sombré contre Andrézieux (National 2, 4^e division) et enregistré un septième match consécutif sans victoire. Un échec qui rappelle le revers de l'OM en Coupe contre Carquefou (5^e division) en 8^{es} de finale en 2008. Finaliste de la Ligue Europa en mai dernier, l'OM voit ses objectifs s'évanouir les uns après les autres et son quotidien s'enliser. Sixième de Ligue 1, le club est rayé de toutes les coupes nationales ou européennes... Jacques-Henri Eyraud, le président, a lâché : « C'est un cauchemar. On doit faire preuve d'autres valeurs, d'un peu de fierté, d'un peu d'orgueil surtout, choses que je n'ai pas vues. C'est effectivement une grande déception, une très piètre soirée. » La crise qui ne voulait pas dire son nom

s'est bel et bien installée. Rudi Garcia, entraîneur fragilisé, a, pour illustrer l'ampleur du désastre, lâché : « C'est inadmissible. Bravo à Andrézieux qui, je le rappelle, évolue en N2. Elle a montré ce qu'est une équipe qui en voulait, qui se battait ensemble. C'est ce qui nous a manqué fortement. » D'autres clubs de L1 ont souffert. Viry-Châtillon, porté par 1500 supporters, a disposé d'Angers, finaliste de l'édition 2017. Les Castelvinois, après avoir avalé cinq divisions d'écart, s'inscrivent pour la deuxième fois de leur histoire en 16^{es} de finale, quarante ans après leur première apparition. Autre club de Régional 1 à l'honneur, Noisy-le-Grand, qui a éliminé Gazélec Ajaccio (Ligue 2).

Avant GSI Pontivy-PSG et Lille-Soc-

chaux, la L1 avait, en plus de l'OM, vu disparaître Montpellier sorti par l'Entente Sannois-Saint-Gratien (National) qui a ouvert les portes de la qualification dans l'émotion du temps additionnel (90^e + 3 ; but de Rayan Souici) et Nîmes, copieusement dominé par l'AS Lyon Duchère. Le record de disparitions prématurées date de 2011, avec dix clubs de l'élite rayés d'entrée de l'épreuve, et n'a pas été battu. La Coupe diffuse toujours un charme particulier. En Angleterre aussi... Leicester managé par Claude Puel (et récent vainqueur de Chelsea puis de Manchester City) a été éliminé 1-2 par Newport (4^e division) au 3^e tour de la Cup...

L'Aiglon du Lamentin FC (Régional 1) était, lui, l'ultime club d'outre-mer. Les Martiniquais n'ont été éliminés qu'après

prolongation 3-2 par Orléans (L2). Les Herbiers (National 2), en course depuis le 4^e tour (les 32^{es} de finale sont le 9^e tour) restent, eux, debout. Les finalistes malheureux de la dernière édition se sont imposés 2-1 à Tours (National).

Le tirage au sort des 16^{es} de finale (les 22 et 23 janvier) se déroulera ce lundi, à partir de 20 heures (sur Eurosport). ■

J.-J. E.

COUPE DE FRANCE, 32^{es} DE FINALE : Nantes (L1)-Châteauroux (L2) 4-1 ; Tours (N1)-Les Herbiers (N2) 1-2 ; Viry-Châtillon (R1)-Angers (L2) 1-0 ; Marignane Gignac (N1)-Clermont (L2) 1-1 (3-0 aux tirs au but) ; SC Bastia (N3)-Concarneau (N1) 2-2 (5-4 aux tirs au but) ; Croix (N2)-Raon-l'Étape (N3) 2-0 ; Amiens (L1)-Valenciennes (L2) 1-0 ; Lyon Duchère (N1)-Nîmes (L1) 3-0 ; Stade Pontivyen (N3)-Guingamp (L1) 2-4 ; Le Puy (N2)-Nancy (L2)

0-1 ; Bergerac (N2)-Niort (L2) 2-1 ; Orléans (L2)-Aiglon du Lamentin (R1/Martinique) 3-2 après prolongation ; Entente Sannois Saint-Gratien (N1)-Montpellier (L1) 1-0 ; Red Star (L2)-Caen (L1) 0-1 ; Schiltigheim (N2)-Dijon (L1) 1-3 ; Saint-Quentin (N3)-Metz (L2) 1-2 après prolongation ; Gravelines (R1)-Villefranche-sur-Saône (L1) 0-3 après prolongation ; Sète (N2)-Limonest (N3) 1-0 ; Bourges (N3)-Lyon (L1) 0-2 ; Andrézieux (N2)-Marseille (L1) 2-0 ; Canet-en-Roussillon (N3)-Monaco (L1) 0-1 ; Rennes (L1)-Brest (L2) 2-2 (5 tirs au but à 4) ; Reims (L1)-Lens (L2) 2-0 ; Toulouse (L1)-Nice (L1) 4-1 ; Bordeaux (L1)-Le Havre (L2) 0-1 ; Olympique Strasbourg (R2)-Saint-Étienne (L1) 0-6 ; Noisy-le-Grand (R1)-Gazélec Ajaccio (L2) 1-1 ; Saint-Pryvé Saint-Hilaire (N2)-Aurillac (N3) 3-1 ; Hier : Longueau (R2)-Vitry (N2)-Pontivy (N3)-Paris SG (L1). Lundi (20 h) : Lille (L1)-Sochaux (L2).

La dernière chance de Sébastien Loeb sur le Dakar ?

Malgré le retrait de Peugeot, le Français tentera de remporter le rallye-raid sur lequel il s'est cassé les dents à trois reprises.



Sébastien Loeb et sa Peugeot 3008 DKR, lors d'une séance de test, le 11 décembre, dans les dunes du Pérou.

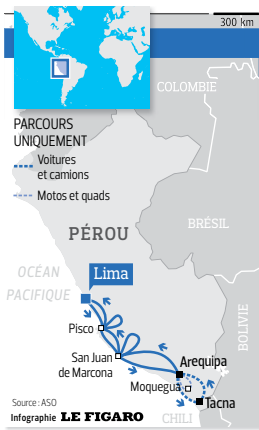
CÉDRIC CALLIER ccallier@lefigaro.fr

RALLYE-RAID. Jamais trois sans quatre. Ce lundi, du côté de Lima, Sébastien Loeb repartira à l'assaut du Dakar pour la quatrième fois. Une épreuve qui se refuse toujours à lui. Indomptable. Capricieuse, aussi. Pour ne pas dire fourbe. Comme l'an dernier lorsque, leader du général, il se faisait surprendre dans un cordon de dunes juste avant l'entrée en Bolivie. Sa Peugeot 3008 DKR n'en ressortait pas trop meurtrie, mais son copilote de toujours, Daniel Elena, était victime d'une fissure du coccyx, une blessure contraignant l'équipage à l'abandon. L'année d'avant, il avait empli les succès d'étapes – cinq au total – mais devait s'incliner face à la maestria de Stéphane Peterhansel, le « Monsieur Dakar », et une crevasse survenue au pire moment. Quant à sa découverte du rallye-raid en 2016, elle s'était soldée par une 9^e place, à la fois encourageante (quatre succès d'étape et une première

place au général à mi-parcours) et frustrante en raison d'un tonneau lui ayant fait tout perdre.

Trois participations, trois échecs pour le nonuple champion du monde WRC qui a encore démontré, en octobre dernier, qu'il n'avait pourtant rien perdu de son formidable coup de volant en remportant le rallye de Catalogne. Mais le Dakar est, et restera, un monde à part, où la vitesse pure ne garantit aucun succès. Le retrait de Peugeot, à l'issue de l'édition 2018, semblait alors enterrer définitivement ses rêves de victoire. D'ailleurs, lui-même n'en parlait plus trop. Comme pour éviter de rouvrir une blessure. Et puis surprise, fin octobre, après son récit en Catalogne, l'Alsacien annonçait qu'il revenait tenter sa chance au sein d'une équipe privée, PH Sport, au volant d'une voiture qu'il connaît bien, la Peugeot 3008 DKR qu'il pilotait en 2017.

Ce qui, une fois traduit, signifie cela : des moyens matériels et humains bien inférieurs à ceux qu'il a connus dans l'écurie au Lion, et une monoplace certes rodée et



customisée niveau moteur, mais qui pourrait souffrir de la concurrence des toutes récentes Mini et Toyota. Une invitation, donc, à la prudence et à la mesure, comme le confiait le principal intéressé : « C'est un challenge différent, que j'aborde de manière plus décontractée car il n'y a évidemment pas la même pression que chez Peugeot. J'y vais avant tout pour participer, me faire plaisir. Cela ne veut pas dire que je ne serai pas ambitieux mais honnêtement, c'est difficile de faire un pronostic sur une course comme ça, étant donné que je n'ai pas le droit de rouler avec la dernière version des Peugeot mais celle d'il y a deux ans. Quel sera son niveau face aux dernières voitures d'usine ? Je n'en ai aucune idée. »

Même incertitude sur le plan mécanique et technique. Habitué au « luxe » chez Peugeot, Loeb s'apprête à découvrir le Dakar sous un jour nouveau, plus incertain. « Avec Daniel, nous avons eu l'habitude jusqu'à présent de côtoyer des pilotes expérimentés, comme Jean-Paul Cottret ou David Castera, analyse-t-il. Cette fois, Daniel va se retrouver livré un

peu à lui-même. Après, lui comme moi avons désormais l'expérience et les acquis du passé. Cela doit nous aider à compenser. » Mais le parcours, 100 % péruvien et pour ainsi dire 100 % sable, ne devrait pas l'avantager, lui qui préfère des pistes rapides typées WRC où il excelle. Là, il va se mesurer une nouvelle fois à ses pires ennemies : les dunes. « Comment on les appréhende ? », s'interroge-t-il avec le sourire. « Je crois que je n'ai toujours pas compris, et c'est bien ça mon problème ! »

Ce quatrième tour de roues sur le Dakar s'annonce donc peut-être comme le plus compliqué et le plus redoutable pour Loeb. Mais avant de replonger en WRC, où il disputera six épreuves au volant d'une Hyundai cette année, et sans savoir s'il remetta un jour les pieds sur le roi des rallyes-raids, le Français compte bien jouer sa chance à fond. Avec un seul mot d'ordre : « Faire de la survie. Je sais que le terrain de jeu n'est pas celui où je suis le plus à l'aise et je ne suis pas favori, mais je pense que la course sera ouverte et qu'on aura peut-être un coup à jouer. » ■

Top 14: Clermont conforte son maillot jaune

L'ASM, victorieuse dimanche de La Rochelle, caracole en tête, devant un Stade Toulousain conquérant.

ARNAUD COUDRY @ArnaudCoudry

RUGBY Pour le début de la phase retour, le podium du Top 14 reste inchangé, mais, derrière, tous les points vont commencer à coûter cher. Si Castres et Pau ont retrouvé le chemin de la victoire, Montpellier, en revanche, s'enforce dangereusement en bas du classement.

L'ASM fait chuter le Stade Rochelais et sème leader

Dans le choc au sommet de cette 14^e journée du Top 14, les Clermontois ont conforté leur statut d'équipe numéro 1 et mis fin à la belle série des Rochelais, qui restaient sur sept victoires consécutives. Plus solide, l'ASM a fait plier le Stade Rochelais en marquant par Laidlaw (15'), Yato (39'), Moala (68e) et Nanai-Williams (76e) et en inscrivant un essai de pénalité (56'). Les Maritimes étaient venus en Auvergne avec des intentions, ils ont su trouver la faille par Vito (27'), Doumayrou (42e) et Qovu (62e), mais ils ont été trop indisciplinés (3 cartons jaunes). La maîtrise, la puissance et l'efficacité des joueurs d'Azéma ont fait la diffé-

14 ^e JOURNÉE TOP 14			
CLERMONT (1)	44-19	LA ROCHELLE (3)	
RACING (6)	22-13	TOULON (11)	
AGEN (13)	20-27	TOULOUSE (2)	
PAU (10)	40-23	BORDEAUX-B. (7)	
GRENOBLE (12)	6-16	CASTRES (8)	
MONTPELLIER (9)	14-25	LYON (5)	
ST. FRANÇAIS (4)	27-8	PERPIGNAN (14)	

rence. Le manager avertisseur retrouvait dimanche son ancien adjoint, Jono Gibbes, désormais à la tête du Stade Rochelais. L'occasion de rappeler qu'après une saison cauchemardesque l'ASM est de retour aux avant-postes. Mais il faudra également compter sur La Rochelle, elle aussi revancharde après avoir raté les dernières phases finales.

Toulouse enchaîne, Montpellier déchaîne

Le Stade Toulousain n'en finit plus de gagner. Ses Rouge et Noir, qui se sont imposés chez de valeureux Aigains (20-27), sont désormais invaincus depuis 12 matchs toutes compétitions confondues (11 victoires, un nul), avant un déplacement périlleux samedi au Leinster en Champions Cup. « C'était un match

plein, mais avec beaucoup d'imperfections », nuance le manager toulousain Ugo Mola. Pour Montpellier, en revanche, les temps sont durs. Les Héraultais ont concédé, face à Lyon (14-25), un quatrième revers à domicile cette saison et fortement hypothéqué leurs chances de qualifications pour les phases finales (à 8 points de la 6^e place). « On n'a plus trop notre destin entre nos mains, reconnait le flanker Fulgence Ouedraogo. Il nous faut faire une seconde partie de saison quasiment sans faute pour accrocher une place parmi les six qualifiés. » Le MHR, finaliste l'an dernier, est loin des objectifs fixés par son ambitieux président, Mohamed Altrad, qui pourrait perdre patience...

Racing : inquiétude pour Teddy Thomas

Le Racing n'a pas tremblé, samedi soir, pour se défendre, à l'Arena de Nanterre, du RC Toulon (22-13), qui n'a toujours pas glané de points en sept déplacements cette saison. Pour les Ciel et Blanc, le coup dur est venu de la blessure de Teddy Thomas, qui n'avait plus joué depuis le 27 octobre (déchirure à une cuisse). Après avoir inscrit un essai somptueux, l'ailler

international (25 ans, 16 sélections) a connu un nouveau pépin physique, sortant par précaution après avoir ressenti une pointe à la cuisse. « Ce n'est peut-être rien, juste une adhérence (petite lésion sous une cicatrice), il faut attendre les examens », a expliqué son entraîneur, Laurent Travers. Sa participation au prochain Tournoi, qui débute le 1^{er} février contre le pays de Galles, pourrait être remise en cause. Jacques Brunel, le sélectionneur des Bleus, dévoilera mercredi sa liste de 31 joueurs.

Section Paloise : Hayman s'en va, Godignon arrive

Sur le terrain, Pau a stoppé l'hémorragie après six défaites en trois mois, en dominant Bordeaux-Bègles (40-23), rapidement réduit à quatorze. Mais, en coulisses, le club béarnais vit une inhabituelle agitation. Le Néo-Zélandais Carl Hayman a en effet été démis de ses fonctions d'entraîneur des avants à cause d'une altercation avec plusieurs joueurs le soir du réveil du Nouvel An. Pour succéder à l'ancien pilier des All Blacks, Nicolas Godignon, ex-entraîneur de Brive (2012-2018), va rapidement débarquer. ■

EN BREF

Football: Ribéry lourdement sanctionné

Vendredi, l'attaquant français du Bayern Munich avait posté sur les réseaux sociaux une vidéo dans un restaurant où il avait commandé un steak enrobé de feuilles d'or. Les spéculations sur le prix du steak lui ont valu des commentaires injurieux. Pour avoir grossièrement insulté ses détracteurs en retour, il se verra infliger une lourde amende a fait savoir son club.

Résultats du week-end

Tennis : à Brisbane (finale hommes), Kei Nishikori (Jap) a battu Daniil Medvedev (Rus), 6-4, 3-6, 6-2. Femmes, Karolina Pliskova (Rtc) bat Lesia Tsurenko (Ukr) 4-6, 7-5, 6-2. Ski Alpin : Alexis Pinturault a pris la 2^e place du slalom de Zagreb remporté par Marcel Fribsch (Aut). Saut à ski : vainqueur à Bischofshofen, Ryoya Kobayashi (Jap) a remporté quatre victoires dans la prestigieuse Tournée des quatre tremplins. Ski de fond : Johannes Hoesflot Klebo (Nor) est devenu à 22 ans le plus jeune vainqueur du Tour de ski.

LE FIGARO

santé

lefigaro.fr/santé

PRESMASTER/STOCKADORE.COM



PSYCHO
NÉGOCIER,
UNE NOUVELLE RELATION
AUX AUTRES **PAGE 14**

DOSSIER
SYNTHÈSES, QUAND
LES SENS S'ENTREMÊLENT
PAGE 12

La sortie d'hôpital encore mal organisée

Toute personne hospitalisée doit sortir avec une lettre de liaison. Or elle est souvent incomplète, et n'est parfois jamais donnée.



Un médecin remet une lettre de liaison à une patiente avant que celle-ci ne quitte l'hôpital. BURGER/PHANIE

ANNE PRIGENT

HOSPITALISATION C'est une obligation. Depuis janvier 2017, toute personne hospitalisée doit se voir remettre une lettre de liaison. Ce document lui est remis le jour de la sortie et, dans le même temps, adressé au médecin de ville. « Il doit notamment contenir les motifs de l'hospitalisation, les suites à donner, les signes d'éventuelles complications, les examens à réaliser ou encore les traitements à suivre. Cette lettre prend encore plus de sens dans le cadre du développement de la chirurgie ambulatoire », précise Laetitia May-Michelangeli, chef de service à la Haute Autorité de santé (HAS), l'institution en charge de renforcer la qualité des soins. Les informations contenues dans cette lettre sont indispensables pour permettre au médecin traitant et aux infirmières d'assurer la continuité des soins à la suite de l'hôpital.

Difficile d'imaginer qu'on puisse quitter l'hôpital sans. Et pourtant, après une hospitalisation « classique », seules quatre personnes sur dix rentrent chez elles munies de ce document ! Un taux largement insuffisant. Même si la Haute Autorité de santé constate une évolution positive depuis 2016, puisque à cette date elle était remise à trois personnes sur dix. En chirurgie ambulatoire, alors que la personne opérée rentre chez elle le soir même, les pratiques ne sont guère plus vertueuses puisque près de trois personnes sur dix repartent chez elles sans cette lettre. De plus, lorsqu'elle existe, il y manque souvent des informations essentielles. Ainsi, en chirurgie ambulatoire, seulement un quart des documents indiquent la planification des soins à la sortie.

Une négligence aux conséquences parfois graves. Marie Citrini, représentante des usagers à l'AP-HP, raconte ainsi le cas de ce chef d'entreprise venu se faire opérer d'un abcès à la cheville en ambulatoire. Il sort un vendredi soir, avec comme consigne de refaire

son pansement dans les 48 heures et rentre chez lui à 60 kilomètres de Paris avec son ordonnance. Il contacte son infirmière qui arrive tant bien que mal à le caser dans son emploi du temps du samedi. Lorsqu'elle défait le pansement, elle constate l'existence d'une mèche. Mais comme l'ordonnance indique juste de changer le pansement, consciencieuse, elle se plie à la prescription. Elle a un doute, mais il lui est impossible d'appeler le service de chirurgie ambulatoire parisien, fermé le samedi. Le dimanche, le chef d'entreprise doit retourner aux urgences. Il est hospitalisé dix jours pour une infection. Son entreprise fermera pendant un mois. L'AP-HP a dû l'indemniser. « La prescription aurait dû clairement évoquer le changement de mèche. Il n'est pas possible de faire porter la responsabilité de choix médicaux à des intervenants extérieurs », martèle Marie Citrini.

En hospitalisation traditionnelle, c'est la synthèse des traitements médicamenteux qui est le plus fréquem-

ment oubliée. Elle est en effet absente dans sept cas sur dix. Un volet pourtant primordial puisqu'il indique les nouveaux médicaments prescrits mais aussi les médicaments éventuellement arrêtés ou modifiés au cours de l'hospitalisation. « Si le patient n'a pas cette donnée dans la lettre, il est généralement incapable d'expliquer à son médecin les modifications de son ordonnance. Ce qui est une source d'erreur et d'événements liés aux médicaments », explique Marie Citrini. Or, en France, les problèmes liés aux médicaments sont à l'origine de plus de 20 % des hospitalisations des personnes âgées et ils constituent le premier motif des réhospitalisations !

Pourquoi, encore aujourd'hui, ce qui apparaît comme une mesure nécessaire pour assurer la sécurité des patients se développe aussi lentement ? Certes, tous les établissements ne sont pas

équipés d'un logiciel intuitif qui aide à la saisie. Certes, les médecins n'ont pas toujours le temps de rédiger une lettre très complète.

Mais il faut aussi compter avec le poids des habitudes et une culture hospitalière qui ignore encore trop souvent comment cela se passe en dehors de ses murs. « Grâce à l'instauration

20 %
des hospitalisations

des personnes âgées sont dû à des problèmes liés aux médicaments

des stages obligatoires en médecine générale au cours des études, la vision des hospitaliers va évoluer. Cela ne peut qu'améliorer la coordination entre la ville et l'hôpital », rassure le docteur Marc Chanelière, membre du collège national des généralistes enseignants. Mais cela demandera du temps. En attendant, comme le rappelle Claude Rambaud pour l'association France assos santé, « le patient ou son entourage doit exiger cette lettre à la sortie et vérifier qu'il y a au moins le volet qui concerne le traitement ». ■

Un nouveau traitement pour les envies urgentes d'uriner

UROLOGIE On estime qu'en France, 2 millions de personnes souffrent d'un handicap souvent caché, l'urgenterie, c'est-à-dire l'envie soudaine, impérieuse et irrésistible d'uriner qu'il est difficile, voire impossible, de différer. Une équipe de chercheurs américains, neuroscientifiques et ingénieurs emmenés par John Rogers de la Northwestern University et Robert Gereau de la Washington University, vient de tester un nouveau dispositif implantable utilisant de la lumière pour réguler l'activité de la vessie (travaux publiés dans la revue *Nature*).

Les chercheurs ont mis au point un petit dispositif en forme de ceinture à implanter autour de la vessie. Quand elle se remplit ou se vide, la ceinture se détend ou se contracte. Une liaison Bluetooth permet à un récepteur externe de donner toutes les informations sur l'état de la vessie, son remplissage, la fréquence des mictions, etc.

Mais le dispositif ne se contente pas d'enregistrer des données. Il peut agir et prendre les commandes de la vessie. D'une manière astucieuse et sophistiquée. Il faut ainsi injecter des molécules appelées opsines, qui sont photosensibles, dans la vessie. Elles sont couplées à un virus, inoffensif, qui va aller se loger dans les cellules nerveuses de la vessie. Ces cellules deviennent ainsi photosensibles.

Le dispositif implantable comprend des micro-LED. Lorsqu'elles fonctionnent, cela modifie le fonctionnement de la vessie. « Quand la vessie se remplit trop souvent, le petit récepteur externe envoie un signal qui va activer les LED et réduire l'activité des cellules nerveuses, restaurant ainsi un fonctionnement normal de la vessie », explique Robert Gereau. L'expérimentation du dispositif n'a été testée que chez le rat, mais les chercheurs estiment qu'ils pourraient marcher chez l'homme mais sera d'abord testé chez de plus gros animaux.

« Bien sûr, nous ne savons pas encore si nous réussirons à obtenir une expression stable des opsines », reconnaît Robert Gereau. « Ni même si cette approche virale est sans danger sur le long terme. » Ce qui n'empêche pas les chercheurs d'envisager une telle approche pour soigner d'autres parties du corps, comme le pancréas pour stimuler la production d'insuline, ou lutter contre les douleurs chroniques.

JEAN-LUC NOTHIAS

+ @ SUR LE WEB

» Un médecin sanctionné pour avoir délivré un certificat de contre-indication à la vaccination

» Cannabis thérapeutique : vers une expérimentation en 2019

» « Dry January » : après les fêtes, relever le défi d'un mois sans alcool

Avec l'âge, la peau perd ses cellules grasses

Cette modification du derme s'accompagne d'une moindre résistance aux infections.

DAMIEN MASCRET @dmascret

COSMÉTOLOGIE Avoir une peau de bébé à soixante ou soixante-dix ans, voilà de quoi en faire rêver certains(e)s. D'abord pour l'apparence mais aussi, et surtout, pour retrouver cette incroyablement faculté à lutter contre les infections cutanées qu'a la peau des bébés.

Des chercheurs de l'université de Californie en collaboration avec des scientifiques chinois (universités de Xiamen et de Nanjing) pensent avoir mis la main sur le secret de la peau des bébés : l'abondance des cellules gras-

seuses (adipocytes). Selon les résultats publiés en ligne le 26 décembre dernier par la revue internationale *Immunity*, ce sont les fibroblastes, les cellules les plus abondantes des couches profondes du derme, qui prèderaient progressivement leur capacité à se transformer en adipocytes à mesure que l'on vieillit.

Or, ces adipocytes sont utiles contre les infections, notamment à *Staphylococcus aureus* (*S. aureus*), en produisant la cathélicidine, un peptide antimicrobien. Moins d'adipocytes signifie donc une moindre résistance aux infections cutanées. Les *S. aureus* sont la première cause d'infections de la peau

et des tissus mous (gras, muscle, etc.) et les auteurs rappellent que certaines souches, les *S. aureus* résistants à la méthicilline, ont davantage tué que tout autre germe, ces vingt dernières années aux États-Unis.

Espoirs thérapeutiques

Les chercheurs ajoutent que si une couche de cellules grasses sous la peau donne effectivement un aspect plus jeune au visage, grossir n'est pas pour autant une solution à recommander (!) puisque l'obésité diminue la capacité à lutter contre les infections.

La suite des travaux publiés dans *Im-*

munity impose d'être prudent avant d'extrapoler à l'homme les résultats obtenus sur des souris car ils font intervenir un facteur de croissance, le TGF- β , notamment impliqué dans les cancers et l'immunité.

Les chercheurs américains et chinois se sont aperçus, en bloquant le TGF- β , qu'il était possible de restaurer la capacité de transformation des fibroblastes en adipocytes émus chez les souris plus âgées. Un espoir thérapeutique pour lutter contre les infections cutanées si, toutefois, la modulation du TGF- β s'avère possible et sans danger chez l'homme.

Synesthésies, quand les sens s'entremêlent

La plus fréquente est l'association couleur-lettre ou couleur-chiffre, mais il en existe une soixantaine.

PAULINE LÉNA

SENSATION « La lettre A est bleue et elle est sympathique alors que la lettre I est orange et semble toujours en colère. » « Quand je touche du velours, j'ai un goût de citron dans la bouche. » Ces témoignages de synesthètes semblent incongrus à toute personne qui n'a pas fait l'expérience de ces associations inhabituelles entre deux sensations d'origines apparemment différentes. Ces associations sont automatiques (on ne peut pas les déclencher à volonté), systématiques (impossible d'empêcher la lettre A d'apparaître bleue) et idiosyncratiques (tous les synesthètes n'associent pas la lettre A à la même couleur).

Ces associations sont inhabituelles mais pas si rares : certains spécialistes vont jusqu'à estimer qu'une personne sur six serait plus ou moins synesthète, même s'il est en réalité impossible d'établir un tel chiffre avec certitude. En effet, la majorité des synesthètes n'en parlent pas, soit parce qu'ils ne ressentent pas ces expériences comme anormales, soit parce que, ayant remar-

La lettre A est bleue et elle est sympathique alors que la lettre I est orange et semble toujours en colère

TÉMOIGNAGE DE SYNESTHÈTE

qué que les autres ne partageaient pas leur expérience, ils préfèrent éviter de se distinguer. Par ailleurs, il semble que chaque synesthète représente une façon unique de vivre ces expériences, ce qui rend la recherche particulièrement difficile, d'autant que les études reposent toutes sur le recrutement volontaire de synesthètes. En fait, si les travaux sur la synesthésie connaissent un regain d'intérêt depuis le début des années 2000, notamment grâce aux progrès en imagerie cérébrale, ils n'ont permis que des pas de fourmi pour la comprendre.

Difficile à qualifier, la synesthésie est désormais plutôt considérée comme un fonctionnement neurologique parfaitement normal mais dont seule une partie de la population ferait l'expérience. « La question est systématiquement posée dans les questionnaires de recherche : dans la majorité des cas, les synesthètes ne se plaignent pas de ces associations de sensations », souligne Jean-Michel Hupé, chercheur au centre de recherche cerveau et cognition (université de Toulouse & CNRS), au centre hospitalier universitaire Purpan de Toulouse. Les synesthètes sont même souvent associées à des émotions positives et les synesthètes ont du mal à comprendre comment les non-synesthètes peuvent vivre sans ces expériences si agréables ! Impossible donc en effet de parler de pathologie et, tant qu'une explication ne sera pas fournie pour mieux la définir, il faut parler simplement d'expérience neurologique. Le caractère automatique et systématique des synesthésies peut, rarement, se révéler gênant : difficile de lire lorsque chaque mot a un goût particulier, d'apprécier un texte dont les lettres auraient toutes la « mauvaise » couleur ou de porter un tissu qui évoque une odeur désagréable.

À l'heure actuelle, les chercheurs ont identifié plus de 60 types différents de synesthésies, la plus fréquente étant l'association couleur-chiffre ou couleur-lettre, suivie par l'audition colorée ou l'organisation dans l'espace de séquences (les jours de la semaine s'organisent en cercle, les chiffres en vagues ondulées...). La fréquence des synesthésies liées à l'apprentissage de concepts tels que la lecture, le calcul ou la musique dans la petite enfance ont rapidement mené les chercheurs à s'interroger sur d'éventuels liens qui se formeraient parfois entre les zones du cerveau mises en jeu pour ces activités. Les chercheurs ont d'abord favorisé l'hypothèse selon laquelle la structure même du cerveau serait modifiée, avec des connexions supplémentaires entre ces zones, mais envisagent désormais plutôt l'idée d'une capacité réduite à inhiber des connexions toujours présentes. Il est de toute façon encore impossible de savoir si ces modifications seraient la conséquence ou la cause des synesthésies.

Des travaux récents menés notamment par Hupé semblent par ailleurs réfuter l'existence d'un lien entre les couleurs visualisées au cours de la synesthésie et toute activation spécifique des zones utilisées lorsque le synesthète observe des « vraies » couleurs. Cette expérience neurologique est finalement une formidable démonstration de la rigueur indispensable à toute démarche scientifique : l'une après l'autre, la majorité des hypothèses émises sont invalidées ou mitigées, parfois parce que les outils s'améliorent, mais, le plus souvent, parce qu'il n'a pas encore été possible de constituer des groupes aléatoires de synesthètes en nombre suffisant pour dégager des caractéristiques observées fréquemment mais pas assez systématiquement pour que cela en fasse des certitudes.

D'autres hypothèses récentes semblent tout de même converger vers l'idée que les synesthésies sont des associations formées au cours de divers apprentissages dans les premières années du modelage des connexions neuronales et qui subsistent soit parce qu'elles sont utiles – ou simplement non nuisibles – soit parce qu'elles sont agréables. ■

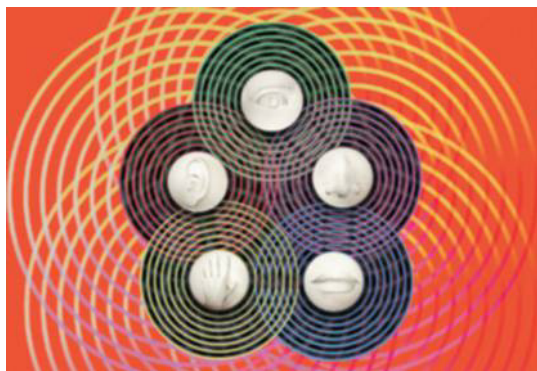
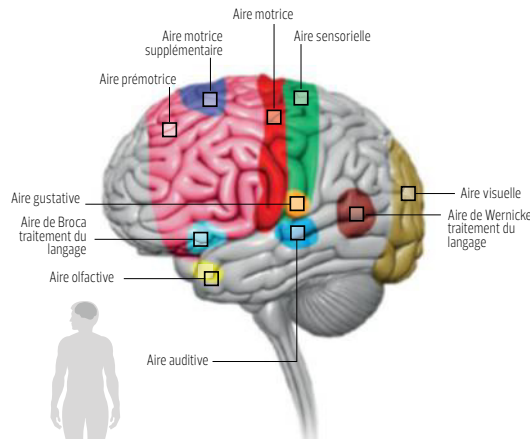


Image conceptuelle de synthèse illustrant la synesthésie. J.-F. PODEVIN/SPL/PHANIE

Des zones du cerveau stimulées en même temps

DANS LA SYNESTHÉSIE, LE SUJET ASSOCIE AUTOMATIQUEMENT AU MOINS DEUX SENSATIONS À UN SEUL STIMULUS



Le rôle occasionnel de pathologies associées

LES SYNESTHÈTES le sont en général « depuis aussi longtemps qu'ils s'en souviennent » : les associations apparaissent au plus jeune âge et font partie de leur paysage sensationnel depuis la plus tendre enfance, sans interruption. Elles sont qualifiées de développementales. Certaines synesthésies peuvent être, au contraire, acquises à la suite d'un traumatisme cérébral ou de certaines pathologies, comme la maladie de Parkinson, les atteintes du nerf optique ou du lobe temporal. Les synesthésies peuvent alors être simplement intermittentes. Les migraines sont parfois accompagnées de phénomènes synesthésiques qui disparaissent lorsque la crise se termine. De même, la prise de certaines drogues, en particulier le LSD et la mescaline, provoque souvent des associations synesthésiques qui disparaissent lorsque le « trip » prend fin.

Comme bien souvent en neurologie, ces cas particuliers offrent une perspective exceptionnelle pour comprendre comment les circuits neuronaux fonctionnent normalement en les observant lorsqu'ils

ne fonctionnent plus. Ces synesthésies transitoires appuient ainsi la thèse d'un défaut d'inhibition des connexions entre certaines zones du cerveau plutôt que de la formation de connexions supplémentaires et de structures spécifiques, difficiles à concevoir sur la courte durée de la prise de psychotropes.

Certains aveugles expliquent ainsi qu'ils perçoivent les sons en couleur. Il est intéressant de constater que cette capacité peut également être déclenchée avec un bandeau sur les yeux d'une personne voyante : la privation de la vue conduit à la formation de nouvelles associations neurologiques pour donner un nouveau sens à son environnement et compenser celui qui a été perdu.

Stratégie de fonctionnement

Ces synesthésies acquises sont paradoxalement une raison de plus de penser que les synesthésies développementales sont parfaitement normales et sont le résultat d'une stratégie d'apprentissage cognitif simplement différente de la majorité. Plusieurs équipes se sont intéressées au lien entre autisme et synesthésie après avoir observé une forte proportion de synesthètes dans certains groupes d'autistes. Le lien n'a finalement pas pu être établi mais il est possible que, pour les artistes de haut niveau, les associations synesthésiques peuvent être une stratégie de fonctionnement particulièrement efficace. Les synesthètes peuvent bénéficier, grâce à ces associations qui fournissent un point d'ancrage supplémentaire, de capacités de mémorisation exceptionnelles. À l'inverse, ces associations peuvent compliquer des tâches arithmétiques simples lorsque les chiffres s'alignent automatiquement dans un espace plus complexe que sur la simple règle graduée. Les troubles obsessionnels, lorsqu'ils sont associés aux synesthésies, peuvent particulièrement leur compliquer la vie, surtout pour les synesthètes de haut niveau, dont les synesthésies sont nombreuses et d'une grande complexité. ■

P. L.

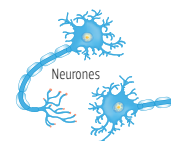
60 types

différents de synesthésies ont été identifiés à l'heure actuelle par les chercheurs

La perception due à nos sens s'effectue dans des zones distinctes du cerveau.

Dans le cas de la synesthésie, plusieurs aires du cerveau seraient activées en même temps par l'excitation d'une seule région sensible.

Ces excitations spontanées seraient dues à un chevauchement de neurones ou à une capacité réduite à inhiber des connexions.



Infographie LE FIGARO

Des hypothèses récentes semblent converger vers l'idée que les synesthésies sont des associations formées au cours de divers apprentissages dans les premières années du modelage des connexions neuronales

QUELQUES SYNESTHÈTES CÉLÈBRES

S'il n'est pas prouvé que la synesthésie favorise la créativité ou que la créativité favorise la synesthésie, il est probable que les artistes peuvent parler plus librement de leurs expériences inhabituelles. Vladimir Nabokov évoque la synesthésie dans son autobiographie, ainsi que celle de sa femme. Le fait que leur fils l'était aussi appuie l'hypothèse d'une susceptibilité génétique héréditaire à la synesthésie. De nombreux compositeurs ressentent une audition colorée : Jean Sibelius voyait les sons en couleur mais en a peu parlé de peur qu'on se moque de lui. Si la synesthésie de Kandinsky fait aujourd'hui l'objet de débat, de nombreux peintres comme Carol Steen évoquent librement leurs associations colorées et les représentent fréquemment dans leurs œuvres. Faut-il également évoquer ceux qui, comme Théophile Gautier, racontent leurs expériences synesthésiques sous l'influence du haschisch ? Arthur Rimbaud, l'auteur du sonnet en alexandrins Voyelles, aurait pu l'être, ou être simplement fasciné par le phénomène. P. L.

Une histoire aussi vieille que le cerveau humain ?

DES TEXTES de la Perse Antique rapportent déjà des correspondances entre le son et les couleurs mais c'est au début du XIX^e siècle que les synesthésies gagnent une certaine visibilité. Le Dr Sachs, en 1812, est le premier à publier une étude sur le cas de deux albinos (lui-même et sa sœur) pour qui la musique et certaines séquences évoquaient des couleurs. Le cas du Dr Sachs a lancé les premiers chercheurs sur la piste de la déficience visuelle, abandonnée depuis : son albinisme est responsable de ce comportement visuel alors considéré comme aberrant. À la fin

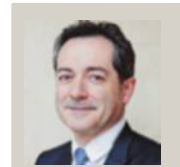
du XIX^e siècle, alors que le romantisme favorise l'esotérisme, alors même que de nombreuses hypothèses sur le fonctionnement du cerveau émergent, les synesthésies apparaissent comme une explication pour de nombreux phénomènes comme les « auras » des médiums. Certains synesthètes associent en effet des couleurs aux personnes de leur entourage mais parfois également aux émotions qu'elles projettent. La science éclaire ainsi peu à peu de sa logique les ténèbres de l'esprit humain même si, dans ce cas précis, la lumière est encore un peu pâle.

S'il est difficile de « montrer » à un non-synesthète ce que ressentent les synesthètes, il est possible d'expliquer comment ce phénomène n'est pas si éloigné du fonctionnement de la majorité. Lorsqu'on leur pose la question, la plupart des personnes associeront un son aigu à la sensation de « petit » et un son grave à la sensation de « grand ». Du point de vue de l'évolution, cette association repose sans doute sur le fait que les objets, personnes, animaux de petite taille produisent effectivement des sons aigus. Pas étonnant que, pour apprendre

s'il faut se méfier d'un ours ou d'une souris qui pousse un cri derrière soi, l'homme ait acquis la capacité à établir un lien entre ces deux expériences avant même de se retourner ! De même, il est fréquent d'être trompé par l'odeur d'un vin chargé d'arômes de fruits bien mûrs et de le croire sucré alors même qu'il ne l'est pas parce que, chaque fois que l'on a croqué dans un fruit mûr, il était sucré. Les circuits neurologiques qui établissent ces associations sont liés à l'apprentissage et à la mémoire, ainsi qu'aux circuits émotionnels. ■

P. L.

Sommes-nous prêts à renoncer aux ordonnances papier ?



MARTIAL FRAYSSE
Pharmacien d'officine.
Membre de l'Académie nationale de pharmacie

La prescription électronique se généralise en Europe, mais six pays sur les vingt-sept que compte l'Union européenne (UE) font de la résistance, dont la France ! Certes, l'Assurance-maladie nous promet sa généralisation en 2019, mais sans aller jusqu'au bout du processus puisqu'il n'est pas encore envisagé de renoncer au papier. Dommage, sachant que grâce à ses encouragements financiers, 80 % des médecins généralistes informatisent déjà les données de leurs patients... Or, la prescription électronique est avec le déploiement de la e-santé un des deux critères d'évaluation de la capacité d'adaptation d'un système de santé aux nouveaux enjeux économiques, technologiques et démographiques, en particulier le vieillissement constant de la population, comme le fait clairement ressortir le rapport annuel sur l'état de santé de la population européenne de l'OCDE (Health at a Glance: Europe 2018).

La prescription informatisée signe la fin de l'ordonnance traditionnelle, même imprimée à partir d'un document issu d'un logiciel. Le prescripteur ne remettra plus à son patient les indications sur son traitement sur une feuille de papier dûment tamponnée et validée par sa signature manuscrite. Désormais, plus trace de papier facile à falsifier ; plus d'intermédiaire à contrôler : le prescripteur dépose directement son ordonnance sur une plateforme de médicaments, de dispositifs médicaux, d'examen ou d'actes de soins à laquelle il ne peut accéder qu'avec une clé justifiant de sa carte d'identification professionnelle couplée à un code personnel. Le patient continuera bien sûr à recevoir de son médecin un double sur papier pour conserver un support de suivi de son traitement, qu'il reviendra au pharmacien de compléter par des indications sur les modalités de prise.

La prescription électronique rend service au patient, au pharmacien... et au système de santé. Elle limite les erreurs de lecture des ordonnances à l'origine de mauvaises délivrances de médicaments susceptibles de porter tort au patient dans une proportion non négligeable, deux fois moins si l'on en croit une étude menée dans les hôpitaux australiens. Elle réduit les fraudes et évite surtout au pharmacien d'officine et à son équipe la menace quasi quotidienne de se retrouver face à des individus agressifs, munis de fausses prescriptions de stupéfiants et de psychotropes. Il sera aussi plus difficile de se faire délivrer du sirop à base de codéine pour fabriquer, en le mélangeant à des médicaments et du soda, le « purple drank » avec lequel on s'intoxique de plus en plus jeune. Plus possible non plus pour le patient de falsifier son ordonnance pour modifier son traitement, même si, déjà, le pharmacien n'est pas dupe dans la plupart des cas. C'est surtout un coup d'arrêt aux trafics aux cartes vitales volées pour écouler, aux frais de l'Assurance-maladie, toutes sortes de médicaments et de dispositifs médicaux, souvent onéreux et dangereux, vers l'Afrique ou l'Europe de l'Est. Au final, la prescription électronique fait gagner du temps et de la confiance ; elle assure une meilleure coordination entre les professionnels de santé et protège notre système de santé... pour le plus grand bénéfice du patient.

Nous serons donc une des dernières nations européennes à mettre en œuvre la prescription électronique. Sur les vingt-sept pays de l'UE, nous partageons la lanterne rouge avec la Bulgarie, l'Irlande, la Pologne... et même l'Allemagne, mais pour des raisons qui soulignent surtout un manque regrettable d'harmonisation de la distribution pharmaceutique au sein de l'Union européenne. Le retard de nos voisins d'outre-Rhin s'explique en effet par la crainte qu'une adoption trop rapide de la prescription électronique, en s'ajoutant à la légalisation de la vente sur Internet des médicaments à prescription médicale obligatoire, ne signe la mort du réseau pharmaceutique... Avec des déserts pharmaceutiques à gérer en plus des déserts médicaux ! Pas de précipitation, donc, d'autant que la question de la falsification a été pratiquement réglée en Allemagne dès les années 1990 par un accord entre les caisses d'assurance-maladie et les professionnels de santé. En France, au contraire, nous disposons certes d'un atout majeur grâce à notre maillage territorial officiel, mais c'est la mise en œuvre indéfiniment retardée du dossier médical partagé (DMP) qui, faute d'une coordination organisée entre professionnels de santé, bloque la prescription électronique.

Le dossier médical partagé

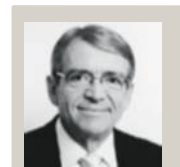
Il faut s'attendre à des résistances et des questionnements de la part des patients ainsi que des professionnels de santé, comme on peut en juger à travers les quarante-deux questions les plus fréquentes des généralistes belges*. Mettons plutôt à profit notre retard pour tirer les leçons de l'expérience de nos voisins afin d'adapter au mieux notre futur modèle. Faut-il suivre l'exemple du Portugal où le pharmacien n'est pas autorisé à modifier la prescription électronique, ce qui peut nuire à une bonne coordination professionnelle tout en faisant perdre du temps à tout le monde pour refaire l'ordonnance ? Inversement, le modèle suédois autorisant la modification ne risque-t-il pas de rallumer les corporatismes ? Notre choix dépendra essentiellement du devenir du dossier médical partagé, mais aussi des adaptations législatives qui s'imposent dans le contexte actuel des ruptures de médicaments. Quoi qu'il en soit, sans prescription électronique, le DMP sera dévalorisé et la téléconsultation réduite à un gadget de santé... Au risque d'empêcher notre système de santé de prendre le tournant de la modernité. ■

* www.absym-bvas.be/fr/faq/prescription-electronique-de-medicaments-20170314235250



RETROUVEZ
TOUS NOS AVIS
D'EXPERTS
SUR
LEFIGARO.FR
+ @sante.lefigaro.fr

Peut-on mieux protéger les adolescents contre les addictions ?



PROFESSEUR JEAN-PIERRE GOULLE
Toxicologue. Membre de l'Académie nationale de pharmacie

moitié des élèves fument du tabac et un quart a expérimenté le cannabis ; en sixième, la moitié d'entre eux a déjà expérimenté l'alcool... Or, aucun adolescent n'est à l'abri ; tous les milieux socio-économiques sont touchés, et les filles sont en train de rattraper les garçons ! Résultat : alors que se confirme une tendance générale à la baisse de consommation de tabac et d'alcool chez les collégiens partout en Europe, nos adolescents sont toujours parmi les plus gros fumeurs et les plus gros buveurs. Certes, entre 2014 et 2017, l'expérimentation du cannabis a régressé de près de 10 % en moyenne, mais sa consommation régulière (plus de dix fois par mois) de 2 % à peine ; surtout, la dépendance est de plus en plus fréquente, avec de graves conséquences en termes de santé physique et psychique à un âge particulièrement sensible.

Résultats scolaires en chute

Or, les empreintes précoces forgent l'accoutumance : plus durable est la consommation, plus l'abstinence est difficile et plus lourd le tribut payé à ces substances toxiques. Les examens de neuro-imagerie montrent des fonctions cérébrales altérées, et, plus la consommation débute jeune, plus le risque de troubles psychiques et de difficultés d'apprentissage s'avère important. Notre vingt-sixième place en queue du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), le classement annuel des performances éducatives des pays déve-

loppés, n'est sans doute pas étrangère à ce triste record, de même que le nombre encore trop souvent inexpliqué d'accidents mortels sur la route et sur la voie publique...

L'adolescence est une période de transgression et de nouvelles expérimentations, mais souvent en toute naïveté et par seul goût du risque... La première cigarette, la première dose, le premier joint, le premier cachet, c'est gratuit et proposé par un type sympa à la sortie du collège ; présenté comme un produit naturel, ce n'est pas dangereux ! Et puis, tout le monde en prend... L'engrenage s'enclenche en douceur, au point d'oublier que c'est toujours illégal et passible de lourdes amendes, voire de peines d'emprisonnement.

Proposer, même gratuitement, des stupéfiants, c'est jusqu'à cinq ans

d'emprisonnement et 75000 euros d'amende, et sept ans d'emprisonnement et 150000 euros d'amende à proximité d'un établissement scolaire. Depuis fin novembre 2018, le simple usage de drogue illicite est passible d'une amende de 200 euros... Un petit rappel à la loi ne serait pas inutile... Mais, les parents sont-ils suffisamment vigilants ? Sont-ils seulement informés des signes d'alerte ? Des changements brutaux d'amis, de tenue vestimentaire et de comportement ; des résultats scolaires en chute libre ; des demandes de rallonges d'argent de poche de plus en plus pressantes... Quitte même à en arriver à voler ! Trop d'ados se laissent tenter sans savoir pourquoi ; ils n'ont pas de projets, ils ne font pas de sport ou d'autres activités, ils ne se sentent pas bien dans leur peau ni dans leur

environnement. S'il est difficile d'éviter à cet âge les prises de risque, les parents peuvent limiter les dégâts en faisant sentir qu'ils sont là, prêts à parler et à aider sans culpabilisation ni intrusion... Mais surtout en veillant à ne pas donner eux-mêmes le mauvais exemple. Et si une aide extérieure s'avère nécessaire, une consultation chez un médecin s'impose, ne serait-ce que pour faire le point.

Notre jeunesse qui fume trop, boit trop, se drogue, passe pour le mouton noir de l'Europe. À qui la faute ? Notre politique en matière de prévention est-elle à la hauteur ? Certes, tous les acteurs concernés - l'éducation nationale, la santé, la justice, l'agriculture - sont mobilisés autour des grands chantiers de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mileca). Mais l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies (OEDT) ne manque pas une occasion de nous rappeler que l'information et la prévention doivent être intégrées dans les programmes scolaires dès l'école primaire avec un encadrement suffisamment formé pour que les parents ne se retrouvent pas désarmés devant l'adolescent qu'ils n'ont pas appris à protéger dès son plus jeune âge... Au-delà des traditionnels programmes interministériels et autres plans gouvernementaux, il est temps d'agir sur le terrain, au plus près des jeunes. Le nouveau service national devrait permettre d'établir un contact avec des professionnels de santé motivés ; mettons aussi à profit l'engagement des adolescents pour les réseaux sociaux afin de les encourager à témoigner, partager et mieux s'informer avec les mots et les codes de leur âge. ■

35 morts par jour ; un coût direct de 22 milliards d'euros, soit 1,1 % du PIB ; un coût social annuel évalué à près de 250 milliards d'euros : la consommation de drogues - licites et illicites - a atteint en France un niveau d'autant plus alarmant que l'entrée en addiction commence de plus en plus tôt !

À dix-sept ans, plus de 90 % des jeunes français ont déjà expérimenté une boisson alcoolique, 59 % ont déjà été ivres ; quatre jeunes sur dix déclarent avoir déjà consommé du cannabis au point, pour près de 10 % d'entre eux, de devenir dépendants avec aussi une nette tendance à consommer plusieurs substances en même temps... Et de plus en plus tôt : en troisième, la

Négociier, une nouvelle relation aux autres

En négociation comme en médiation, c'est la qualité de l'échange qui change tout.

PASCAL SENK

COMMUNICATION Dans la vie relationnelle de Patrick, cadre dans une entreprise de communication, il y a eu un avant et un après. « Je détestais avoir à négocier, et ce, que ce soit sur un marché artisanal ou dans mon service, au travail, explique-t-il. Argumenter, pousser l'autre dans ses retranchements, chercher à obtenir ce que je veux me faisaient peur en fait, peur d'échouer. »

Mais Patrick, à travers le livre de Chris Voss, ancien négociateur du FBI qui enseigne désormais cet art difficile (Ne coupez jamais la poire en deux, de Chris Voss et Tahl Raz aux Éditions Belin), affirme avoir découvert une nouvelle manière d'envisager la négociation... Et donc les relations aux autres. « Car il n'y a pas qu'une dimension marchande dans cette obligation d'argumenter, explique Patrick. En fait, nous passons notre vie à négocier : avec notre syndic d'immeuble, avec nos enfants, nos collègues, ou pour obtenir une chambre mieux placée dans un hôtel... toutes nos relations supposent que nous soyons disposés à le faire, et cela peut même devenir passionnant. »

Parmi ce qu'il garde de sa lecture de Voss figure la fin de la culture du « Win win », cette philosophie des années 90 qui part du principe que l'on peut trouver un terrain où chacun sera content de ce qu'il a obtenu. « En fait, cette carotte illusoire nous empêche d'entrer dans un rapport vrai avec l'autre. Chercher le compromis, c'est d'une certaine manière se débiner. »

Devenir le miroir de ce qu'une personne énonce

Pour Patricia Raffin-Peyloz, médiatrice à la Maison de la médiation (infos www.maisonmediation.fr), il n'y a pas non plus de « compromis » à trouver, pas de « gagnant » ni de « perdant » à instituer chez les personnes qu'elle accompagne. « Notre objectif lorsque nous recevons des parents en conflit avec leurs enfants ou des couples séparés qui ne se parlent plus, c'est que chacun retrouve sa place, avec la liberté de dire JE et sa responsabilité de pouvoir dire ce qu'il veut. En fait ce qui compte est de maintenir la relation. »

Pour Chris Voss, c'est aussi la condition nécessaire à la réussite d'une négociation : que les besoins fondamentaux des interlocuteurs soient respectés, leur besoin de sécurité et besoin de contrôle. Amener l'autre à prononcer un « non » au début des échanges lui donne une sensation de liberté qui peut arrondir la suite. « Ensuite, on peut passer au "Comment ?" OK, vous ne pouvez pas me

donner cette promotion, alors comment gratifier mon travail ? »

De nouvelles informations arrivent alors au fur et à mesure qu'il précise sa pensée : Quelles sont les valeurs de cet autre ? Qu'est-ce qu'il a vraiment en tête ? « En fait, son approche nous invite à faire une véritable enquête psychologique, à base de curiosité, explique Patrick. C'est un contact profond avec notre interlocuteur qui nous permet de trouver l'accord. »

Chez les médiateurs, rien n'est ainsi plus important que de devenir le miroir de ce qu'une personne énonce, car c'est la reconnaissance des émotions qui permettent d'avancer (lire ci-dessous). « À celui qui est agressif, nous disons « vous êtes en colère, n'est-ce pas ? », explique Patricia Raffin-Peyloz. Nous ne nous posons ni en juge ni en conseil, et lui faisons savoir que chacun peut interrompre le processus à tout moment. »

Chez ceux qui ne peuvent même plus se parler et parfois même se tournent le dos, le tiers médiateur sert essentielle-



Ce n'est pas la lutte d'arguments qui fait avancer une négociation, mais la compréhension de ce que veut réellement l'autre.

PATRICK, CADRE DANS UNE ENTREPRISE DE COMMUNICATION

ment à reformuler afin que les demandes soient bien entendues. « Monsieur dit qu'il ne peut verser de pension alimentaire en ce moment où il est au chômage, mais il accepte de prendre davantage les enfants en garde quand vous êtes au travail, par exemple. »

« Ce n'est pas la lutte d'arguments qui fait avancer une négociation, mais la compréhension de ce que veut réellement l'autre », ajoute Patrick. Vouloir d'abord être reconnu ou respecté, autonome ou remercié... Entrer dans l'univers mental de son interlocuteur fait évidemment la différence car ce que l'on cherche à obtenir de lui, c'est un vrai oui, pas un « oui » de complaisance ou de dégoût. « La compétence magique à ce stade, c'est l'empathie, résume Patrick, celle là seule qui permet de faire aboutir une négociation satisfaisante pour les deux parties. »

En attendant la résolution des échanges, il faut garder à cœur d'avancer. « Nous ne savons jamais quels seront ceux qui réussiront à trouver un accord, observe Patricia Raffin-Peyloz. Mais nous savons que, quoi qu'il en soit, il est toujours possible de planter des petites graines, même entre ceux qui sont à ce jour farouchement opposés. » ■

« Ce qui compte, c'est l'intelligence émotionnelle »

LE D^R PATRICK LÉGERON, psychiatre, est spécialiste du stress en entreprise et fondateur du cabinet de conseil Stimulus. Il est l'auteur de l'ouvrage *Le Stress au travail* (Éd. Odile Jacob).

LE FIGARO. - Dans votre pratique, êtes-vous souvent amené à aborder ce thème de la négociation ?

PATRICK LÉGERON. - Oui, car en réalité nous passons notre temps à négocier, et plus particulièrement dans l'entreprise. Je viens avec mon équipe de voir un planning de réservation des salles de réunion, il a fallu défendre son point de vue, je vous assure ! Plus généralement, cette question de la négociation rentre dans la notion de « qualité de vie au travail » même si elle est plus souvent abordée dans ses versions plus formelles : négociations syndicales, politiques, etc.

Quels sont les mécanismes essentiels de cette aptitude relationnelle ?

Si les protocoles, les techniques de négociation sont nécessaires, on sait qu'ils ne suffisent pas. Des études à Harvard ont notamment montré que la seule approche

stratégique ne marche pas à tous les coups. Bien sûr, comme au jeu d'échecs, il faut connaître les règles, définir sa position et cerner celle de l'autre. Mais au final, ce n'est pas notre cerveau stratégique, le cortical, qui influera le plus. C'est le cerveau archaïque limbique, siège de nos émotions, qui entrant en jeu, fera la différence.

« Quand vous êtes dans une situation de stress telle qu'une négociation importante, toutes sortes de pensées se présentent inévitablement à vous »

D^R PATRICK LÉGERON

Cela est bien connu dans la préparation des sportifs de haut niveau notamment : au moment de gagner, ce n'est pas la seule technique qui compte, mais ce qu'on appelle les « facteurs softs », l'intelligence émotionnelle.

Comment celle-ci intervient-elle ?

Quand vous êtes dans une situation de stress telle qu'une négociation importante, toutes sortes

de pensées se présentent inévitablement à vous. Cela va de « je viens de marquer un point » à « ça ne va pas marcher ». Ces pensées génèrent inévitablement de la colère, du découragement ou de la confiance en soi. Il est fondamental d'être très attentif à ces pensées, et à son état émotionnel, afin de déjouer ce qui est inadéquat. Face à ce collaborateur qui vous dit « on va se planter », vous pouvez par exemple vous dire « il y a un peu fort, mais il a peut-être vu quelque chose à améliorer ». Cette manière de prendre du recul est ce qu'on appelle « la pensée adaptative ». C'est elle qui permet de contrôler les émotions négatives et de favoriser celles qui aident à avancer pendant le challenge.

Quelles personnalités ont le plus de difficultés à négocier ?

Les « psychorigides » d'abord, à savoir ceux qui ont du mal avec l'inconnu, le changement, tout ce qu'ils n'ont pas prévu. On les voit dans le métro : chez eux, l'annonce d'une panne les rend fous de rage, alors que d'autres s'y adaptent. Autres mal lotis dans la négociation, les perfectionnistes. Ces personnalités surinvesties veulent tout réussir et cette vo-

lonté « à tout prix » est dangereuse car elle implique trop de pression. L'exigence de performance tue la performance. Enfin les anxieux, qui voient le risque partout et développent un certain « catastrophisme », se disent « ça ne va pas marcher » et ne font plus de différence entre la réalité et une situation d'urgence. Ce stress les condamne effectivement à échouer.

Mais dans une situation à enjeu relationnel, ne faut-il pas stresser ?

Bien sûr, de manière générale, le stress est ce qui nous permet de nous adapter. Un certain niveau de stress est nécessaire pour que notre corps comme notre esprit soient mobilisés avec une perception affinée. C'est alors ce qu'on appelle le « stress optimal ». En avoir trop peut rendre agressif, pas assez nous démobilitise. Aussi est-il important, en amont, d'anticiper sur ce qui peut arriver durant la négociation : les écueils, les avancées, les coups bas... Connaître les techniques de respiration qui aideront à prendre du recul et surtout avoir un plan B si celle-ci n'aboutit pas. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P.S.

L'incroyable parcours d'un enfant aliéné au XIX^e siècle

La vie de Paul Taesch aurait dû rester à jamais enfouie sous les décombres de l'histoire. C'était sans compter les coups de pelle d'Anatole Le Bras. Avec *Un enfant à l'asile*, ce docteur au centre d'histoire de Sciences Po donne à découvrir le destin singulier de cet anonyme né à la fin du XIX^e siècle, dont l'existence a été rythmée très tôt par d'incessants allers-retours en asile d'aliénés. C'est au hasard de ses recherches que le jeune chercheur croise le chemin de Paul Taesch. Alors qu'il dépouille les milliers de dossiers de patients d'un asile de Quimper, il découvre les mémoires rédigées à la main de cet interne âgé de 22 ans. Une véritable pépite. Débute alors une longue enquête, qui lui mènera sur les traces de ce « multirécidiviste » de l'asile, de Paris

à Ville-Évrard, de Ville-Évrard à Quimper.

À la lecture des mémoires, intégralement retranscrites dans le livre, il est aisé de comprendre l'émotion qui a saisi l'historien au moment de leur découverte. Paul Taesch est une « âme mal née ». Né en 1874 à Paris, d'un père inconnu et d'une mère morte en couches, il est d'abord placé en nourrice, avant d'atterrir à l'orphelinat à l'âge de 6 ans. Dans sa douzième année, il est mis en apprentissage chez un pâtissier. Après de multiples sévices et humiliations, le jeune garçon, devenu colérique, est interné à la section pour enfants aliénés de l'hôpital Bicêtre. Le début d'une longue descente aux enfers pour celui dont la vie sera à jamais indissociable de l'univers asilaire. « Idiot », « imbécile »,

LE PLAISIR DES LIVRES

PAR CÉCILE THIBERT
cthibert@lefigaro.fr

« débile », « épileptique », « arriéré »... Entre sa douzième et sa vingt-deuxième année, Paul Taesch se verra attribuer pas moins de huit diagnostics différents. Mais était-il seulement malade ? Ou n'était-ce, comme il le prétend, qu'un simulacre de folie visant à le mettre à l'abri de la rue ? C'est bien là la question qui taraude Anatole Le Bras. En convoquant tous les documents d'archives qu'il a pu exhumé - lettres, comptes rendus médicaux, procès-

verbaux, etc. -, l'historien confronte le discours de son personnage à celui des médecins et de ses rares proches. Parce que les petites histoires font la grande histoire, l'auteur profite de ce témoin exceptionnel pour plonger dans l'univers des asiles français à la fin du XIX^e siècle, ouvrant ainsi la voie vers une meilleure compréhension de notre psychiatrie contemporaine. Fait assez rare pour être souligné, l'historien a choisi d'accorder ainsi une place de choix à la parole de ce « dominé faisant brièvement contrepoint au discours des dominants ». L'histoire n'est-elle pas trop souvent racontée par ceux qui la façonnent ? Cette œuvre n'est assurément pas un roman mais, pour ceux friands de réalisme, sa force dépasse de loin la

fiction. Elle mêle un destin dramatique richement documenté à une analyse précise, scientifique de l'historien. Un formidable ouvrage qui offre une réflexion sur l'« anormalité » et la folie, ainsi que sur le rôle des institutions dans la réinsertion sociale des « âmes mal nées ». Peut-être l'historien a-t-il un ultime regret : celui de ne pouvoir mettre de visage sur ce nom qui le hantera (nous hantera ?) longtemps. Car de Paul Taesch, il ne subsiste aucune photo. Simplement ce livre.

UN ENFANT À L'ASILE

Anatole Le Bras,
CNRS Éditions.



LE CARNET DU JOUR

15

Les annonces sont reçues
avec justification d'identité

par téléphone
0156 52 27 27

par télécopie
0156 52 20 90

par courriel

carnetdujour@media.figaro.fr

en nos bureaux

14 boulevard Haussmann,
75009 Paris,

sur notre site :

www.carnetdujour.legifaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :

Du lundi au jeudi
25 € jusqu'à 25 lignes
23 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
28 € jusqu'à 25 lignes
26 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés :
nous consulter

Les lignes comportant
des caractères gras sont
facturées sur la base de deux
lignes : les effets de
composition sont payants ;
chaque texte doit comporter
un minimum de 10 lignes.

Reprise des annonces sur :
www.carnetdujour.legifaro.fr
www.dansnoscœurs.fr

Tél Abonnements :
0170 37 3170

*Carnet
des obsèques*

Prévoir, organiser,
accompagner.



Demandez-le par courrier :

Le Carnet du Jour • Le Figaro
14 boulevard Haussmann
75009 Paris

Par courriel :
obsèques@media.figaro.fr

deuils

Tourgeville (Calvados).

En union avec
Mme Annie Barba (?),
Natalie et Philip Chade,
Francis et Véronique Barba,
Inès et Michel Frey,
Frédéric et Saïda Barba,
Ludovic et Danièle Barba,
ses enfants et leurs conjoints,

Gabriela et David,
Charlotte et Vladimir,
Alexandra et Pierre-Gildas,
Christophe et Olivia,
Alexis et Laurence,
Solenne et Matthieu, Martin,
Caroline et Nicolas,
Louise, Annabelle, Marie,
Perrine, Théo-Yoanis,
ses petits-enfants
et leurs conjoints,

Audrey, P. Philip, Céla, Luca,
Laura, Quentin, Diego,
Valentine, Thomas, Joseph,
April, Mila, Anna, Arthur,
Noémie, Tess,
ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Guy-François BARBA

le samedi 5 janvier 2019,
dans sa 96^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le jeudi 10 janvier,
à 14 h 30, en l'église
Saint-Pierre-de-Tourgeville.

Condolances sur registres.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Annie CHARTON

survenu le 1^{er} janvier 2019.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est,
à Boulogne-Billancourt,
le mercredi 9 janvier, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Véronique BEAUCHEF

née PICHARD,

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame, à Nevy (Loiret)
le mercredi 9 janvier, à 10 h 15.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Elisabeth COMPAGNE

née Roland,

le 1^{er} janvier 2019.

La cérémonie religieuse
sera célébrée à 11 heures,
le mercredi 9 janvier 2019,
en l'église Saint-Germain,
4, place Charles-de-Gaulle,
à Saint-Germain-en-Laye

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Le colonel (e.r.)

le Bouteiller des Haries,

Henri

le Bouteiller des Haries (?),

Philippe

le Bouteiller des Haries, o.s.b.,

Hervé et Christine

le Bouteiller des Haries,

Claire-Yvonne et Geoffrey

de Bégon de Larouzière,
ses enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de la

vicomtesse Régis

le BOUTELLIER des HÂRIES

née

Odlie Busquet de Caumont,

survenu le 4 janvier 2019,

munie des sacrements
de l'Eglise.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
de Fleury (Ille-et-Vilaine),
le mardi 8 janvier 2019,
à 14 h 30.

Priez Dieu pour elle.

Vienne.

Marie-France et Alain
Bertrand,
Louise et Jean-Pierre Finet,
Louis-Noël Chapuis,
Maurice et Armelle Chapuis,
André et Aude Chapuis,
Yves et Valérie Legrand,
ses enfants,
ses 22 petits-enfants,
ses 33 arrière-petits-enfants,

en union de pensée avec
son époux, Noël Chapuis,
ancien député de l'Isère,
ancien bâtonnier
au barreau de Vienne,
sa fille Annie (?),
et Philippe Legrand,

ses neveux et nièces,
parents et amis

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Simone CHAPUIS

née Tissandier,

survenu le 3 janvier 2019,
dans sa 99^e année.

La messe de funérailles
sera célébrée le mardi 8 janvier,
à 14 h 30, en la primatiale
Saint-Maurice de Vienne.

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. et Mme Benoit Gilmas,

Valérie Gilmas,
Agathe Gilmas,
ses enfants,
Juliette et Lucie,
ses petites-filles
et toute la famille

ont la douleur
de vous faire part du décès de

M. Yves GILMAS

officier de la Légion d'honneur,
officier
de l'Ordre national du Mérite,

survenu à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mercredi 9 janvier 2019,
à 15 heures, en l'église
Notre-Dame-de-la-Salette,
38, rue de Cronstadt,
Paris (15^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Estelle et Sophie,

ses filles,
Thomas, Alexandre, C. Héb,
Vincent, Nicolas, Jérôme
et Benjamin,
ses petits-enfants,
ainsi que toute la famille
ont la grande tristesse
de faire part du décès de

Mme Annie CHARTON

née Valadon,

survenu le 1^{er} janvier 2019.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est,
à Boulogne-Billancourt,
le mercredi 9 janvier, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Pierre Compagne,

son époux
Catherine, Olivier et Philippe,
ses enfants,

ont l'immense peine de vous
faire part du décès de

Elisabeth COMPAGNE

née Roland,

le 1^{er} janvier 2019.

La cérémonie religieuse
sera célébrée à 11 heures,
le mercredi 9 janvier 2019,
en l'église Saint-Germain,
4, place Charles-de-Gaulle,
à Saint-Germain-en-Laye

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

comtesse

Louis-Marc d'HARCOURT

née Thérèse de Semailson,

endormie dans la Paix
du Seigneur dans sa 89^e année,
à Pargny-les-Reims,
le 4 janvier 2019.

La cérémonie religieuse
aura lieu
dans l'intimité familiale,
le mardi 8 janvier, à 15 heures,
en l'église Saint-Martin
de Pargny-les-Reims,
suivie de l'inhumation
dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée
ultérieurement à Paris.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme François Himber,

Mme Elise Petit,
ses beau-frère et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,
ses petits-neveux
et petites-nièces,
M. et Mme
Jean-Pierre Duquesne,
ses cousins,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Jeanne HIMBER

née Trollier,

survenu le 31 décembre 2018.

Les obsèques ont eu lieu
à Montpellier,
dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

93, rue de Chézy,

92200 Neuilly-sur-Seine.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Paris. Dijon.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Anne et Eric Lefevre Pontalis,

France et Alain
de Laubier-Weill,
Hubert de Laubier,
ses enfants,
Margot, Thibault, Audrey,
ses petits-enfants,
vous font part
du décès de

M. Francis

de LAUBIER de FORGETRIE

à Dijon, le 4 janvier 2019,
à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en la chapelle de
l'église Saint-François-Xavier,
à Paris (7^e), le mercredi
9 janvier 2019, à 15 heures,
suivie de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Paris. Dijon.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Gaby Henri DUILLET

le 31 décembre 2018,
à l'âge de 95 ans.

La crémation aura lieu
le jeudi 10 janvier 2019,
à 14 h 30, au crématorium
des Mureaux (Yvelines),
52, rue de la Nouvelle-France.

Selon la volonté du défunt,
l'urne funéraire sera ensuite
déposée dans le caveau familial,
au cimetière du Carbet,
en Martinique.

Mattha (Charente-Maritime).

Mme Maryvonne Flévet,
ses enfants, p.pts-enfants
et arrière-petits-enfants,

les familles
Flévet-Schouteten,
Flévet-Loup, Pollet-Flévet,
Rousseau, Lecomte,
Cohet-Andrivet

font part du rappel à Dieu de

docteur Jules FIÉVET

le 4 janvier 2019,
à l'âge de 95 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en la chapelle de la Providence,
22, rue d'Angoulême, à Mattha,
le mercredi 9 janvier 2019,
à 14 h 30.

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Monique de GINESTOUS

baronne de la LISQUE

survenu le 4 janvier 2019,
en son domicile à Limoux,
à l'âge de 95 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mardi 8 janvier,
à 15 heures, en l'église
Saint-Martin de Limoux,
où l'on se réunira, suivie
de l'inhumation au cimetière
Saint-Martin de Limoux.

ont la douleur
de vous faire part du décès de

M. et Mme Benoit Gilmas,

Valérie Gilmas,
Agathe Gilmas,
ses enfants,
Juliette et Lucie,
ses petites-filles
et toute la famille

ont la douleur
de vous faire part du décès de

M. Yves GILMAS

officier de la Légion d'honneur,
officier
de l'Ordre national du Mérite,

survenu à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mercredi 9 janvier 2019,
à 15 heures, en l'église
Notre-Dame-de-la-Salette,
38, rue de Cronstadt,
Paris (15^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Léo de LAVERGNE

née Nicole

d'Alayer de Costemore d'Arc,
survenu dans sa 94^e année.

Une bénédiction aura lieu
le mardi 8 janvier 2019,
à 11 heures,
en l'église Saint-Germain,
rue Jean-Louis-Forain,
au Chesnay (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Françoise MORALI,

La Réale,
15 bis, avenue Victor-Cauvin,
06230 Villefranche-sur-Mer.

Danielle Feeney,
33 Elgin Crescent,
W112D Londres
(Royaume-Uni).

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Gaëtan MAUDUIT

chef de bataillon,
chevalier
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945
avec palme,
médaille de la Résistance
avec rosette,

survenu le 4 janvier 2019,
dans sa cent-unième année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 9 janvier,
à 15 heures,
en l'église de la Sainte-Trinité,
à Paris (9^e).

L'inhumation aura lieu
le jeudi 10 janvier, à 15 heures,
dans l'intimité familiale
au cimetière d'Ecueil (Indre).

1, square La Bruyère,
75009 Paris.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Reims.

En union avec
Mme Bernard
Meric de Bellefont,
née Suzanne Coignard,
décédée le 28 novembre 2018,

Mlle Monique
Meric de Bellefont,
M. Jacques Meric de Bellefont
et Mme Christine Larue,
le docteur et Mme
Yves Meric de Bellefont,
ses enfants,
Emilie, Astrid,
François et Audrey,
Philippe et Virginie,
Claire et Matthieu,
ses petits-enfants,
Edouard, Pierre, Paul, Gabriel
et Emma-Jolie,
ses arrière-petits-enfants,
et toute sa famille

ont la grande tristesse
de vous faire part du décès de

lieutenant-colonel (e.r.)

Bernard MERIC de BELLEFONT

commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix de la Valeur militaire,
officier du Ouissam Alaouite,
ancien de la 1^{re} DB,
ancien des affaires indigènes
et des gouds marocains,

le 4 janvier 2019,
dans sa 98^e année.

La messe de funérailles
aura lieu le mardi 8 janvier 2019,
à 15 heures, en l'église
Saint-Vincent-de-Paul
de Reims,
sans présence du corps,
le défunt en ayant fait don
à la science.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Anne et Gérard Bouy,

Véronique et Benoît Froldure,
Nathalie et Bertrand de Ribier,
ses enfants et beaux-enfants,

Tristan, Alexandre, Isaure,
Adrien, Gauthier, A. Lenor,
Côme,
ses petits-enfants,
Maxence, Calixte, Cyriac,
Inès, Margaux, Baptiste,
Léonard, Héroïse
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Monique PEPINSTER

survenue le 2 janvier 2019.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Séverin, à Paris (5^e),
le mardi 8 janvier, à 10 h 30.

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Geneviève de RIBIER

survenu le 2 janvier 2019.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-l'Assomption,
à Paris (16^e),
le mardi 8 janvier, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu
le mercredi 9 janvier,
à 10 h 30, au cimetière de
Marcigny (Saône-et-Loire).

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Luc de ROBILARD

de BEAUREPAIRE

survenu à l'âge de 58 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mardi 8 janvier 2019,
à 10 h 30, en l'église
de Saint-Etienne-de-Tulmont.

Ni fleurs, ni couronnes,
ni plaques.

Ses dons peuvent être versés
au profit de la recherche sur le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue des Lauriers,

82410
Saint-Etienne-de-Tulmont.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Orgon, E. ygallères

Arvieu, ce village numérique qui défie le déclin démographique

Coopérative multimédia participative, zone d'activité numérique, coworking...

Cette commune rurale de l'Aveyron a su conjurer son isolement géographique et sa désertification en misant sur le développement numérique. Grâce aux riverains et à des «geeks» du coin ou d'ailleurs, le village a attiré de nouvelles familles et a vu rentrer les jeunes au pays.



Éric de La Chesnais
edelachesnais@lefigaro.fr
Envoyé spécial à Arvieu (Aveyron)

Aussi isolée soit-elle, la petite bourgade d'Arvieu (787 habitants recensés en 2014) n'en est pas moins connectée au monde grâce à son réseau Internet partagé à très haut débit. La ville la plus proche ? Rodez, à plus d'une demi-heure de trajet par des routes sinueuses et bucoliques.

Loin de baisser les bras face à ce handicap géographique, Arvieu va inaugurer au printemps prochain, après dix mois de travaux, une zone d'activité numérique (ZAN). Baptisée «Le jardin d'Arvieu», elle sera installée dans l'ancien couvent du village, désaffecté depuis plusieurs décennies, ainsi que dans deux bâtiments attenants : une ancienne grange et une ex-salle paroissiale. «La ZAN est le projet économique phare qui inscrit Arvieu dans le futur», souligne Gilles Bounhol, maire de la commune depuis 2014 après trois mandats de conseiller et d'adjoint. Grâce à ce projet en cours de réalisation, la municipalité a atteint, voire dépassé, les objectifs qu'elle s'était fixés pour 2020. Nous avons stabilisé la chute de la courbe démographique : nous avons attiré 30 nouvelles familles, contre un objectif de 20, et nous comptons 822 habitants au total.

Désormais, ce sont des geeks de la génération Y et Z, entre 25 et 45 ans, branchés sur le monde et ses nouvelles technologies, qui vont œuvrer dans l'ancien couvent et ses alentours. Ce bâtiment du XIV^e siècle, de 450 m² répartis sur trois niveaux, se trouve au centre du village. Sur deux d'entre eux va s'établir le siège de Laëtis. Il s'agit d'une société coopérative multimédia spécialisée dans la création de sites Internet et l'e-commerce. Elle est à l'origine du virage Internet amorcé par Arvieu depuis deux décennies. En 1998, cinq jeunes gens, dont un ingénieur fraîchement diplômé de l'Insa Lyon, Vincent Benoît, le régional de l'étape, lancent un appel d'offres auprès de quelques communes du canton de Cassagnes-Bégonhès. «Nous voulions monter notre société dans la multimédia et bénéficier pendant deux ans de locaux mis gracieusement à notre disposition. Seul Arvieu a répondu», se souvient Vincent Benoît, cofondateur de Laëtis. «Arvieu a toujours réussi son développement grâce aux gens qui, venus de l'extérieur de la commune, ont influé des idées visionnaires», complète le maire. Depuis, Laëtis a grandi. La scop (société coopérative et participative) comprend 17 collaborateurs. Elle crée des sites Internet un peu partout en France et en Europe. Si elle s'est posée la question, en 2015, de migrer vers Rodez, elle a finalement choisi de rester à Arvieu, après un séminaire collaboratif avec ses salariés et les habitants de la commune. Mais à condition de donner une nouvelle dimension numérique à la commune, à travers la ZAN.

Outre Laëtis, l'ancien couvent va abriter un espace de travail partagé, ou «coworking», ouvert aux habitants du village mais aussi aux touristes. «Nous avons recensé 70 télétravailleurs réguliers sur la commune qui seraient intéressés par ce nouvel espace à raison d'un jour par semaine», explique Sophie Terris chargée de projet chez Laëtis. Nous avons aussi pensé aux touristes qui pourront prolonger leur séjour tout en travaillant à distance. Un «fab lab» sera également créé dans le vieux bâtiment. Un lieu ouvert à tous, où seront mis des



outils à disposition pour la conception et la réalisation d'objets. Par ailleurs, la salle paroissiale des Tilleuls et la grange Salis pourront accueillir des spectacles et des séminaires, sans oublier les réunions d'associations locales. L'ensemble de ces installations sera relié à un réseau partagé à très haut débit, et le Wi-Fi dans les espaces communs sera gratuit.

Partenariat pour le financement

Tous ces investissements ont un coût. «La création du concept de la ZAN a permis de financer ce projet ambitieux avec des fonds publics, en partenariat avec de l'argent privé, notamment celui de Laëtis», rappelle Arnaud Viala, actuel député (LR) de la circonscription, impliqué également dans la genèse de cette initiative. Au total, le projet d'Arvieu représente plus de 960 000 euros, dont la part la plus importante - c'est-à-dire un peu moins d'un tiers (296 945 euros) - est financée par la Communauté de communes du Lévezou-Pareloup, présidée par Jean-Pierre Drhule. La ZAN bénéficie également du soutien de l'État (213 084 euros), du département de l'Aveyron (125 000 euros), de la région Occitanie (100 000 euros) et de l'Europe (65 630 euros), sans oublier des fonds privés et associatifs.

La ZAN n'est pas le seul investissement du futur. Arvieu a mis au point une maison des services publics en juin dernier. Elle se trouve dans le même bâtiment que l'agence postale, l'office du tourisme et la médiathèque, en limite de la future ZAN. Les habitants peuvent venir y faire leurs démarches en ligne auprès des impôts, des allocations familiales, de la caisse de retraite ou de Pôle emploi.

Malgré tout, Arvieu ne renie pas sa dimension agricole qui contribue également au développement de cette commune de 4 700 hectares. Et lorsque le numérique rencontre l'agriculture, le résultat est innovant : les Locomotives. Il s'agit d'une association qui va développer les circuits courts entre les agriculteurs locaux - la commune compte 87 exploitations dont 18 en bio - et les consommateurs. Elle aura aussi son local dans l'ancien couvent. Pour l'instant, elle est installée dans une petite échoppe du bourg. «J'ai réussi à créer mon poste, après un an et demi de bénévolat», se réjouit Stéphanie Degoutte, coresponsable de l'association. En 2012, nous vendions 10 paniers par semaine. Aujourd'hui, c'est près de 180, avec un

prix moyen par panier qui est supérieur à 35 euros. Et j'ai recruté une personne en 2014. Même si je ne gagne pas autant que je voudrais, je travaille dans un métier qui me plaît. Je ne vends pas n'importe quoi. Nous avons fait le choix avec mon mari de vivre à la campagne avec nos trois enfants. À Arvieu, la vie culturelle et sociale est très riche. Nous avons la médiathèque, avec plein de livres pour les petites, des séances de cinéma régulièrement ainsi que des festivals, dont celui de la Salsa organisé par Cesar Gelvez début juillet prochain. » Cesar Gelvez fait partie des derniers arrivés. Il a débarqué avec son épouse, Armandine, fin 2017. Séduit par «l'accueil des habitants et leur dynamisme», raconte Cesar, le couple a décidé de «poser [ses] valises». Doctorant en géographie numérique, Cesar forme des professionnels et des étudiants aux technologies du Web, par visioconférence le plus souvent, mais aussi en se rendant dans les établissements.

«Le projet d'Arvieu montre que les jeunes générations préfèrent une certaine qualité de vie paysagère et sociale plutôt que des salaires élevés», constate Cédric Allmang, géographe spécialiste dans les territoires ruraux à Paris Sorbonne. Elles privilégient l'accomplissement personnel. Les jeunes familles avec enfants sont de plus en plus nombreuses à vouloir quitter les villes pour habiter à la campagne, à condition qu'il y ait un minimum de services dans la commune. »

Du carburant et des bornes électriques

Outre une école primaire et une halte-garderie pour les plus petits, Arvieu dispose d'une épicerie et d'une boulangerie et vient de financer la rénovation d'une boucherie et d'un garage. Sans oublier, cerise sur le gâteau, la création d'une station-service communale. Créée par l'ancienne maire du village, Claudine Bru, on y trouve du carburant à des prix très compétitifs ainsi qu'une borne de recharge pour les voitures électriques. Autant de services et d'atouts pour faire revenir des jeunes au pays. Jean-Charles Vayssettes, ingénieur agronome, fait partie de ceux-là. Après avoir sillonné la Nouvelle-Zélande et le Mali, le trentenaire est revenu en 2015 pour reprendre la ferme familiale, La Calmette, à Arvieu. Il a créé sa propre bière artisanale, la Calmettoise, qu'il vend aux Locomotives. Sa future épouse, Noéli, ingénieure, va elle aussi s'installer car l'exploitation bio compte 300 brebis dont le lait est transformé par la laiterie Papillon pour faire du Roquefort.

«Le projet d'Arvieu est exemplaire», commente Gérard Peltre, président du RED (Réseau rural européen de développement). Il montre que les territoires ruraux peuvent être aussi des pôles de développement et d'innovations fortes. Je vais présenter le cas de ce village devant l'Union européenne avant le printemps prochain », ajoute le responsable, également maire de Lachaussée, une commune rurale de la Meuse.

Mais tous ces projets récents n'auraient pas vu le jour sans une autre particularité de ce village singulier : la démocratie participative. «La ZAN a été réalisée avec la participation des gens du village», insiste Gilles Bounhol. Nous avons été élus pour cela. » Dix conseils villageois ont émergé après les élections municipales de 2014 : l'un a porté sur la cité numérique et le coworking, un autre sur l'accueil des candidats à l'installation mais aussi sur la transition écologique. «Grâce au groupe Arvieu transition, nous avons mis en place une chaudière bois qui alimentera toute la ZAN ainsi que l'église», se réjouit Jean-Michel Albouy, le premier adjoint. Cela nous coûtera quatre à cinq fois moins cher que le fioul. »

«Une partie de la modernité française est en train de se jouer dans l'espace rural français isolé comme à Arvieu», conclut Jean Viard, sociologue spécialiste de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et de la paysannerie, et directeur de recherches au CNRS. Repenser la France par le rural permet d'avoir des clefs de compréhension de ce qui se passe actuellement et cela permettra de rendre les espaces urbains plus humains. »

Même l'Auberge du Bon Accueil, le dernier hôtel en activité du centre bourg, profite des retombées de la ZAN. «Grâce aux choix de la commune en matière de numérique, j'ai pu conserver, développer et mettre aux normes mon hôtel alors que beaucoup de villages voisins n'ont plus d'auberge», s'enthousiasme Jean-Pierre Pachins, le patron de cet établissement depuis trente ans. Pour cet enfant du pays, qui a été formé par les plus grands chefs lors de son apprentissage dans les stations de ski huppées des Alpes françaises, «Le jardin d'Arvieu» va apporter davantage de clients. » Avec tous ses talents, Arvieu, quoique perdu dans les collines aveyronnaises, n'est pas près de mourir. ■



Infographie LE FIGARO

Une partie de la modernité française est en train de se jouer dans l'espace rural français isolé comme à Arvieu,

JEAN VIARD, SOCIOLOGUE SPECIALISTE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Quelle est l'ampleur de la répression contre les Ouïgours en Chine?

La Chine a envoyé des centaines de milliers, voire au moins un million de musulmans, dans des camps fermés au Xinjiang où ils subissent un lavage de cerveau, selon plusieurs rapports et experts. Critiqué de toutes parts, Pékin défend ses « centres éducatifs ».



ASIE Ce qui se passe au Xinjiang constitue l'un des sujets de préoccupation les plus sérieux concernant les droits de l'homme depuis des décennies. La Chine a envoyé plusieurs centaines de milliers, voire au moins un million de musulmans – principalement des Ouïgours – dans des camps de « rééducation » idéologique dans cette région située aux confins de l'Asie centrale, selon plusieurs rapports et experts. D'anciens détenus décrivent un véritable lavage de cerveau, dans des lieux ressemblant à des prisons. Face aux critiques occidentales, les autorités chinoises, après avoir nié leur existence, cherchent à présenter ces établissements comme des « centres éducatifs et de formation professionnelle », où les « stagiaires » sont épanouis.

COMMENT SONT APPARUS LES CAMPS DE « RÉÉDUCATION » ?

Le gouvernement chinois affirme depuis plusieurs années faire face à une menace croissante de l'islamisme au Xinjiang, où vivent quelque 14 millions de musulmans, dont plus de 11 millions de Ouïgours. Une vague d'attaques meurtrières entre 2011 et 2014, imputées par Pékin à des « séparatistes » ou extrémistes ouïgours, l'a incité à muscler ses méthodes pour éradiquer le terrorisme dans cette région. « Les premiers camps de "rééducation" sont apparus fin 2014 », dans le cadre d'une campagne de « déradicalisation », précise le chercheur allemand Adrian Zenz. Mais « c'est à partir du printemps 2017 que le nombre d'internements a atteint des niveaux sans précédent », sous l'influence de Chen Quanguo, nommé à la tête de la province en 2016, et qui avait auparavant inauguré des méthodes inflexibles dans la région autonome du Tibet, complète cet expert. Les autorités ont, parallèlement, multiplié les initiatives pour contrôler chaque parcelle de la vie des musulmans dans le Xinjiang. Devenant par exemple suspects ceux qui voyagent dans certains pays ou ont une pratique religieuse jugée intense, souligne Human Rights Watch (HRW). Ce qui, selon l'ONG, peut concerner n'importe quel musulman exprimant sa foi. Abdusalam Muhemet, un Ouïgour de 41 ans, a expliqué avoir été envoyé dans un camp pour avoir récité un verset du Coran

lors de funérailles. Cette lutte contre l'extrémisme vise « de plus en plus à éliminer les marqueurs clés de l'identité ethnique ouïgoure, c'est-à-dire leur langue, leur pratique religieuse quotidienne et leurs coutumes », insiste Michael Clarke, professeur à l'Université nationale australienne. Ce concept de remodelage idéologique s'inscrit dans une longue tradition de la République populaire : créés dans les années 1950, les camps de « rééducation par le travail », n'ont été abolis qu'en 2013.

QUELLE EST L'ÉTENDUE DU PHÉNOMÈNE ?

Les données chiffrées sont difficiles à établir et en constante évolution. Mais le chercheur Adrian Zenz estime désormais que le gouvernement chinois a probablement envoyé plus d'un million de musulmans – essentiellement ouïgours et kazakhs – dans des camps de « rééducation » depuis 2017. Il s'agit, selon lui, de la campagne de transformation sociale coercitive « la plus intense » depuis la Révolution culturelle (1966-1976). L'universitaire allemand a analysé 78 appels d'offres liés à la création de camps de rééducation. Lancés par des gouvernements locaux entre 2016 et 2018, beaucoup rendent obligatoires des équipements de sécurité (murs d'enceintes, clôtures, fils de fer barbelés, systèmes de surveillance, miradors...). D'après des chercheurs s'appuyant sur des images satellites, la région compterait plus d'une centaine de centres, dont certains, qui ont été agrandis, s'étendent sur d'immenses surfaces. Celui de Dabancheng, près d'Urumqi, la capitale de la province, aurait la capacité d'accueillir au minimum 11 000 détenus et jusqu'à 130 000, calcule un expert cité par la BBC. Ces centres de « formation professionnelle » doivent « enseigner comme des écoles, être gérés comme à l'armée et défendus comme des prisons », résume un document public citant l'homme fort de la province, Chen Quanguo.

De nombreuses personnes sont sans nouvelles de leurs proches. « La dernière fois que j'ai parlé avec mon père, c'était en novembre 2017. Je ne sais ni pourquoi il a disparu, ni s'il est encore vivant », confie en sanglotant, par téléphone, Bota Kussayin, une jeune Kazakhe. Alors que la famille s'était installée au Kazakhstan, cet homme,

rentré au Xinjiang en septembre 2017 pour des examens médicaux, s'est vu confisquer son passeport. Trois mois plus tard, sa fille a appris par des proches restés sur place qu'il avait été placé dans un centre de rééducation.

COMMENT SONT TRAITÉS LES DÉTENUS DANS CES CAMPS ?

D'une durée variable, la détention peut atteindre plusieurs mois, voire dépasser un an, d'après certains observateurs, et est décidée en dehors de toute procédure judiciaire. Elle vise à remodeler les idées politiques des musulmans et à les inciter à renoncer à leur religion. Né en Chine mais ayant émigré au Kazakhstan, Omir Bekali, a été arrêté par la police en mars 2017, alors qu'il se rendait dans le Xinjiang. Incarcéré, cet homme de 42 ans a été torturé et interrogé pendant plusieurs jours sur son travail pour une agence proposant aux Chinois des visas touristiques kazakhs. Libéré au bout de sept mois, il a été transféré dans un site clôturé où plus d'un millier de personnes étaient enfermées. C'est là qu'a commencé son stage d'endoctrinement, qui a duré vingt jours. Omir Bekali décrit une torture psychologique, qui l'a conduit à envisager le suicide. Encore aujourd'hui, il dit « ne pas pouvoir dormir la nuit ». « Je ne pouvais pas sortir et ne savais pas quand j'allais être libéré », témoigne-t-il par téléphone. Chaque jour, pendant des heures, « il fallait apprendre des chansons communistes ou crier des slogans », s'opposant à « l'extrémisme », au « séparatisme » et au « terrorisme », se souvient-il. Autre supplice : les internés devaient dénigrer leur propre parcours religieux devant le groupe et critiquer les autres. On lui a fait promettre de ne plus aller à la mosquée le vendredi. Les détenus étudiaient la langue et l'histoire chinoise, mais les instructeurs leur martelaient à quel point leur culture traditionnelle était arriérée et le Parti communiste chinois (PCC), moderne. Ceux qui ne répondaient pas aux exigences étaient sévèrement punis. Omir Bekali raconte avoir été mis à l'isolement pendant 24 heures, privé de nourriture. Les éléments récalcitrants pouvaient également être attachés à une « chaise du tigre », qui enserrait leurs poignets et leurs chevilles, a rapporté Kayrat Samarkan, un membre de l'ethnie kazakhe, sorti d'un autre camp.

JUSTIFIENT-ELLES L'EXISTENCE DE CES CAMPS ?

La Chine a longtemps nié l'existence de ces camps. Mais la diffusion d'images satellites révélant leur présence l'a obligée ces derniers mois à changer de discours. Pékin tente depuis l'automne de présenter ce programme sous un jour acceptable. Les autorités ont indiqué que l'objectif était de « se débarrasser du terreau qui nourrit le terrorisme et l'extrémisme religieux » et « d'éliminer avant qu'elles ne se produisent » les actions violentes. Ces installations sont décrites comme des « centres éducatifs et de formation professionnelle », dans lesquels on enseigne aux « stagiaires » la langue chinoise et les lois du pays, tout en les aidant à trouver un travail. Les autorités assurent qu'ils sont traités avec respect et qu'on leur propose des activités sportives et culturelles. Pour appuyer cette opération de communication, la chaîne de télévision d'Etat CCTV a diffusé en octobre un « reportage » dans un centre de la ville de Hotan, où l'on voit des personnes en uniforme en cours, ou dans un atelier, devant des machines à coudre. La vidéo prend soin de ne rien montrer évoquant l'univers carcéral. Pourtant, l'administration en charge du comté où se situe ce centre a passé commandes en début d'année de 2768 matraques, 1367 paires de menottes et 2792 pulvérisateurs de gaz au poivre, indique un document public repéré par l'Agence France-Presse sur Internet.

COMMENT RÉAGIT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ?

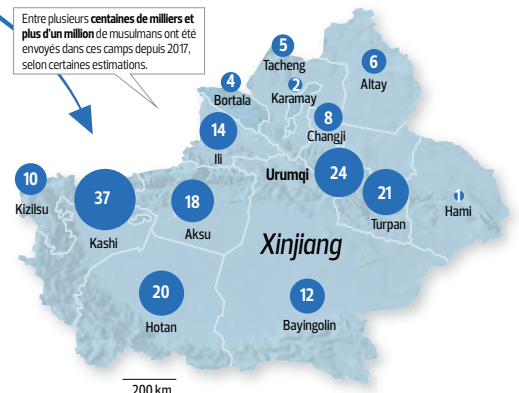
Ce programme suscite des critiques de plus en plus vives à l'étranger. Plusieurs pays occidentaux, dont la France, l'Allemagne et les États-Unis, ont appelé, début novembre à l'ONU, la Chine à l'abandonner. Lors d'une réunion consacrée au bilan chinois concernant les droits de l'homme, le représentant américain a demandé à Pékin « d'abolir toute forme de détention arbitraire, dont les camps d'internement du Xinjiang et de libérer immédiatement » les personnes enfermées dans ces camps. Pékin a fustigé des « accusations politiques », les jugeant « grandement éloignées de la réalité ». Le sort des Ouïgours s'est ajouté à la liste des sujets de tension sino-américains. Des élus du Congrès ont même exhorté la Maison-Blanche à sanctionner des responsables chinois. Mais la Chine, brandissant la « stabilité » retrouvée du Xinjiang, paraît peu disposée à renoncer à son programme...

COMMENT LES AUTORITÉS CHINOISES

2 ... où se sont multipliés les internements dans des camps

NOMBRE DE « CENTRES ÉDUCATIFS »

Les autorités chinoises décrivent des « centres éducatifs » et de « formation professionnelle » destinés à lutter contre l'extrémisme religieux et le terrorisme. Ils sont considérés comme des camps de « rééducation » idéologique par les ONG de défense de droits de l'homme et des chercheurs occidentaux.

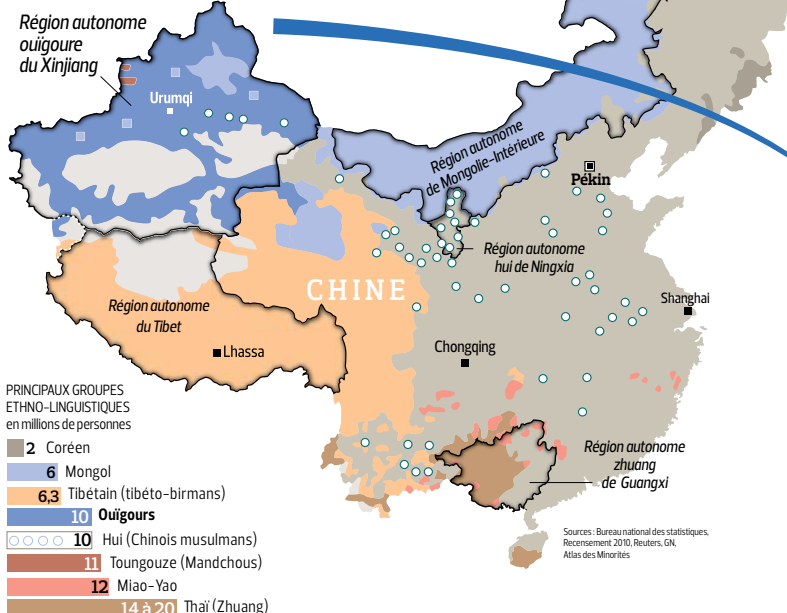


*Établissements gérés par le Corps de production et de construction du Xinjiang, selon des documents publics
Source : AFP

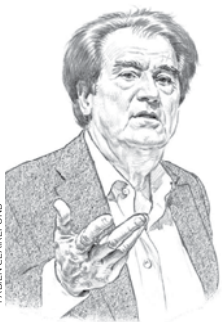
Infographie LE FIGARO

1 Le Xinjiang, une région à majorité musulmane...

REGIONS AUTONOMES DE RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE



1,22 milliard : Han



Le Carnet DE JACQUES JULLIARD

Notre pays qui, au XVII^e siècle, a inventé l'art de la conversation ignore encore celui du dialogue social, s'alarme l'historien et essayiste*. Les conséquences d'une telle immaturité pourraient devenir dramatiques au plan intérieur et pour la vocation internationale de la France, juge-t-il.

➤ Lire aussi PAGES 2 À 5

Des « gilets jaunes » à la sortie de l'histoire ?

Écoutez. Les « gilets jaunes » demandent qu'on les prenne au sérieux. Il serait donc grand temps de les traiter en adultes, et non en enfants gâtés, à qui l'on passe tout pour les avoir trop longtemps négligés et traités par le mépris. Et de les soumettre à quelques règles élémentaires qui relèvent du rationalisme cartésien autant que de la physique sociale.

SI VOUS NE SAVEZ PAS CE QUE VOUS VOLEZ, VOUS NE L'AUREZ SÛREMENT PAS

On ne peut tout vouloir et son contraire. Tomber à bras raccourcis sur l'État, tout en lui demandant de régler à notre place toutes les questions qui se posent, c'est se moquer du monde. Réclamer le premier jour la suppression de la taxe carbone sur les carburants, le deuxième l'augmentation générale des revenus, le troisième la démission du gouvernement, le quatrième celle du président, le cinquième la réforme de la Constitution et ainsi de suite, relève de la confusion mentale.

Alors, disons-le clairement : faute d'un minimum de cohérence, ce grand mouvement social suit inexorablement une pente antisociale. Le poujadisme antifasciste qui l'anime a pour conséquence inévitable ce qu'on appelle noblement la réduction du train de vie de l'État, c'est-à-dire en réalité l'amoindrissement de la protection sociale dont jouissent tous les Français. En dépit de son coût, elle demeure la meilleure et la plus enviable au monde.

Des trois groupes sociaux en partie confondus, mais aussi en partie distincts qui composent les classes populaires, ouvriers et employés, immigrés, classes moyennes inférieures, ce sont ces dernières qui sont les moins organisées. C'est pourquoi leurs mots d'ordre sont erratiques. Demander le relèvement du smic alors que la majorité d'entre elles ne dépend pas du smic en est la preuve. Réclamer la réduction des impôts alors que la plupart n'en payent pas en est une autre.

NE CONFONDONS PAS PETITE BOURGEOISIE PROLÉTARIÉE ET PROLÉTARIAT EMPÊTITBOURGEOISÉ

Même si entre eux la marge de recouvrement va s'élargissant, à mesure que les classes moyennes non salariées sont soumises au rouleau compresseur de la mondialisation. Le revenu nominal d'un grand nombre d'agriculteurs est aujourd'hui très inférieur à celui d'un ouvrier qualifié de la grande industrie. En outre, l'imaginaire social des uns et des autres demeure différent. Celui des ouvriers, des employés, voire des cadres de l'industrie demeure « socialiste », en ce sens qu'il attend des lois sociales fondées sur la solidarité et la redistribution une amélioration de leur condition ; celui des classes moyennes inférieures reste individualiste ; c'est sur l'initiative personnelle qu'il fonde ses espoirs en une société meilleure.

C'est déjà sur cette opposition que reposaient jadis, au début du XX^e siècle, les grandes joutes oratoires de Jean Jaurès et Georges Clemenceau. Ce sont deux visions de l'articulation entre les groupes sociaux et leur rapport à l'État qui se mesuraient. Contrairement à ce que l'on prévoyait généralement à l'époque, c'est celle du leader radical qui a emporté. Il dénonçait le risque d'embrigadement et d'autoritarisme inhérent au système collectiviste. Et de fait, le socialisme n'a pas survécu à sa bureaucratisation. Le modèle français, qui combine une vision individualiste de la production avec une vision solidariste des conditions

Si la France s'abîme dans une guérilla interne qui deviendra vite stérile, c'est sa place dans le monde qui se trouvera compromise

d'existence, est une espèce de chef-d'œuvre en péril qu'il devrait regarder à deux fois avant d'entreprendre de la démolir.

Enfin, ce n'est pas seulement par leur imaginaire, mais aussi par leur tératologie que les deux modèles diffèrent.

Pour le dire de façon abrupte, la perversion propre au mouvement ouvrier, la ligne de pente fatale à la révolution ouvrière se nomme le stalinisme ; celle de l'insurrectionnalisme petit-bourgeois, c'est le fascisme. Je vais à dessein aux mots les plus forts afin de conjurer de grands malheurs. Quand j'entends dire qu'une dame âgée a été importunée et insultée dans le métro parisien, alors qu'elle évoquait le passé de sa famille survivante d'Auschwitz, j'éprouve instinctivement un malaise profond, comme si la libération du mouvement avait ouvert certaines digues. Et comment ne pas être étonné de l'absence à peu près totale des immigrés et des étrangers dans les cortèges des « gilets jaunes » ? Seraient-ils tous exempts de la misère que l'on entend dénoncer sur les ronds-points ?

Enfin, parlons du « RIC », le « référendum d'initiative citoyenne » qui n'a pas mis 24 heures à s'imposer dans toute la France, au sein d'un mouvement où la spontanéité est censée s'imposer en maîtrise... Je suis depuis longtemps favorable à ce type de référendum, mais je m'étonne d'une telle traînée de poudre. Et quand, questionné sur un sujet possible pour un premier référendum, un porte-parole des « gilets jaunes » répond, sans hésiter, comme allant de soi : « la sortie de l'Europe », alors le Petit Chaperon rouge que je suis trouve tout à coup que grand-mère « gilet jaune » a de bien grandes dents. Tout cela fait beaucoup : une France sans ses Juifs, sans les immigrés, séparée de ses voisins... Ne croirait-on voir se reconstituer comme par miracle une version vulgarisée et renouvelée des quatre éléments de l'anti-France dénoncés par Maurras ? Oui, il y a dans ce mouvement quelque chose de « la France seule » de Charles Maurras qui ne laisse pas de m'inquiéter.

Ce n'est pas la présence de quelques drapeaux tricolores dans les manifestants qui compensera à mes yeux le saccage de l'Arc de triomphe, ce symbole de la France républicaine.

Ce n'est pas non plus la présence érudite de haine de quelques spécimens de l'extrême gauche, comme le citoyen Ruffin, qui me rassurera davantage. Sur la pente glissante vers la droite autoritaire, propre à certains mouvements de classes moyennes, il se trouve toujours quelques bouffons gauchistes pour donner le change. Ces aventuriers en pleine dérive intellectuelle, je les compare à ces goujats qui durant la guerre de Trente Ans rôdaient sur le champ de bataille pour détrousser les cadavres au milieu des gémissements des mourants.

On attend de Jean-Luc Mélenchon,

s'il a conservé quelque chose de l'esprit républicain que l'on a jadis apprécié chez lui, qu'il fasse le ménage du côté des soldats perdus de l'insoumission.

RÉSUMONS

Ce mouvement, d'un bout à l'autre, a un symbole, ou mieux que cela, un totem : la voiture. Déclenché par l'introduction d'une taxe écologiste sur les carburants, il s'est nourri de toutes les mesures prises pour sauver des vies et préserver l'environnement : le 80 kilomètres à l'heure, le contrôle technique sur les véhicules diesels ; il s'est traduit par la destruction des barrières de péage, la mise hors service de plus de la moitié des radars existant en France : « Et s'il me plaît de risquer ma vie et celle de mes semblables, nous sommes en démocratie, non ? »

Combien de morts ces nouveaux beaux auront-ils sur la conscience ? Le Français est un Italien de mauvaise humeur qui appuie sur le champignon. C'est pourquoi les passions développées par ce conflit social sont à l'unisson de ce grondement automobile, tout pour l'expression suprême de la liberté. On a vu surgir des formes très basses de la haine sociale, comme certains propos ignobles sur Brigitte Macron, ou encore des simulacres de guillotine contre son époux, que pour ma part je ne trouve pas « bon enfant », mais obscènes. On a beau singer la Révolution, on est plus proche des immondices d'Hébert et de son Père Duchêne que du noble idéalisme de Camille Desmoulins. Rien à voir non plus avec la joie de juin 36, célébrée par Simone Weil, ni avec l'humour de Mai 68. Un mouvement social triste est un triste mouvement social.

Pourtant celui que nous venons de vivre, et qui n'est du reste pas terminé, comporte avec celui d'il y a tout juste cinquante ans un point commun qui est peut-être l'essentiel : le besoin de parler et celui d'être entendu. J'ai interrogé autour de moi, dans mon midi d'adoption, plusieurs personnes proches, qui à ma grande surprise avaient été « gilets jaunes » au début du mouvement, mais qui l'avaient quitté pour les raisons indiquées plus haut. Plus que le contenu des revendications, qui a varié selon les lieux et les moments, le point décisif a été le besoin de prendre la parole. Le pays qui à l'âge classique a inventé l'art de la conversation n'a toujours pas trouvé celui du dialogue social. Je n'en suis pas surpris. Pour avoir depuis des années soutenu sans discontinuer le point de vue d'analystes comme Christophe Guilluy, Jean-Claude Michéa ou Laurent Bouvet qui avaient parfaitement compris, qu'à la différence de la gauche officielle, qu'il était en train de se constituer, dans les profondeurs de la population, et notamment dans la France périphérique, un ressentiment des humiliés et des offensés face à la mondialisation, je ne peux que comprendre cette frustration et m'en sentir solidaire. Les belles personnes de la gauche politiquement correcte, transformées en prédicateurs du dimanche, promptes à accuser de conservatisme, voire de racisme quiconque pourrait prétendre que la France, à l'instar des autres peuples, a droit à une identité, portent une lourde responsabilité dans le désarroi actuel des Français, dont le mouvement des « gilets jaunes » n'est jamais qu'une illustration, en attendant peut-être d'autres. Le problème est que les Français ne se sentent pas représentés par leurs représentants, qu'il s'agisse de la classe politique, de la classe médiatique et journalistique, de celle des intellectuels, de la haute administration. Ce sentiment n'est pas propre à la France ; il s'exprime

de façon variée à travers l'Europe et le reste du monde par le populisme. Désormais, prétendre limiter la démocratie au principe représentatif, c'est vouloir sa mort. Voilà, au-delà de la diversité sociale qu'elle exprime, la nature profonde du mouvement des « gilets jaunes ». Si l'on ne répond pas à ce besoin, si la France s'abîme dans une guérilla interne qui deviendra vite stérile, c'est sa place dans le monde qui se trouvera compromise.

ALLONS-NOUS SORTIR DE L'HISTOIRE ?

Toute la question est désormais d'empêcher que le déclin du système représentatif ne se fasse au détriment de la démocratie proprement dite, et encore que la ressaïe de l'identité de la France ne s'opère au détriment de sa vocation internationale.

Il n'y a rien de plus inconstant, de plus aléatoire que la démocratie directe. D'abord parce qu'elle est facilement manipulable. Nous avons vu en 1968 quelques activistes habilement placés aux quatre coins des assemblées générales faire adopter par celles-ci à peu près ce qu'ils voulaient. C'est très bien de donner la parole au peuple, mais est-on sûr qu'une fois l'effet de nouveauté passé, il délaigera la prendre ? Dans un pays où le taux d'abstention aux élections ne cesse de croître, notamment dans les milieux populaires, est-on certain que des référendums à répétition n'aboutiront pas à la lassitude, et par conséquent à la tyrannie des minorités agissantes ?

Et surtout, on voit se profiler derrière ce Mai 68 des classes moyennes une grande tentation de repli de la France sur elle-même. Il y avait au moins un point commun entre la vision de François Hollande et celle d'Emmanuel Macron : la volonté, au demeurant très gaullienne, que la France tienne son rang. En Afrique. Au Moyen-Orient. Sur la scène internationale. Macron a très bien compris que sans une présence active sur la scène européenne et une réactivation de l'axe franco-allemand, la France était condamnée au déclin. Le souverainisme, avec toutes ses rodomontades, n'est que le nom pompeux de notre impuissance. Le président français n'a été servi ni par la conjoncture mondiale, ni par Donald Trump, qui se comporte chaque jour un peu plus comme l'ennemi déclaré des anciens alliés de l'Amérique, ni par l'extrême prudence d'Angela Merkel, du reste en perte de vitesse dans son propre pays.

Ne nous berçons pas d'illusions : la crise des « gilets jaunes » a cassé net ce qu'il y avait de plus positif et de plus prometteur dans la démarche d'Emmanuel Macron : la volonté, devant la dérobade américaine, de prendre la tête d'une Europe indépendante. D'où la jubilation non dissimulée, la Schadenfreude (joie mauvaise) de tous les vieux croûtards du nationalisme, les Marine Le Pen, Dupont-Aignan, Philippot à droite, les Mélenchon et consorts à gauche. Ne nous laissons pas faire par ces oiseaux de malheur, ces nostalgiques de toutes les haines recuites du passé, ces vieux caleçons du nationalisme de jadis. Les Français, qui ont pris l'habitude de faire de leur Europe leur souffre-douleur quand tout va mal, savent pourtant intimement que chacun d'eux est lié à la France tout entière, et qu'à son tour l'avenir de cette dernière est indissolublement lié à celui de l'Europe. Le Franxit ne passera pas ! Les Français ne lâcheront pas l'euro pour l'ombre, à la façon des Anglais. Nous devons tenir bon. Chaque nation, comme le pensait Berdiaeff, a une vocation propre à la surface de la terre. La nôtre est d'unir, non de diviser. Nous ne devons pas faire défaut à notre vocation propre, sous peine de perdre, avec nos chances d'avenir, le respect de nous-mêmes.

* Éditorialiste de l'hebdomadaire « Marianne ».

Les Rencontres du **FIGARO**
CONFÉRENCE - DÉBAT



MICHEL ONFRAY, UN ITINÉRAIRE PHILOSOPHIQUE

MICHEL ONFRAY

MARDI 22 JANVIER 2019 - 20H00

SALLE GAVEAU 45-47 rue La Boétie, 75008 Paris

TARIF : 25 € - Placement Libre
Réservez vos places sur
www.lefigaro.fr/rencontres
Informations au 01 70 37 31 70

FIGARO VOX



Les maires face à l'individualisme forcené

En faisant reposer sur les maires le débat public annoncé, tout en montrant qu'il est possible pour l'État de trouver 10 milliards d'euros afin de satisfaire les « gilets jaunes », le président met une pression inédite et dangereuse sur les élus locaux. La boîte de Pandore de toutes les revendications s'est ouverte.

Puisque l'État est capable de répondre financièrement aux sollicitations, pourquoi les maires ne pourraient-ils pas en faire autant ? pensent beaucoup de Français. Depuis quelques semaines, les maires sont confrontés à une recrudescence des demandes d'aides en tout genre, renforcée par l'échec des élections municipales de 2020. Si les « gilets jaunes » traduisent un vrai malaise, leur mouvement et la gestion de crise chaotique ont libéré la parole d'une manière totalement désordonnée et individualiste. Chacun exprime sa revendication en regardant en priorité sa propre situation ou celle de son groupe socioprofessionnel.

Derrière un mouvement de prime abord généreux, la montée des égoïsmes est patente. On ne pense plus collectif, mais corporatif. Au plan local, le mouvement des « gilets jaunes » fait

tache d'huile. Les associations comparent leurs subventions à celles des autres. On oppose social et économie, culture et sport. On réclame comme un dû des places en crèche et des logements sociaux. On exige tout et son contraire, plus de prestations et moins d'impôts. On ne prête plus attention aux explications factuelles fournies par les mairies.

Or, à la différence de l'État qui a pu, par augmentation du déficit budgétaire, faire baisser la pression des revendications, les villes n'ont pas le droit de voter un budget en déficit. Elles ne disposent d'aucune marge de manœuvre sur leurs dépenses de fonctionnement. Soulignons les effets

fonctionnement à 1,2 % par an - voire à Versailles à 0,9 % -, alors que les rémunérations de la fonction publique territoriale, du fait de mécanismes d'indexation décidés nationalement, augmentent beaucoup plus rapidement (2,4 %). Or, les dépenses de personnel représentent environ 60 % des dépenses courantes. Si l'on rajoute la redistribution de richesses entre communes selon des mécanismes particulièrement opaques, et qui a pris une ampleur disproportionnée, autant dire que l'État contraindrait les communes, à plus ou moins brève échéance, à diminuer le niveau des services rendus à la population.

Les maires demandaient à être mieux écoutés. Le chef de l'État a enfin pris en compte cet appel. Mais le basculement soudain d'une absence d'écoute au transfert de la responsabilité du suivi des

insatisfactions de nos concitoyens, sans qu'il y ait parallèlement desserrement des multiples contraintes imposées aux maires, risque de durablement les fragiliser et de générer des frustrations.

Aux prochaines municipales, dans la démagogie ambiante où chacun se sent légitime à s'exprimer sur tout sans réelle connaissance de la complexité de la gestion des villes,

ceux qui portent un discours responsable auront du mal à être écoutés. Tous les jours, les maires sont à portée d'engueulade. Ils assument déjà une part non négligeable de l'effort collectif pour redresser les finances publiques. La stratégie qui consiste à faire des maires le fusible qui va protéger un État en surchauffe suppose que le fusible soit suffisamment résistant. On ne peut toujours exiger plus des maires en les privant de toute marge de manœuvre. On ne peut leur demander à eux, qui sont au bout de la chaîne institutionnelle, de résoudre les conséquences du désengagement des échelons supérieurs d'administration, que ce soit dans le domaine social, de la sécurité, du logement, des politiques culturelles ou sportives.

Prenons garde à ne pas faire porter aux maires une responsabilité qui n'est pas la leur, eux qui apparaissent comme le dernier rempart de la sérénité publique. Déjà des milliers de maires ruraux, découragés, ont annoncé qu'ils ne brigueraient pas de nouveau mandat en 2020. En fragilisant les équipes municipales, qui travaillent dans un esprit de dévouement, le risque est grand d'affaiblir l'échelon où se noue tous les jours le dialogue démocratique. * Maire (divers droite) de Versailles. Ancien élève de l'ENA. Ancien président de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Les associations comparent leurs subventions à celles des autres. On réclame comme un dû places en crèche et logements sociaux. On exige tout et son contraire

des baisses continues des dotations budgétaires de l'État. Dans ma ville, elles ont diminué de presque la moitié entre 2012 et 2017, passant de 20 millions à 11 millions d'euros annuels. Certes, en 2018, le gouvernement a arrêté cette baisse, mais pour les 322 plus importantes collectivités territoriales, le dispositif est tout aussi sévère. Il limite l'augmentation de leurs dépenses de

La justice des mineurs ne se réforme pas par ordonnance!

Le 23 novembre dernier, l'Assemblée nationale a autorisé le gouvernement à réformer par ordonnance la justice des mineurs. Malgré l'opposition des sénateurs, les députés devraient confirmer leur feu vert très prochainement. Or le recours aux ordonnances sur pareil sujet est inacceptable. Que l'on pense que la justice des mineurs est aujourd'hui trop laxiste et appelle une plus grande sévérité pour tenir compte de la violence nouvelle de la délinquance juvénile ou que, au contraire, on considère que cette justice doit être mieux dotée en moyens financiers et plus attentive aux situations individuelles et au contexte social, peu importe en l'occurrence. C'est le principe du recours aux ordonnances sur la justice des mineurs qui doit être blâmé.

Selon l'article 38 de la Constitution de 1958, on le sait, le gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement de prendre par ordonnance des mesures qui relèvent normalement du domaine de la loi. Ces ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État et entrent en vigueur dès leur publication. Le Parlement intervient à la fin du processus, dans le cadre d'une loi de ratification qui donne valeur de loi à l'ordonnance ratifiée. Cette méthode sert en général aux réformes techniques, aux cas d'urgence, et le Conseil Constitutionnel a même admis que les ordonnances pouvaient être le moyen de contourner

un ordre du jour parlementaire trop chargé. L'aspect critique des ordonnances, c'est que le gouvernement fait l'économie du travail et du débat parlementaires, pourtant gage d'amélioration des

textes. Le gouvernement n'est même pas obligé, admet le Conseil constitutionnel, de faire connaître au Parlement la teneur des ordonnances qu'il prendra, mais seulement, certes avec précision, leur « finalité ». Les lois d'habilitation doivent avoir un certain degré de précision, rappelle-t-il aussi, mais à lire sa décision du 7 septembre 2017 sur des ordonnances prises en matière sociale, la condition n'est pas bien exigeante pour le gouvernement : une loi d'habilitation doit seulement respecter la Constitution!

On imagine bien que la réforme ne remettra pas en cause de principes constitutionnels. En revanche sont en cause ici des choix politiques et sociaux qui auraient gagné à être débattus au Parlement et devant l'opinion, au lieu d'être tranchés en coulisses. L'histoire législative enseigne que les lois de ratification ont rarement modifié la substance des ordonnances prises par un gouvernement, si on laisse de côté certaines clarifications techniques qui ont pu être apportées.

Surtout, le choix d'une procédure technocratique, dans son esprit, son déroulé et ses résultats, est incompatible avec un domaine aussi sensible et important que la justice des mineurs. On peut employer des ordonnances pour réformer le droit financier, la réglementation de la pêche ou le Code général des impôts, mais la justice des mineurs appelle des grands débats et une attention générale aux solutions proposées.

Certes, il a été écrit par un ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel que ne pas réformer le droit pénal par voie d'ordonnances était une « coutume » (revue *Pouvoirs*, 2005), mais non une règle constitutionnelle. Pourtant, ce choix est d'autant plus critique que la réforme de la justice des mineurs n'a pas de caractère d'urgence et a beaucoup surpris. On imagine que des faits divers récents ont justifié cette mise en branle, comme ce

fut trop fréquent entre 2007 et 2012. Cet empressement, dit-on aussi, s'expliquerait par le souci de ne pas se faire déborder par une proposition de loi de la « droite sécuritaire ».

Malgré la prétendue urgence, le garde des Sceaux se donne six mois pour réformer et a proposé la création d'un « groupe de contact parlementaire » qui aurait pour mission de travailler sur cette ordonnance avec le gouvernement. On ne saurait mieux ridiculiser les procédures parlementaires que d'inventer ces comités paralogaux. Qui les compose ? Comment fonctionneront-ils ? Quelle publicité à leurs travaux ? La meilleure des coopérations serait de respecter les procédures parlementaires normales. C'est enfin se moquer du monde que de dire, comme le fait le garde des Sceaux, que le débat pourra avoir lieu au moment de la loi de ratification.

On se demande pourquoi davantage de députés de LaREM ne signalent pas au gouvernement que cette démarche technocratique est mal venue, surtout en ce moment où il faudrait renforcer les institutions représentatives. C'est l'opposition qui s'est manifestée en ce sens, alors qu'on pouvait s'attendre à plus de principes de la part des élus de la majorité.

Réformer le droit pénal par ordonnance, et même pour des points qui seraient mineurs, admettons-le, c'est aussi et peut-être surtout créer un mauvais précédent, qu'une majorité illibérale pourrait, un jour, utiliser dans des buts qui n'auront plus rien d'honorables. Il serait donc heureux que le Conseil constitutionnel trouve le moyen de donner une réalité juridique à la « coutume » qui, jusqu'à présent, a presque toujours dissuadé de réformer la matière pénale par la voie d'ordonnances, en exigeant par exemple que soit démontrée une urgence manifeste ou en demandant bien davantage de la loi d'habilitation.

* Maître de conférences à Sciences Po Paris.

FIGARO VOX

... ENTRETIEN

« La propagande a pour but de fournir une version simplifiée du monde », par l'historien David Colon, professeur à Sciences Po Paris et auteur de *Propagande - La manipulation de masse dans le monde contemporain* (Belin).

... IMPÔTS

« L'obsession de la gauche française pour la hausse des droits de succession », par Virginie Pradel, fiscaliste.

Les rencontres du FIGARO

RENCONTRE AVEC

MICHEL ONFRAY

le mardi 22 janvier 2019 à 20 heures Salle Gaveau.

Reservations :

01 70 37 31 70 ou www.lefigaro.fr/recontres.



FRANÇOIS DE MAZIÈRES

Le mouvement des « gilets jaunes » encourage l'expression de revendications tous azimuts des administrés à l'échelon municipal, s'inquiète l'« élu local ».



STEPHAN ALAMOWITCH

Le Parlement va autoriser Nicole Belloubet, garde des Sceaux, à réformer la justice des mineurs par ordonnance. Certes, les mesures envisagées sont techniques et secondaires, mais aucune n'est anodine. Et la procédure pénale devrait rester du ressort exclusif du Parlement, plaide l'avocat à la Cour*.

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edeline
Administrateurs
Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Charles Edeline
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuille

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie), Laurence Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Anne Huët-Wullemme (Edition, Photo, Révision),

Arnaud de La Grange (International), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision), Yves Théard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences), Vincent Trémolet de Villers (Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican
Directeur de la diversification éditoriale
Pierre Doncieux

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurèle Dorant
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Escopart, Casablanca Maroc. ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0421 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
samedi de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement : espace.client.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Clt : 429 €. Semaine : 289 €. Week-end : 299 €.
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier France : Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen sous le numéro FIV 37/01. **Eutroplisation** : Ptot 0,009 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
Cahier 2 Économie
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages



NE RIEN
FAIRE POUR
LE POUVOIR
D'ACHAT,
CELA NE NOUS
RESSEMBLERAIT
PAS.

En 2019, E.Leclerc baisse
les prix de 4600 produits
Marque Repère,
hors produits agricoles*.



LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie

RETRAITES

OLIVIER DAMAISIN, DÉPUTÉ
LAREM, VEUT REPORTER
LA RÉFORME D'UN AN **PAGE 24**

BARRY LYNN

L'ESSAYISTE ANTI-GAFA
EST L'INVITÉ
DU « BUZZ MÉDIA » **PAGE 28**



> FOCUS

AUDIENCE CRUCIALE POUR CARLOS GHOSN

En garde à vue depuis le 19 novembre au Japon, Carlos Ghosn fera sa première apparition publique mardi. Il pourra s'exprimer dix minutes, lors d'une audience au tribunal de Tokyo obtenue à la demande de ses avocats, afin d'obliger le procureur à clarifier le motif de sa détention.

Carlos Ghosn - amaigri de dix kilos, selon son fils - pourrait porter sa tenue de prisonnier et sera menotté. La comparution - en présence de médias - ne sera pas filmée, mais des croquis d'audience seront rendus publics. « Elle va être très importante [...] Je pense que tout le monde sera assez surpris en entendant sa version de l'histoire », déclare son fils Anthony Ghosn, au Journal du dimanche. « Mon père ne lâchera rien, déclare le benjamin de la famille, âgé de 24 ans. [...] Tout ce que je peux dire, c'est qu'il a géré des entreprises cotées pendant vingt ans sans éveiller la moindre suspicion. Son bilan est irréprochable. » Parlant de « cauchemar » et « paradoxe », il souligne que la seule condition de sortie de prison de son père est de signer une « confession », « écrite exclusivement en japonais ». Or Carlos Ghosn ne parle pas japonais, souligne son fils. Prolongée fin décembre, la garde à vue du PDG de Renault doit prendre fin le 11 janvier. Rien ne garantit qu'il sera libéré, le parquet pouvant en théorie relancer une garde à vue sur de nouvelles charges.

Dimanche, Bruno Le Maire a rappelé que Carlos Ghosn bénéficiait de la présomption d'innocence, mais il a demandé à Renault des précisions au sujet des rémunérations de cadres dirigeants. « Je ne dispose pas d'éléments qui me permettent de demander le départ de Carlos Ghosn de la présidence du groupe français Renault », a redit le ministre de l'Économie, sur Europe 1. Ce week-end, José Muñoz, fidèle d'entre les fidèles de Carlos Ghosn, a été démis de ses fonctions opérationnelles jusqu'à nouvel ordre, par la direction de Nissan. José Muñoz a longtemps régné sur le marché américain avant de prendre en charge le marché chinois l'an dernier. Explication - lapidaire - de Nissan : « Il se concentrera sur des tâches spécifiques nées à la faveur d'événements récents. » **R.A. ET M.V.**

La cybersécurité, priorité du salon mondial de la tech

PLANCHENAL-ANA / ONLYWORLDNET SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO ETHAN MILLER / AFP



Le CES, grand show annuel de Las Vegas, ouvre ce lundi. De la voiture autonome aux objets connectés, la protection des données est l'enjeu central. **PAGES 22 ET 23**

Taxe d'habitation : le gouvernement prêt à discuter

Malgré les demandes répétées des « gilets jaunes », le gouvernement ne reviendra pas sur la suppression de l'impôt sur la fortune, a insisté dimanche Bruno Le Maire lors de l'émission « Le Grand Rendez-vous Europe 1-CNews-Les Échos ». « La priorité à mes yeux n'est pas de rétablir un ISF qui n'a jamais réglé le problème du chômage ni celui de la pauvreté en France », a souligné le ministre de l'Économie. Mais le gouvernement serait prêt à lâcher du lest sur certaines mesures

encore non appliquées. « Si nous répondons non à chaque demande des Français, que nous ne sommes pas capables d'écouter la demande de justice, nous ne réussissons pas le grand débat », qui doit s'ouvrir dans les prochaines semaines. Ainsi, la suppression de la taxe d'habitation pour les 20 % des ménages les plus riches « pourrait être soumise à discussion », a mis sur la table le ministre de l'Économie. Réduite de 30 % depuis octobre, la taxe d'habitation sera supprimée

d'ici à 2020 pour 80 % des ménages, respectant la promesse électorale d'Emmanuel Macron. Les résidences secondaires continueront à être taxées. Pour les 20 % restants, la suppression de la taxe devrait être effective au plus tard en 2021. Mais en ces temps de « gilets jaunes », un tel geste pourrait être interprété comme un cadeau fiscal pour les plus riches, ce dont le gouvernement se passerait bien. Conserver la taxe d'habitation pour les plus aisés permettrait égale-

ment à Bercy de garder la main sur près de 8 milliards d'euros de recettes fiscales, sans avoir à imaginer des hausses d'impôts et de taxes pour limiter les pertes. Reste à savoir, si l'idée va jusqu'au bout, quelle sera la réaction du Conseil constitutionnel. Dans son avis sur le projet de loi de finances 2018, il avait mentionné qu'il serait attentif « à la façon dont serait traitée la situation des contribuables restant assujettis à la taxe d'habitation ». **C.W.**

le PLUS du FIGARO ECO

BLOC-NOTES

Good luck Emmanuel!

PAGE 26

LIBRES ÉCHANGES

La France compte 30 001 ronds-points et Paris un seul aux Champs-Élysées

PAGE 26

RÉALITÉS AUGMENTÉES

En 2019, la technologie doit retrouver du sens

PAGE 28

L'HISTOIRE

L'Iran va alléger sa monnaie de quatre zéros pour se remuscler face à Trump

Il fallait oser. Sous le coup de lourdes sanctions économiques américaines, la monnaie iranienne, le rial, a considérablement chuté en 2018. A tel point que la banque centrale iranienne a proposé de réduire de quatre zéros la valeur du rial, selon l'agence de presse officielle, Irna. Une solution déjà en cours de concrétisation : le gouverneur de la banque centrale, cité par Irna, explique : « Un projet de loi visant à supprimer quatre zéros de la monnaie nationale a été présenté au gouvernement par la banque centrale et j'espère que cette affaire pourra être réglée le plus rapidement possible. » De telles propositions avaient déjà pointé ces dernières années, depuis 2008 même. Sans suite. Ce n'est que quand le rial a fondu de

plus de 60 %, l'an passé, que l'idée est revenue en force, d'autres tentatives de relance ayant échoué, dont une récente reprise par la banque centrale, au mépris des sanctions américaines. Il fallait 110 000 rials pour un dollar américain sur le marché non officiel dimanche. Donald Trump a imposé de nouvelles sanctions à l'Iran l'année dernière après son retrait de l'accord sur le nucléaire. Washington promet toujours « une pression maximale » sur l'économie iranienne. Objectif : limiter ses programmes nucléaires et de missiles. Ce à quoi se refuse l'Iran, au détriment de son économie.

La faiblesse du rial a perturbé son commerce extérieur, l'inflation a bondi de 40 % en novembre. Une monnaie faible et une inflation galopante qui provoquent des manifestations depuis fin 2017. ■

A.-S. C.
(AVEC REUTERS)



La Maison-Blanche pourrait renoncer au béton de son mur...

Les discussions destinées à mettre fin au shutdown, cette paralysie, depuis deux semaines, d'un quart des administrations fédérales américaines, se poursuivaient dimanche. Et le chef de cabinet de la Maison-Blanche a prévenu qu'il pourrait « durer beaucoup plus longtemps ». En raison d'un profond désaccord entre Maison-Blanche et le Congrès, ce mouvement affecte 800 000 agents depuis le 22 décembre. Ce qui oppose si durement les deux camps, c'est la promesse, chère à Donald Trump, d'un infranchissable mur frontière avec le Mexique. Hypothèse avancée ce dimanche : le président pourrait, sans se renier auprès de son électeur, remplacer le béton du mur par l'acier d'une clôture, a priori moins coûteuse financièrement. Qu'elle soit, in fine, d'acier ou de béton, Donald Trump

demande, en réalité, toujours au Congrès 5,6 milliards de dollars pour poursuivre son édification de la discorde, sous peine de bloquer, une nouvelle fois, le financement des administrations. Il menace encore de « déclarer l'urgence nationale, en fonction de ce qui se produira dans les tout prochains jours », afin de contourner le Congrès. En attendant, le chef des démocrates au Sénat (contrôlé par les républicains) et Nancy Pelosi, nouvelle présidente de la Chambre des représentants (à majorité démocrate) ferrailent. Les démocrates tenteront quand même de faire passer un nouveau projet de loi de finances, la semaine prochaine, pour ouvrir des agences, du Trésor aux services fiscaux. Faute de quoi, les citoyens ne recevraient aucun remboursement d'impôts à temps.

A.-S. C. (AVEC AFP)

22 | L'ÉVÉNEMENT

Objets connectés, voiture autonome, domo la sécurité des utilisateurs au cœur des pri

Las Vegas accueille cette semaine le CES, le salon de l'électronique grand public. L'utilisation des données reste

ELSA BEMBARON @elsabembaron
LAS VEGAS

ÉLECTRONIQUE Toujours plus grand. Chaque année, le rendez-vous de la tech s'étend un peu plus dans Las Vegas. Le CES, Consumer Electronics Show, qui se tient cette semaine, grandit avec son marché. Aujourd'hui, tout est tech : les maisons sont intelligentes, les voitures autonomes, les objets connectés, la santé numérique... Les entreprises de tous les secteurs font le déplacement, pour exposer leurs nouveautés ou découvrir celles des concurrents.

Un point commun relie tous ces univers : la sécurité. Elle s'est imposée avec la connectivité des objets du quotidien à Internet.

Après une première vague de produits à la sécurité imparfaite, les fabricants, poussés par les utilisateurs, ont fait de la protection des données et de la vie privée un thème central. Qui voudrait installer des caméras de surveillance à son domicile et craindre à tout instant qu'elles soient utilisées par des yeux indiscrets ? Les peurs sont encore plus grandes quand il s'agit d'équipements liés à la personne, à sa santé ou à ses déplacements. Dans la

maison, les assistants vocaux, popularisés avec Alexa d'Amazon et OK Google, écoutent tout pour répondre aux questions qu'on leur pose. Ces assistants se logent dans des enceintes dédiées, mais cette année ils élargissent leur champ.

Les fabricants d'électronique ou d'électroménager ont annoncé intégrer ces technologies vocales dans des téléviseurs, des réfrigérateurs, des micro-ondes, des automobiles... Or, la voiture autonome et connectée se doit d'offrir un niveau de sécurité quasiment parfait, à l'abri des tentatives de hacking.

La gestion des villes et des appro-

visionnements en énergie est tout aussi critique. Dans un monde où lampadaires et feux de croisement seront connectés, la protection des données et des réseaux est essentielle.

Protection européenne

La Green Tech, qui se taille une belle place pour cette édition 2019 du CES, est elle aussi friande de données. Son objectif est d'optimiser la consommation d'énergie, mais aussi d'être capable d'identifier les sources de production, avec pour objectif de promouvoir les énergies renouvelables.

La protection de ces informations cruciales est indispensable pour garantir l'acceptation par le grand public de ces nouvelles technologies. Toutefois, la sensibilité de chacun face à ce sujet varie considérablement d'un pays à l'autre. En Chine, la reconnaissance faciale est déjà de mise : pour payer à la caisse, prendre des transports en commun ou entrer dans une usine ou une université.

De même, l'utilisation des données personnelles n'est pas identique selon les géographies. L'Europe a marqué des points dans ce domaine avec la mise en place du règle-

**TÉLÉ-
VISEURS**

La résolution des téléviseurs présentés au CES est désormais de 8K, voire 10K, afin d'obtenir les images les plus nettes et immersives possible

MOBILITÉ

La voiture autonome est une fois de plus l'une des innovations reines du CES. Les constructeurs présenteront leurs nouveaux modèles sans chauffeur

ROBOTS

Après avoir aspiré nos sols, les robots vont devenir des compagnons du quotidien pour les personnes âgées, mais aussi rendre service dans les lieux publics

PHOTO MONTAGE / LE FIGARO, TOYOTA, NETATMO, NEW HEALTH COMMUNITY, AREMENKO/AREMENKO - STOCK.ADOBE.COM, LG

Les grandes tendances de l'année se jouent au CES

420 entreprises

Cette édition du salon de Las Vegas voit l'avènement de technologies pressenties depuis plusieurs années et qui arrivent à maturité. Les assistants vocaux s'intègrent à tout, la maison se fait plus connectée, la qualité des écrans monte encore d'un cran et les voitures roulent toutes seules.

Les téléviseurs montent le son

Vedettes indétrônables du CES, les téléviseurs jouent des mécaniques pour conserver leur statut. Les grandes marques ont relevé le défi de la qualité de l'image avec des définitions frôlant la perfection. La 8K s'affirme, offrant une résolution deux fois supérieure à la 4K. La 10K pointe même son nez ! Les contrastes et la qualité des lumières sont toujours plus grands. Pour un novice, difficile de faire la différence entre la qualité des images : elles sont toutes excellentes. Seule ombre au tableau : le son. Dans un écran ultrafin, difficile de loger des haut-parleurs. Les leaders du secteur se sont attelés à la tâche et, à force d'innovation, ils parviennent à loger des enceintes dans des espaces minuscules, ce qui permet de se passer de barres de son.

La mobilité passe à l'autonomie

Autre star de Las Vegas, les voitures autonomes. Depuis plusieurs années, la grand-messe de la tech

s'est imposée dans les calendriers des constructeurs automobiles et de leurs équipementiers. C'est ici que sont dévoilés les modèles les plus futuristes. L'occasion pour chacun de faire des démonstrations de véhicules autonomes et de leurs applications commerciales : tout s'enchaîne, de la livraison de pizza par une voiture sans chauffeur à la mise en place d'un nouveau modèle économique pour les constructeurs. Ces derniers se voient de plus en plus en prestataires de services et non plus en vendeurs de biens matériels. Ils lorgnent la mobilité sous toutes ses formes, de la trottinette à la fourgonnette.

La maison connectée du sol au plafond

C'est la catégorie qui regroupe le plus grand nombre d'exposants, 1076, sur 4400. Après quelques années de tâtonnement, la smart home a franchi une nouvelle étape. Promoteurs immobiliers, spécialistes de la rénovation, grandes surfaces de bricolage... tous les professionnels du secteur se sont emparés du sujet. Ils y voient l'occasion de générer de la valeur ajoutée. Pour les consommateurs, la maison connectée est la promesse d'un confort amélioré, d'usages simplifiés et d'économies d'énergie. Chauffage, sonnette, électroménager... plus rien n'échappe à la connexion. La production d'énergie renouvelable à la maison passe

du stade expérimental à l'échelle industrielle, ouvrant de grands espoirs face au défi climatique. Dans le même temps, les villes se mettent, elles aussi, à l'heure de l'Internet des objets pour gérer le trafic, l'éclairage, le ramassage des ordures...

La voix à toutes les sauces

De la start-up aux géants du secteur, la commande vocale est sur toutes les lèvres. Elle a fait son entrée dans les foyers via les assistants vocaux et se diffuse dans tous les appareils électroménagers et électroniques. La voix s'est imposée comme interface naturelle en un temps record. Le défi du secteur est désormais de rendre compatibles entre elles les différentes technologies existantes sur le marché, pour que les consommateurs puissent passer sans difficulté d'un micro-ondes équipé d'Alexa d'Amazon à un téléviseur compatible Google Home. Samsung planche sur le sujet.

La robotique au plus près des personnes

On aime se faire peur avec les robots. Pour les rendre moins effrayants, mais aussi parce que tenir sur deux jambes n'est pas à la portée de n'importe quel androïde, les fabricants préfèrent massivement les roulettes aux gambettes. Les robots domestiques, dont les aspirateurs sont les principaux représen-

tants, se développent pour se transformer en compagnon, en aide au maintien à domicile des patients et des personnes âgées. Les robots font le lien entre les personnes, par exemple pour aider un enfant hospitalisé à suivre les cours à distance en le remplaçant à l'école. Le secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi, devrait arpenter virtuellement les allées du CES grâce à un avatar embarqué dans une des machines du français Awabot. Le coréen LG décline son robot Cloi, sorte de grand tonneau à roulettes doté d'un écran, à volonté : il sert de guide dans les aéroports, fait le ménage, porte les colis... L'ETI française Sterela dévoile elle aussi un robot destiné aux livraisons.

Moins d'exposants chinois

« Cette année il y a 25 % d'entreprises chinoises en moins », note Dimitri Carbone, PDG de Livosphere. C'est la conséquence directe de la politique commerciale de Donald Trump. Les groupes chinois ont renoncé à traverser le Pacifique, d'autant que, avec le durcissement des conditions d'importation de certains produits, les démonstrations risquaient d'être réalisées sans appareils... À tel point que Gary Shapiro, l'organisateur du CES, a pris la plume pour s'inquiéter des conséquences de la politique de Trump sur l'innovation. ■ E.B.

Cette année, il y a 25 % d'entreprises chinoises en moins

DIMITRI CARBONELLE, PDG DE LIVOSPHERE

« Chasser en meute. » L'expression chère à Fleur Pellerin quand elle était secrétaire d'État du Numérique a fait école. En 2019, jamais les Français n'auront été aussi nombreux à faire le déplacement au CES de Las Vegas. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, plus de 420 entreprises tricolores sont présentes sur le salon, selon le décompte d'Olivier Ezratty, consultant et auteur du « rapport du CES ». Parmi elles, près de 380 start-up, un chiffre qui reste considérable et qui fait de la France la nation la plus représentée à l'Eurêka Park. Mais il faut savoir raison garder, il ne s'agit que de l'espace réservé aux jeunes entreprises et qui représente à peine un quart de ce tentaculaire événement !

Peu de politiques

Les grands groupes font eux aussi le déplacement. Certains sont des habitués et accompagnent des start-up qu'ils aident à grandir : La Poste, Legrand, Engie, Valeo, Faurecia.

11 régions

seront présentes à Las Vegas sur les 13 régions métropolitaines françaises

tique... orités

un enjeu central.

ment général sur la protection des données personnelles (RGPD). Outre la protection offerte, ce règlement a remis dans la course les entreprises européennes en leur offrant un avantage face aux concurrentes américaines et chinoises. Les Français se posent en champion du respect de la vie privée et de la protection des données. Une étude réalisée par Dassault Systèmes* démontre que les Français ne sont pas prêts à partager leurs données, même pour améliorer ces systèmes. Contrairement aux Chinois. ■

* Le Groupe Dassault est propriétaire du « Figaro ».



LES CONCEPTS INCONTOURNABLES DE 2019

■ INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Elle se glisse partout, pour tous les usages. L'intelligence artificielle, ou plutôt les intelligences artificielles, est le fil rouge de cette édition du CES. Pour les uns, elle est synonyme de machines auto-apprenantes, qui s'améliorent au gré de leur utilisation. Pour d'autres, elle facilite l'accessibilité des technologies aux consommateurs. Mais tous les fabricants sont au moins d'accord sur un point : elle est indispensable ! Même si sa véritable utilité est parfois contestable.

■ BLOCKCHAIN

Dans sa forme la plus connue du grand public, la blockchain est utilisée pour les monnaies virtuelles (cryptomonnaie). Cette technologie se décline en réalité dans tous les domaines, avec des utilisations très variées. Les fournisseurs d'électricité envisagent de l'employer pour certifier que leur énergie est renouvelable, les opérateurs télécoms, pour leur système de facturation, les logisticiens pour gérer les stocks... En résumé, la blockchain vient subrepticement se glisser partout et chacun l'utilisera bientôt, sans le savoir.

■ LA 5G

La prochaine génération de téléphonie mobile n'est pas encore une réalité, mais elle est déjà de tous les projets liés à la connectivité. L'automobile est un des secteurs les plus concernés, partant allègrement sur son avènement pour garantir l'autonomie des véhicules du futur. Les industriels l'attendent aussi pour connecter leurs robots et redessiner leurs usines. Plus largement, toutes les entreprises qui planchent sur des objets connectés ont la 5G en ligne de mire. Mais pour les consommateurs français, patience et longueur de temps. Rien ne devrait arriver concrètement avant 2020.

ÉCONOMIE

Les Français redoutent l'avance chinoise

Notre relation avec la Chine est mêlée de fascination et d'inquiétude.

FABRICE NODÉ-LANGLOIS
@FnodeLanglois

MONDIALISATION L'enquête a été menée avant deux exploits technologiques chinois médiatisés la semaine dernière : l'alunissage réussi de la sonde Chang'e-4 et la diffusion d'un spectaculaire photo aérienne de Shanghai d'une résolution record. Et pourtant, 47 % des Français interrogés estimaient déjà que la Chine était en avance sur l'Hexagone, dans le numérique et la technologie. Seuls 19 % pensaient le contraire, selon un sondage Kantar Public conduit pour l'Institut Montaigne sur l'image de l'empire du Milieu en France.

Les sondés sont plus nombreux (43 %) à percevoir la Chine comme une menace économique que comme une opportunité (27 %). Dans la même veine, 50 % des Français interrogés estiment négatifs les investissements chinois en France, alors que 33 % perçoivent les achats de terrains, de bâtiments ou d'entreprises dans l'Hexagone comme positifs. Sur ce chapitre,

cette vision négative n'est guère surprenante tant les médias eux-mêmes ont tendance à rapporter les acquisitions chinoises sur notre territoire comme autant de menaces. Le gouvernement français n'est pas en reste, où, en privé, on s'inquiète de « l'impérialisme chinois ». Bercy vient de renforcer par un décret en début d'année la protection des secteurs stratégiques contre les investisseurs étrangers, en y ajoutant l'intelligence artificielle et la cybersécurité.

« Annonces tonitruantes »

Dans une analyse qui accompagne l'enquête de l'Institut Montaigne, Philippe Le Corre, chercheur à la Harvard Kennedy School, spécialiste de la Chine, estime que les Français « semblent faire la part des choses », « entre les annonces tonitruantes d'ouvertures de centres de recherche, tels que le projet de l'équipementier ZTE au Futuroscope de Poitiers, qui ne s'est jamais concrétisé, et de parcs industriels (Châteauroux, Lorraine), jusqu'ici non suivies d'effets ».

Le sondage, réalisé auprès de

1013 personnes représentatives de la population française, interrogées en septembre pour cette étude publiée cette semaine, révèle une relation des Français avec l'empire du Milieu « faite à la fois de fascination et d'inquiétude », résume Philippe Le Corre.

Ainsi, 78 % des sondés jugent positif le développement du tourisme chinois en France. Philippe Le Corre note au passage que cette satisfaction est plus importante encore parmi les Franciliens interrogés (83,7 %), dont la région a accueilli 1,1 million de touristes chinois en 2017. Alors que dans le Sud-Ouest, les avis positifs représentent « seulement » 66,3 %. Le spécialiste s'interroge sur le lien entre ce moindre enthousiasme avec l'achat de « plusieurs centaines de vignobles » dans la région.

Une réponse reflète bien l'ambivalence de l'image de la Chine en France. Pour 31 % des sondés, la Chine est un adversaire. C'est moins que la Russie (44 %) mais, moins doute par un effet Trump, moins aussi que les États-Unis (35 %) ! ■

EN COMPLÉMENT

Où la Chine investit-elle à l'étranger ? Retrouvez l'analyse par secteurs et par pays des principaux investissements chinois sur [lefigaro.fr/rubrique Fig Data](http://lefigaro.fr/rubrique/fig-data).

FIGDATA



françaises

Pour leur part, Total, Dassault Systèmes et Air France sont partenaires de la région Ile-de-France, emmenant une trentaine de jeunes pousses. Les régions ont aussi répondu à l'appel du CES, onze d'entre elles sur treize y sont présentes, dont neuf regroupées sous la bannière de la French Tech, à la demande de Business France. Celle-ci bénéficie du soutien d'Orange, ST-Microelectronics ou encore BNP Paribas et Bolloré Logistics. Preuve de la transversalité des sujets abordés, les fédérations professionnelles sont aussi plus nombreuses à y emmener leurs membres : le bâtiment (FFB), l'aéronautique, la COMME (confédération des PME) ou le Cigref pour les grandes entreprises...

En revanche, les politiques seront les grands absents de cette édition, après avoir monopolisé l'attention lors des cinq précédentes. Crise des « gilets jaunes » oblige, l'heure n'est pas au déplacement à Las Vegas. Le ministre de l'Économie, le secrétaire d'État au Numérique, la présidente de région Ile-de-France, celui de la région Aquitaine et beaucoup d'autres ont renoncé à y aller. Pas de quoi perturber Christophe Béchu, le maire d'Angers et président d'Angers Loire Métropole. Après avoir lancé un appel d'offres autour du territoire intelligent, il vient faire de la veille technologique, avec pour ambition de faire d'Angers « la vitrine de la ville intelligente ». ■

E. B.

Olivier Damaisin (LaREM): «Macron doit reporter d'un an la réforme des retraites»

La concertation prévue ce lundi est retardée au 21 janvier. Le député de la majorité veut aller plus loin. Interview.

MARC LANDRÉ @marclandre

SOCIAL Effet collatéral de la crise des «gilets jaunes», la concertation sur la réforme des retraites, suspendue par le gouvernement depuis le début du mois de décembre, ne reprendra pas, comme c'était prévu, ce lundi. Le haut-commissariat chargé de sa mise en œuvre et piloté par l'ex-médiateur de la République Jean-Paul Delevoye l'a annoncé samedi matin, confirmant une information du quotidien *L'Opinion*. Les discussions reprendront le 21 janvier, soit avec deux nouvelles semaines supplémentaires de décalage (en plus de deux intervenues début décembre) sur le calendrier annoncé. La raison ? La priorité laissée au lancement, dans les jours qui viennent, du grand débat national voulu par Emmanuel Macron pour redonner la parole aux Français en cette période socialement tourmentée. Et éviter ainsi tout parasitage inutile et malvenu dans la discussion.

L'objectif visé n'est nullement, à en croire l'exécutif, de reporter la présentation, prévue au printemps ou début de l'été, du projet de loi visant à «changer en profondeur le système de retraite pour le rendre plus juste», comme l'a rappelé le chef de l'État le 31 décembre. Et encore moins le vote du texte, qui doit intervenir, après avoir été annoncé avant l'été, dorénavant «courant 2019», selon le président de la République. Le calendrier reste inchangé et c'est la poursuite de la concertation préalable, qui a débuté en mai 2018 et devait reprendre ce lundi, qui est juste décalée.

Reste que, compte tenu du contexte actuel, rien ne dit que le calme reviendra suffisamment dans le pays pour permettre une reprise sereine, avec les partenaires sociaux, du débat. Avenir des réserves de certaines caisses de retraite, type de gouvernement, modalités précises de départ, niveau des taux de cotisation, convergence des régimes spéciaux... les questions à trancher lors de cette nouvelle phase de concertation sont explosives et nécessiteront énormément de pédagogie pour en faire partager les réponses sur le terrain.

C'est pourquoi un premier député LaREM, Olivier Damaisin, réclame maintenant le report officiel de la réforme à 2020. L'élu de Lot-et-Garonne s'explique dans nos colonnes.

«Après la révolte des "gilets jaunes", je ne me vois pas aller parler des retraites sur le terrain», explique Olivier Damaisin (ici à l'Assemblée nationale). VINCENT ISORE/IF3



LE FIGARO. - Vous demandez depuis la fin décembre que le gouvernement sursoie à l'actuelle concertation sur la réforme des retraites et reporte d'un an la loi prévue pour 2019. Pourquoi ?

Olivier DAMAISIN. - Après la révolte des «gilets jaunes», je ne me vois pas aller parler des retraites sur le terrain. Ce n'est pas la priorité du moment. Il faut d'abord réussir le grand débat citoyen voulu par le président de la République, qui va s'engager mi-janvier et nous occuper jusqu'à fin mars. Je reste convaincu à 200 % de la nécessité de faire la réforme des retraites, il me paraît simplement judicieux de reporter la loi à 2020 au lieu de 2019. Cela nous laissera plus de temps pour expliquer, or il y a un gros besoin de pédagogie. En tant que rapporteur des pensions et des régimes

Reporter la loi nous laissera plus de temps pour expliquer, or il y a un gros besoin de pédagogie

OLIVIER DAMAISIN

spéciaux au sein de la commission des finances de l'Assemblée, j'ai auditionné les syndicats, notamment de la SNCF et de la RATP. Ils ne sont pas du tout prêts à accepter un départ en retraite à 62 ans alors que les agents partent en moyenne à 53 ans.

Vous aviez été sélectionné à la rentrée pour intégrer le groupe des «ambassadeurs des retraites» constitué par 38 parlementaires de la majorité, dont la mission était de porter politiquement la réforme sur le terrain. Vous venez de démissionner de cette fonction. Pourquoi ? Je ne peux pas tout faire ! Je viens d'être nommé référent de la région Aquitaine pour le grand dé-

bat : on ne peut pas courir plusieurs lièvres à la fois. Ce n'est pas du tout par défiance vis-à-vis de la réforme des retraites, qui est absolument nécessaire, je le répète, et que je soutiens. Je ne suis pas frondeur, je ne cherche pas à polémiquer, mais nous avons quand même une liberté de parole. Élu d'un territoire rural, j'avais senti le mécontentement monter sur les 80 km/h et la taxe gazole, et j'avais alerté le gouvernement dès octobre. Cette fois encore, je dis attention de ne pas mettre la charrue avant les bœufs. J'ai fait une proposition, d'autres députés pensent comme moi, mais personne ne l'a reprise. Le gouvernement reste calé sur un texte fin juin, avant la fermeture de la session de printemps.

Quels points de la réforme en cours risquent, selon vous, d'être les plus délicats ?

J'ai beaucoup entendu sur les ronds-points les «gilets jaunes» dire que la réversion allait être supprimée. J'ai beau leur affirmer que c'est faux, on voit que c'est un sujet très sensible. L'âge de départ va être aussi un autre sujet de tensions. De même que les régimes spéciaux. La faiblesse des retraites agricoles est aussi un sujet. Les agriculteurs ont peut-être cotisé peu, mais ils ont travaillé beaucoup, et ils ne comprennent pas pourquoi certains partent avec seulement 600 euros. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-CÉCILE RENAULT

Les voitures neuves ont émis plus de CO₂ en 2018 qu'en 2017

Le dispositif bonus-malus a fait chuter les ventes de modèles diesels, mais n'encourage pas les hybrides.

EMMANUEL EGOFF @eegloff

AUTOMOBILE Alors que tous les acteurs de l'automobile ne parlent que véhicules électriques, fin du diesel et contraintes environnementales accrues, la réalité est bien différente. En 2018, les émissions de CO₂ des voitures neuves vendues en France ont augmenté de 1 %, à près de 112 grammes de CO₂ par kilomètre parcouru. C'est forcément une contre-performance puisque l'un des objectifs du gouvernement est de réduire le CO₂, principal contributeur au réchauffement climatique. Depuis 2008, un dispositif spécifique de malus-bonus a été mis en place afin d'orienter les automobilistes vers les véhicules les plus économes en CO₂. Force est de constater l'échec de ce dispositif aujourd'hui.

La philosophie : faire payer un malus aux acheteurs des véhicules émettant le plus de CO₂ et, en

contrepartie, accorder un bonus pour les moins émetteurs. Sauf que le dispositif a considérablement évolué. Le seuil de déclenchement du malus a été abaissé de 161 grammes de CO₂ par kilomètre parcouru à 117 grammes à partir de cette année. De même, le malus maximal est passé de 3600 euros en 2008 à 10500 euros aujourd'hui. C'est considérable. Et, sur ce plan, une réussite : les ventes des véhicules les plus gourmands en CO₂ ont nettement reculé. En 2009, 26,8 % des voitures vendues étaient soumises à un malus. En 2017, elles n'étaient plus que 17,2 %. Alors que le seuil de déclenchement du malus a été abaissé.

La contre-performance de l'année 2018 en matière de CO₂ s'explique par la montée en puissance des SUV, plus lourds que les berlines donc plus émetteurs de CO₂, et surtout le reflux du diesel. Techniquement, un moteur diesel émet moins de CO₂ que son équivalent

essence. Or, les dernières années ont été marquées par la baisse de la part des ventes de diesel en Europe. Le «dieselgate» a accéléré le mouvement. Et les déclarations de certaines municipalités, Paris mais également des villes allemandes comme Hambourg ou Stuttgart, visant à le bannir de leurs rues, ont quasiment fini de l'achever. L'an dernier, les voitures neuves vendues en France n'étaient que 39 % à être équipées de moteur diesel, contre 47 % en 2016 et 72 % en 2012 !

Les véhicules électriques pèsent 1,18 % du marché

Cet élément était connu, même si cette baisse est plus rapide qu'anticipée. Pour les compenser, il aurait fallu que les acheteurs s'orientent franchement vers les motorisations les moins émettrices de CO₂ : électrique, hybrides, hybrides rechargeables mais également voitures les plus légères. Le bonus aurait dû être là pour ça. Il cible aujourd'hui exclusivement les véhicules électriques. En théorie avec succès, puisque, en 2018, les immatriculations de voitures électriques neuves ont progressé de 25 %. En réalité, ce succès est très relatif. Les 31000 véhicules électriques commercialisés ne représentent que 1,18 % du marché. Cela reste une très petite niche. Ces voitures - qui n'émettent aucun CO₂ à l'usage - n'ont pas suffi à empêcher une hausse des émissions moyenne de CO₂.

Cette focalisation sur les seules voitures électriques est une évolution récente. Entre les années 2009 et 2012, il était possible de toucher une - petite - prime de

100 euros pour les véhicules émettant moins de 105 grammes de CO₂. Et de 400 euros pour ceux émettant moins de 90 grammes de CO₂.

Ce système a été un succès, les véhicules neufs bénéficiant de ce bonus étant passé de 1,7 % des ventes en 2009 à 11,6 % en 2012. Mais ces aides ont peu à peu disparu. Conséquence : plus d'incitation à s'orienter vers des véhicules légers ou utilisant différentes techniques d'hybridation (c'est-à-dire amener de plus en plus d'assistance électrique à un moteur qui reste thermique). La stratégie actuelle du tout-électrique apparaît clairement trop tranchée. Mais la prime à l'hybride présentait un handicap majeur : les constructeurs français ne proposent aujourd'hui aucun véhicule de ce type. Et la plupart des constructeurs européens non plus, puisque le champion du véhicule hybride, c'est le japonais Toyota. ■

Un dispositif complexe

L'aberration n'est pas terminée. En 2019, un particulier pourra encore toucher une prime à la conversion (en achetant une voiture neuve ou une occasion récente et en remisant son vieux véhicule) tout en acquittant un malus. Une situation forcément difficile à comprendre. La zone de chevauchement a toutefois été réduite cette année : le malus 2019 commence à 117 grammes de CO₂. Or, en achetant une voiture diesel ou essence émettant moins de 122 grammes, il est possible de toucher une prime de 1000 € (montant doublé pour les ménages non imposables). Ceux qui achètent un véhicule électrique ou hybride rechargeable percevront une prime de 2500 € sans aucun malus, ces modèles émettant pas ou peu de CO₂. E. E.

QSP CESSION - FUSION - ACQUISITION - PARTENARIAT
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

RECHERCHE CANDIDATS REPRENEURS

Entreprise en redressement judiciaire

Code NAF : Traitement et élimination des déchets dangereux

Département : 45

Salariés à l'effectif : 55

CA au (dernier exercice comptable) : 7 717 928 €

Date limite de dépôt des offres : 21/01/2019 à 18 heures à l'étude

Un dossier complet sera adressé sur demande écrite à :

SELARL « Vincent MEQUINION Administrateur Judiciaire »

6 rue d'Enghien - 33000 BORDEAUX

Tél. : 05 56 56 91 93 - Fax : 05 56 56 91 92

Mail : stt@etude-mequinion.fr et stb@etude-mequinion.fr

QSP CESSION - FUSION - ACQUISITION - PARTENARIAT
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

RECHERCHE CANDIDATS REPRENEURS

Entreprise en redressement judiciaire

Code NAF : fabrication de fours et brûleurs

Département : 40

Salariés à l'effectif : 22

CA au (dernier exercice comptable) : 1 095 659 €

Date limite de dépôt des offres : lundi 21 janvier 2019 à 18 heures à l'étude

Un dossier complet sera adressé sur demande écrite à :

SELARL « Vincent MEQUINION Administrateur Judiciaire »

6 rue d'Enghien - 33000 BORDEAUX

Tél. : 05 56 56 91 93 - Fax : 05 56 56 91 92

Mail : stt@etude-mequinion.fr et stb@etude-mequinion.fr

ENTREPRISES

Le nouveau marché aux poissons de Tokyo démarre sur une enchère record

Un thon a été vendu près de 3 millions d'euros. Les nostalgiques regrettent la halle mythique de Tsukiji.



Des acheteurs testent la qualité des thons, samedi, lors de la vente aux enchères de poissons, à Tokyo.

Le meilleur thon doit être pêché depuis une ou deux semaines pour atteindre sa meilleure saveur. Seuls les mauvais restaurants servent du thon au pied du bateau

ERNEST SINGER, FONDATEUR DE RESTAURANTS JAPONAIS

REPORTAGE

RÉGIS ARNAUD @regisarnaud
TOKYO

JAPON Comme chaque année, Kiyoshi Kimura a fait le show, vendredi. Cet entrepreneur, fondateur de la chaîne de sushis Sushizumai, n'a pas lésiné pour remporter le thon le plus coûteux de la première vente aux enchères du nouveau marché aux poissons de Tokyo : 333 millions de yens (2,7 millions d'euros) pour une bête de 278 kg fraîchement pêchée au large d'Aomori (nord du Japon). « C'est un at-trape-nigaud. Le meilleur thon doit être pêché depuis une ou deux semaines pour atteindre sa meilleure saveur. Seuls les mauvais restaurants servent du thon au pied du bateau », avertit Ernest Singer, fondateur de plusieurs restaurants japonais.

Mais cet achat offre à Kiyoshi Kimura, à peu de frais, un coup de

pub planétaire à un moment clé de l'histoire de son industrie, qui coïncide avec le déménagement du marché aux poissons de Tokyo.

La demande mondiale de poissons explose : +19 % d'ici à 2026 selon l'OCDE. Ce, alors que les stocks de poissons sont, pour certaines espèces, terriblement bas : ainsi ne reste-t-il que 2,6 % des stocks historiques de thon de l'océan Pacifique, selon le WWF.

Dans cette géopolitique maritime, le Japon, deuxième importateur de produits de la mer, occupe toujours une place de choix. Mais celle-ci rétrécit. Non seulement sa population diminue, mais sa diététique s'occidentalise, favorisant les viandes. Signe de la maturité : le mytique Tsukiji, plus grand marché de poissons au monde, a déménagé en octobre dans un gigantesque entrepôt sans âme à Toyosu. Pour certains, le déménagement à Toyosu a été salutaire : « J'ai 30 ans

et ce marché, salubre, neuf, permettra à notre génération de poissonniers d'écrire son histoire », se félicite Miyakami-san, dont la famille gère depuis trente ans le magasin de thons Yamani.

Une valeur patrimoniale inestimable

« Les grandes chaînes de supermarchés montent leurs propres réseaux d'approvisionnement. La consommation de poisson baisse, et la proportion de poissons qui transite par de grandes plateformes comme Tsukiji se réduit aussi », reconnaît Ted Bestor, professeur d'anthropologie à Harvard et auteur de l'ouvrage de référence sur Tsukiji.

D'autres déclinent à Toyosu le signe du déclin de cette meque gastronomique du poisson qu'est le Japon. Tsukiji était une merveille d'efficacité humaine, dans laquelle une chaîne d'intermédiaires passionnés, du poissonnier au restaurateur, savait repérer la meilleure marchandise au meilleur prix. Cette ruche avait la valeur patrimoniale, incalculable mais touristique des autres grands marchés comme La Boqueria à Barcelone ou Chatuchak à Bangkok.

Ce mode de travail et de vie a été perdu à Toyosu, sorte de sanatorium pour poissons, aussi impersonnel qu'un entrepôt de grande surface, aussi difficile d'accès que Tsukiji était ouvert aux quatre vents. À Toyosu, l'impétrant touriste ne verra du marché que des panneaux traduits en mauvais anglais et une poignée de restaurants médiocres. Le journaliste est honni.

« Vous pouvez venir en touriste, mais pas de reportage ! », intime sans ambages (ni efficacité) un Cerbère du marché. « Tsukiji fonctionnait bien car tout le monde s'y connaissait, ce qui permettait une grande flexibilité dans l'usage de l'infrastructure. Les planificateurs

en ont fait un monde froid, qui se veut rationnel mais moins rationnel que Tsukiji, se désolent Takashi Moriyama, un professeur d'architecture qui mena le combat contre le déménagement. La surface totale du marché est plus grande mais l'espace consacré au stockage et à la vente est plus petit », regrette l'architecte.

La proximité du marché de Tsukiji, au beau milieu de la ville, en bordure du quartier de luxe de Ginza, permettait aux petits restaurants de s'approvisionner quotidiennement en ces produits frais qui firent la réputation mondiale du Japon. « Les petits restaurants, aux menus succulents à 900 yens (7 euros), formaient la base d'une pyramide au sommet de laquelle trônaient quelques très grands restaurants. S'approvisionner à Tsukiji prenait une heure. Aujourd'hui, ils n'ont plus le temps. Alors, ils ferment », se lamente Takashi Moriyama. ■

Le chimiste Novacap se repositionne dans le médicament

L'entreprise lyonnaise, rebaptisée Seqens, s'est transformée sous l'impulsion de son actionnaire Eurazeo.

1 milliard d'euros
Chiffre d'affaires de Novacap, leader de la fabrication d'aspirine

KEREN LENTSCHNER @kclentschner

PHARMACIE Novacap s'apprête à écrire une nouvelle page de son histoire. L'entreprise lyonnaise, leader mondial de la fabrication d'aspirine, change de nom et s'appelle désormais Seqens. Un moyen pour cette société, contrôlée depuis trois ans par Eurazeo, aux côtés d'Ardian et de Mérieux Développement, de gagner en visibilité au niveau mondial après avoir beaucoup grossi par acqui-

sitions. Seqens, qui a doublé de taille en dix ans, réalise aujourd'hui environ un milliard d'euros de chiffre d'affaires. « Nous rassemblons aujourd'hui sous la même bannière une quinzaine de sociétés sur trois continents, toutes avec des marques reconnues », explique Pierre Lizeux, président de Seqens, qui officialisera ce lundi son changement de nom lors de la conférence annuelle de l'industrie pharmaceutique organisée par la banque JP Morgan à San Francisco.

Sous l'impulsion d'Eurazeo, le profil de l'ex-Novacap, né dans la chimie en 2003, a profondément changé. La moitié de ses revenus provient désormais de la sous-traitance pour l'industrie pharmaceutique (contre un tiers il y a trois ans), et l'autre moitié d'ingrédients à destination des secteurs cosmétique, alimentaire ou électronique (polymères, solvants...). Seqens est aujourd'hui le fournisseur de grands laboratoires internationaux comme Sanofi, Pfizer ou Johnson & Johnson mais

aussi de start-up. Seqens a ainsi en portefeuille une soixantaine de principes actifs qui entrent dans la fabrication de plusieurs centaines de médicaments.

Tendance porteuse

Cette évolution stratégique s'explique par la tendance porteuse du marché de la sous-traitance pharmaceutique. Et pour cause. « Les "Big Pharma" redéveloppent une part importante de la production en Europe et aux États-Unis », explique Marc Frappier, directeur

d'Eurazeo Capital qui a investi plus de 300 millions d'euros dans l'entreprise. « En parallèle, on assiste à un désinvestissement dans les métiers du développement et de la production en raison de la pression sur les prix venant des payeurs. » Ces mouvements ont profité aux sous-traitants de l'industrie pharmaceutique. Seqens est aujourd'hui le seul français à faire partie du top 10 dominé par les américains Patheon (Thermo Fisher) et AMRI, le suisse Lonza, le suédois Recipharm ou le chinois Wuxi Aptec. ■



Pierre-André de Chalendar

TOP MANAGEMENT

PAR Carole Bellemare avec Amaury Bucco

www.decideurs.lefigaro.fr



Benoît Bazin



Laurent Guillot



Patrick Dupin



Guillaume Texier



Thomas Kinisky



Javier Gimeno



Claire Pedini



Sreedhar N



Antoine Vignial

LES DÉCIDEURS DU GROUPE SAINT-GOBAIN

DATES CLES

1989
Essec et ENA. Il quitte l'industrie pour Saint-Gobain

2005
DG délégué et, en 2006, administrateur

2007
Directeur général de la compagnie

2010
Succède à Jean-Louis Beffa comme PDG

2017
Coprésident de la Fabrique de l'industrie

Voilà trente ans, dont huit comme PDG, que Pierre-André de Chalendar voue sa vie à Saint-Gobain. Fin connaisseur du groupe et du marché des matériaux de construction, ce patron à la main verte, au propre comme au figuré, s'est toujours attaché à adapter ce mastodonte de 41 milliards de chiffre d'affaires et de 179 000 collaborateurs à la conjoncture et aux évolutions du monde. Sur fond de cours de Bourse à la peine, l'Essec de 60 ans, ancien inspecteur des finances, a voulu donner un signal fort aux marchés en annonçant fin novembre un plan ambitieux Transform & Grow, visant à rendre le groupe de près de quatre siècles « plus agile, plus rentable, plus mondial ». Une petite révolution aux yeux de bon nombre d'observateurs.

Un certain nombre de cessions d'activités moins performantes, représentant 3 milliards de chiffre d'affaires, vont être réalisées et une nouvelle organisation par zones géo-

graphiques, et non plus par produits, adoptée. De quoi permettre de réaliser un certain nombre de synergies. Nouvelle donne aussi sur le plan humain, avec la désignation d'un numéro deux. Un fidèle, Benoît Bazin, 50 ans, a pris place comme DG délégué, depuis le 1^{er} janvier, à la droite du PDG, faisant figure de successeur logique alors que le mandat de Chalendar a été renouvelé en juin jusqu'en 2022. Profil d'ingénieur (X-Ponts), diplômé aussi de Sciences Po et du MIT, le dauphin a réalisé un parcours assez similaire à celui de Pierre-André de Chalendar. Débuts de haut fonctionnaire à la direction du Trésor, il rejoint la compagnie Saint-Gobain en 1999 et devient également directeur du plan. Parcours classique ensuite, en France et à l'international, à la tête de pôles et fonctions: Amérique du Nord, abris/agglomérés monde, finances groupe, distribution bâtiment, et, depuis deux ans, produits pour la

construction. En 2010, il avait été promu DGA du groupe. Allègement et rajeunissement du comité exécutif dans son ensemble. Six directeurs généraux adjoints entourent le tandem de tête. Laurent Guillot est DG solutions de haute performance, coiffant aussi les systèmes d'information. X-Ponts, ancien du Trésor et de l'Équipement, il a rejoint Saint-Gobain en 2002, dont il a dirigé le plan et les finances, différentes activités et la région Amérique du Sud. De son côté, Patrick Dupin dirige désormais la région Europe du Nord après avoir fait ses preuves notamment à la tête du pôle vitrage ; quand Guillaume Texier, X-Mines, dirige, lui, la région Europe du Sud, Moyen-Orient Afrique. Dans la maison depuis 2005, l'ancien haut fonctionnaire qui œuvra au Canada et aux États-Unis a dirigé l'activité matériaux céramiques au plan mondial avant de se voir confier les finances groupe. Thomas Kinisky est, lui,

désormais « Mr Innovation » et président Amérique du Nord après avoir piloté cette zone. Pour sa part, l'Espagnol Javier Gimeno transforme l'essai à la tête de l'Asie-Pacifique en devenant DGA, chargé de la région. Visage féminin dans ce monde d'hommes, Claire Pedini, HEC, arrivée en 2010 d'Alcatel-Lucent, s'est imposée comme DGA ressources humaines. Elle se voit aussi confier la transformation digitale. Quant aux finances, elles sont désormais aux mains de l'Indien Sreedhar N, qui a convaincu au niveau du pôle matériaux haute performance, tandis que l'Essec Antoine Vignial, arrivé en 2012, reste secrétaire général, chargé de la responsabilité sociale. Enfin, siègent aussi au comex, Armand Ajdari (R&D), Julie Bonamy (stratégie), Benoît d'Iribarne (technologie et performance industrielle) et Laurence Perrot (communication). C.B.

26 | CHRONIQUES



Good luck Emmanuel!

Quand l'Amérique prend un coup de froid économique, Donald Trump toussote et l'Europe s'enrhume. Ces deux perspectives sont assez peu réjouissantes. Les maux même légers du président américain conduisent souvent à des décisions totalement imprévisibles et déstabilisantes. Quant aux affections du Vieux Continent, elles frappent toujours plus durement les économies les plus fragiles, autant dire que l'économie française, peu fringante, n'est pas bien placée pour affronter ce ralentissement annoncé.

Les nuages viennent donc d'Amérique. Les réductions d'impôt massives décidées par Donald Trump ont permis de dopper les profits des entreprises et d'accélérer la croissance, de satisfaire les actionnaires gâtés en dividendes et en rachats d'actions records, sans pour autant relancer les investissements. Or, ce stimulus fiscal semble toucher à sa fin et les chefs d'entreprise commencent à anticiper un ralentissement économique important. Près de la moitié des directeurs financiers des grandes entreprises estiment même que l'économie américaine pourrait tomber en récession au début de l'année 2020. Rien de bon.

D'autant que la Fed continue parallèlement à relever ses taux d'intérêt, ce qui tend à renchérir le crédit et pourrait contribuer à freiner la machine économique. Il n'en fallait pas plus pour qu'en fin d'année le président américain parte en croisade contre Jerome Powell, le patron de la Réserve fédérale, au grand dam des investisseurs qui applaudissent la politique fiscale de Trump, mais sifflent ses tentatives pour briser l'indépendance de l'institution. Last but not least, l'imprévisible président s'est engagé dans une guerre commerciale avec la Chine qui ne présage rien de bon pour l'activité économique planétaire et enterrer chaque mois un peu plus le multilatéralisme qui a cimenté la mondialisation pendant des décennies. L'adhésion de la Chine à l'OMC est-elle à l'origine de la situation actuelle ? L'empire du Milieu a en tout cas su pleinement tirer profit de son adhésion à l'organisation pour développer son commerce, tout en maintenant un système incompatible avec les règles de l'institution. Les subventions publiques accordées par Pékin à des pans entiers de l'économie du pays ont empêché une saine concurrence et affaibli, voire dé-

truit, des filières industrielles en Amérique, en Europe et ailleurs. La politique de Trump met certes la planète sens dessus dessous. Mais ne faut-il en passer par là pour que la Chine change ses pratiques ?

HAUT LES CŒURS !

L'Amérique a beaucoup à perdre d'un ralentissement, mais la France plus encore. Il faut être lucide, notre pays a à peine profité de cette croissance qui a tiré tous les pays occidentaux qui ont su se réformer. Rappelons que les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni se préparent au gros temps sans le fardeau du chômage.

Subir les crises sans jamais profiter des reprises et de l'euphorie est devenu une exception bien française qui, n'en doutons pas, alimente depuis des années la colère des « gilets jaunes ».

L'année 2019 promet d'être difficile pour un exécutif déjà très affaibli. En résumé, Emmanuel Macron devra réussir à augmenter le pouvoir d'achat sans trop dégrader les comptes publics, réformer notre pays pour le rendre compétitif, réduire la dépendance publique, le tout dans un contexte de ralentissement économique. « Good luck Emmanuel !... » pourrait tweeter le président américain !

Le pire n'est pourtant jamais certain. L'expérience montre que prédire l'avenir est un exercice impossible. Le 1^{er} janvier 2017, personne n'aurait parié un euro sur l'élection d'Emmanuel Macron. Personne non plus n'aurait pu imaginer il y a un an la colère des « gilets jaunes », alors que le gouvernement avait échappé quelques mois plus tôt à la rentrée sociale de tous les dangers. 2019 n'est donc pas jouée. Osons imaginer un atterrissage économique en douceur outre-Atlantique, une Chine qui accepte de revoir sa politique de subventions sectorielles, Theresa May qui obtiendrait une majorité en janvier pour éviter un Brexit sans accord, des prix du pétrole qui resteraient à 50 dollars.

Il est possible aussi que les mesures en faveur du pouvoir d'achat annoncées par le chef de l'État calment la colère de cette fin d'année et que la consommation redémarre des cet hiver. Les réformes votées il y a bientôt deux ans pourraient aussi porter leurs fruits. Après tout, elles ont souvent été efficaces dans tous les pays qui les ont adoptées avant la France. Haut les cœurs ! ■

La France compte 30 001 ronds-points et Paris un seul aux Champs-Élysées

Les deux France, celle des ronds-points et celle des places publiques.

Hexagone bâtisseur d'églises, mais combien au juste ? Le ministère de la Culture en recense quelque 26 383

« d'intérêt patrimonial » (sic). De même est-il difficile de dénombrer les ronds-points. Les commentateurs, forcés de s'y intéresser en raison du tropisme des « gilets jaunes » pour ces endroits ouverts à tout vent, s'accrochent sur le chiffre (rond) de 30 000. Pour être précis, il faudrait dire 30 001, car il convient de ne pas oublier le seul rond-point de Paris, celui des Champs-Élysées. Plus exactement « le rond-point des Champs-Élysées-Marcel-Dassault », sa dénomination depuis 1991.

Notons que « la place de l'Étoile » n'est pas un rond-point à proprement parler, même si l'on s'agit d'un « carrefour giratoire ». Et d'ailleurs, les automobilistes ne peuvent l'ignorer : la circulation autour de l'Arc de triomphe doit respecter « la priorité à droite », alors que sur tous les ronds-points de France et de Navarre le conducteur déjà engagé dans le circuit est prioritaire vis-à-vis de celui qui veut y entrer. Pour le Code de la route aussi, la capitale se singularise !

Et surtout, Paris regorge de multiples places, quelque 479 selon la Mairie, toutes chargées d'histoire et de symboles. Mais point de rond-point. À une exception, et d'un éclat exceptionnel : tracé en 1670 par André Le Nôtre, le jardinier de Louis XIV, il coupe l'avenue des Champs-Élysées en son milieu. Un seul rond-point à Paris contre 30 000 dans le reste du pays, six fois plus qu'en Allemagne, et dotés pour la plupart de noms improbables. Tel « le rond-point des Vaches », une appellation assez fréquente d'Hérin-Beaumont à la banlieue de Rouen.

Il n'y a guère de similitude entre un rond-point, dédié exclusivement à la mobilité, et une place, « lieu public découvert et environné de bâtiments » où l'on reste (en place). Chargé en 1860 par le préfet Haussmann de revoir les appellations des voies de la capitale, le secrétaire général de la préfecture de la Seine, Charles Merriau, avait défini les places comme « un emplacement considérable entièrement distinct des voies publiques aboutissantes ». Certes, la place de la Concorde et celle de la Bastille, entre autres, peuvent être envahies quotidiennement par la circulation motorisée. Mais leur configuration et leur histoire vont bien au-delà de cette fonction utilitaire régulée par des feux tricolores.

L'opposition est totale entre les places, élément clé de l'urbanité que revendique chaque ville fran-



LIBRES ÉCHANGES
JEAN-PIERRE ROBIN

çaise (la somptueuse place Stanislas à Nancy pour ne prendre qu'un exemple), et les ronds-points, simples nœuds routiers facilitant les croisements. En géométrie, « le point n'a aucune dimension, ni longueur, ni largeur, ni épaisseur, ni volume, ni surface ». Le qualificatif de rond est déjà un oxymore, et il est curieux que les « gilets jaunes » (les « GJ ») aient cristallisé leur mouvement en investissant des lieux à la limite de l'abstraction.

La montée hebdomadaire chaque samedi des « GJ » à Paris, sur les Champs-Élysées et leur fameux rond-point, est moins inattendue. Tout Français qui n'y est pas né s'est exclamé un jour comme Rastignac, « À nous deux Paris ». La véritable originalité est que pour la première fois depuis l'Ancien Régime un mouvement de « révolte populaire » ait pris naissance en province et non dans la capitale, contrairement à la tradition (1789, 1830, 1848, 1870, 1968, etc.).

Inégalités territoriales

La géographie des « GJ » s'inscrit manifestement dans la vieille antienne de la fracture Paris/province. « Paris et le désert français », selon l'expression célèbre de Jean-François Gravier, le journaliste essayiste dont le livre éponyme publié en 1947 déplorait le dépeuplement économique des régions. Il allait servir de vade-mecum à toutes les politiques « d'aménagement du territoire », de la IV^e et de la V^e République confondues. On a alors construit « des villes nouvelles », décentralisé les usines et même les bureaux qui ont contribué à la prospérité des Trente Glorieuses (1945-1975) et au-delà.

Paris regorge de multiples places, quelque 479 selon la Mairie de la capitale, toutes chargées d'histoire et de symboles. Mais point de rond-point. À une seule exception



Tracé en 1670 par André Le Nôtre, le jardinier de Louis XIV, le rond-point des Champs-Élysées coupe l'avenue du même nom en son milieu. ARTEDIA/LEEMAGE

Or ce modèle de développement est périmé, victime de la désindustrialisation et de la mondialisation qui a sinistré les régions à l'Est d'une ligne Grenoble-Cherbourg. Pourtant, « malgré la dureté de la "restructuration" de l'économie française, les inégalités de revenu par habitant entre les régions, les départements ou les zones d'emploi n'ont cessé de se réduire ! », signalait en 2012 le géographe économiste Laurent Davezieux, dans un livre prophétique *La crise qui vient*. Car il ne croyait pas que les recettes ayant permis ce miracle puissent se poursuivre éternellement : d'un côté, les retraités se retirant dans les régions du Sud et, de l'autre, les « services administrés », lesquels constituent 16 % de la production en Île-de-France, 25 % dans le Pas-de-Calais et 29 % dans le Limousin.

Le système est devenu intenable avec la maîtrise des dépenses publiques. En outre, les inégalités territoriales ne sont pas tout à fait celles mises constamment en avant : la proportion de gens pauvres et de la classe moyenne précarisée est bien plus importante dans les grandes villes que dans les zones dites « périphériques ». Le « taux de pauvreté » en Île-de-France (15,6 % de la population) est l'un des cinq plus élevés des treize régions françaises selon l'Insee. Sans compter qu'« un salaire de 100 vaut 80 (en pouvoir d'achat) dans la métropole parisienne et 120 dans l'Ariège », selon le géographe Jacques Lévy (qui vient de publier *Théorie de la justice spatiale*). À cet égard le gouvernement a eu tort de ne pas en tenir compte dans le niveau de « la prime d'activité », sans parler du smic, le même de Dunkerque à Porto-Vecchio.

La désespérance des « gilets jaunes » s'avère moins économique que culturelle. Quelle que soit la convivialité des ronds-points tant vantés ces derniers temps, une place à Paris reste une promesse de bonheur autrement plus chaleureuse ! ■

LIVRES & IDÉES

Fabrice Nodé-Langlois @Fnodelanglois

La pauvreté, une réalité longtemps occultée et niée au Japon

SOCIAL. Avec ses foules empressées, ses centres commerciaux modernes, ses rues et son métro d'une propreté proverbiale, Tokyo renvoie toujours une image de prospérité. La troisième puissance économique mondiale affiche l'un des taux de chômage les plus bas : 2,5 %.

Dans cette société opulente, la pauvreté, jusqu'à récemment, était absente. Absente tout au moins dans l'esprit de l'écrasante majorité des Japonais. Absente, aussi, du vocabulaire. « Pourquoi les Japonais n'utilisent-ils pas le mot hinkon ("pauvreté") ? », a demandé la chercheuse française Mélanie Houri à Makoto Yuasa. C'était il y a plus de dix ans. Makoto Yuasa militait alors auprès des plus démunis dans l'archipel nippon. Mélanie Houri, en voyage d'études, a fini par traduire en français son livre

Contre la pauvreté au Japon, tout juste paru.

La première édition japonaise de l'ouvrage remonte à 2008, mais, dans la préface à l'édition française,



EDITIONS PHILIPPE PICQUIER, COLL. PERS.



MAKOTO YUASA
CONTRE LA PAUVRETÉ AU JAPON,
Éditions Picquier

Yuasa explique qu'il n'a aucune ment perdu de son actualité.

Hinkon. Le mot même de pauvreté avait disparu du langage japonais pendant quarante ans. Après les douloureuses années de la reconstruction, le Japon est entré dans une phase d'extraordinaire croissance et de modernisation. Mais, contrairement à l'image d'Épinal qui dépeint des travailleurs nippons bibe-ronnés tout au long de leur vie active dans une grande entreprise, les laissés-pour-compte du modèle ont toujours existé. Et se sont multipliés encore après la crise de 2008.

Makoto Yuasa n'est pas un économiste en chambre. Docteur en sciences politiques, il est un croisé antipauvreté, un militant de terrain qui aide depuis un quart de siècle ses compatriotes les plus démunis. Selon son éditeur, il est devenu dans l'Archipel, où il partage son temps

entre enseignement et action militante, « une véritable icône de la lutte antipauvreté ».

Son parcours explique que son ouvrage soit illustré par de nombreuses histoires individuelles. On rencontre ainsi Hisa et sa femme Naomi, des travailleurs précaires, alternant petits boulots en contrats courts et souvent contraints de passer la nuit dans les cybercafés, devenus un refuge connu pour les sans-abri.

Pas de « gilets jaunes »

Au Japon, les jeunes et les retraités qui ont des fins de mois difficiles ne revêtent pas de gilets jaunes. Ils ont au contraire plutôt tendance à raser les murs. C'est que la notion de responsabilité individuelle est solidement ancrée dans le pays du Soleil-Levant. Si tu es pauvre, c'est de ta faute. Au fil des pages, Makoto Yu-

sa combat cette idée. Il déplore que les gouvernements successifs - à de rares exceptions près - ne veuillent pas regarder la pauvreté en face. Il existe bien différents filets de sécurité sociale au Japon, mais ils comportent trop de trous.

Environ 15 % des Japonais (chiffres de 2015 de l'OCDE) vivent sous « le seuil de pauvreté relative », soit un taux supérieur à la plupart des pays européens, et près du double de celui de la France (8 %) à la même date. Fait inquiétant pointé par Yuasa, le revenu médian, qui sert de repère au calcul du taux de pauvreté relative, est lui-même en baisse. L'auteur fait plusieurs propositions pour aider les plus démunis. Le travail reste, selon lui, immense. Au moins se satisfait-il d'un premier pas franchi : « Aujourd'hui, en 2018, plus personne ne nie l'existence de la pauvreté au Japon. » ■

HAYS Recruiting experts
in Industry

RESPONSABLE FABRICATION INTEGREZ UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

h/f - Ardennes

Rémunération : 48 000 à 50 000 €

Grand fabricant de tuiles françaises, notre client évolue sur un processus à feu continu. Il recrute aujourd'hui son Responsable fabrication pour son site basé dans les Ardennes.

Rattaché au Directeur d'usine, le candidat a pour responsabilités la coordination et le pilotage de l'ensemble des équipes du processus et des moyens de production du site afin de fabriquer au jour le jour l'ensemble des produits demandés dans les conditions requises de sécurité, coûts, qualité, etc. Pour ce faire, il manage et organise les équipes de production (30 personnes) avec l'appui de ses 3 Chefs d'équipe, il conduit l'amélioration des performances, établit et suit le budget de son service.

Ingénieur disposant d'une première expérience solide en gestion de production, ou titulaire d'un Bac +2 minimum avec une expérience significative à un poste similaire, vous êtes doté d'un leadership naturel tout en étant un véritable manager terrain sur un processus à feu continu (céramique, cimenterie, verrerie, etc.). Capable de prendre du recul, de piloter des projets et votre service, vous recherchez une entreprise capable de vous faire évoluer vers des fonctions plus importantes à moyen terme.

Contactez Hays Industrie
en précisant la réf. 1159396
reims@hays.fr ou 03 51 56 48 04

hays.fr

Recruiting experts in Industry / Recrutement d'experts en Industrie



HAYS Recruiting experts
in Industry

EXPLOITANT TRANSPORT RELEVEZ UN NOUVEAU CHALLENGE

h/f - Loir-et-Cher

Rémunération selon profil

Entreprise familiale référente dans le secteur du Transport et de la Logistique, notre client recherche un Exploitant transport.

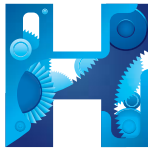
Rattaché au Responsable d'exploitation, vous êtes chargé de construire et d'optimiser les plannings des transports. Vous élaborez les tournées au fil de la journée dans un souci permanent d'optimisation et de rentabilité. Vous mettez en œuvre et optimisez les moyens nécessaires tout en respectant la réglementation sociale. Aussi, vous suivez la bonne exécution des missions et assurez les relations clients. Vous gérez également l'organisation et le suivi administratif des opérations d'exploitation dans le respect des procédures de l'entreprise, tout en assistant et en conseillant votre supérieur sur des plans d'actions ou d'amélioration. Enfin, vous optimisez l'activité en termes de productivité et de qualité de service dans le cadre du budget et des standards définis.

De formation Bac +2 minimum en Transport, vous justifiez d'une expérience réussie dans l'encadrement d'une équipe de Conducteurs. Doté d'un bon sens de l'organisation, vous êtes dynamique, autonome et rigoureux dans votre travail. Vous avez un bon relationnel, une bonne capacité d'adaptation et aimez travailler en équipe.

Contactez Hays Industrie
en précisant la réf. 1159545
tours@hays.fr ou 02 47 75 26 05

hays.fr

Recruiting experts in Industry / Recrutement d'experts en Industrie



HAYS Recruiting experts
in Sales & Marketing

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT DEVENEZ ASSOCIE D'UNE PME INDUSTRIELLE

h/f - Lorraine

Rémunération selon profil

Société reconnue dans l'univers de l'imprimerie, notre client collabore avec des entreprises issues de secteurs diversifiés. Dans le cadre de sa croissance, nous recherchons un Directeur commercial adjoint.

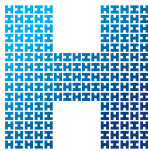
Rattaché au Directeur de l'entreprise, vous développez le CA de la société. Ainsi, vous prospectez, développez et fidélisez une clientèle de professionnels sur le Grand-Est et l'Île-de-France. Vous êtes force de proposition et participez à la définition et à la mise en place de la stratégie commerciale. Au sein de cet environnement technique, vous collaborez avec les équipes internes et veillez au bon déroulement des projets. Enfin, vous effectuez un reporting régulier auprès de votre Direction.

Issu d'une formation technique ou commerciale, vous disposez d'une première expérience dans l'imprimerie/Communication. Vous savez gérer un portefeuille en autonomie, faire croître le CA d'un secteur donné, mettre en place des actions de prospection et vous positionner en tant que pivot de la relation client. Vous souhaitez vous épanouir au sein d'une entreprise à taille humaine. Des possibilités de devenir Associé sont envisageables à moyen terme. Le home-office est possible.

Contactez Hays Commercial & Marketing
en précisant la réf. 1159009
nancy@hays.fr ou 03 83 33 34 35

hays.fr

Recruiting experts in Sales & Marketing / Recrutement d'experts en Commercial & Marketing



HAYS Recruiting experts
in Sales & Marketing

PROMOTEUR DES VENTES GMS REJOIGNEZ UN ACTEUR RECONNU SUR SON SECTEUR

h/f - Nord-Pas-de-Calais

Rémunération selon profil

Acteur de l'Agroalimentaire, notre client recherche un Promoteur des ventes GMS.

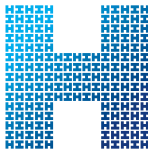
Sous la direction du Chef des ventes et du Chef de secteur, le candidat applique les accords et la stratégie commerciale définies. Il fait respecter les plans merchandising, met en place les PLV et ILV (Publicités sur le Lieu de Vente et Informations sur le Lieu de Vente) dans les gros hypermarchés du secteur et assure la visibilité de la marque via la présence des produits, leur bonne place, leur balisage et leur réassort. En autonomie, il est le représentant de la marque dans ses points de vente. Il est en interaction régulière avec le Chef de secteur concernant l'absence de produits dans les rayons et/ou les prises de commandes pour assurer le réassort sur le secteur confié (Nord-Pas-de-Calais).

Titulaire d'une formation commerciale, vous justifiez d'une première expérience à un poste similaire en GMS (hypermarchés, supermarchés). Vous connaissez les leviers de la promotion des ventes et savez créer un relationnel de qualité avec vos interlocuteurs (Chefs de rayon, Directeurs de magasin, etc.) pour développer la présence des produits via le merchandising.

Contactez Hays Commercial & Marketing
en précisant la réf. 1160308
lille@hays.fr ou 03 28 04 50 56

hays.fr

Recruiting experts in Sales & Marketing / Recrutement d'experts en Commercial & Marketing



Manager Audit / Conseil Futur Associé / Secteur ONG

H/F • PARIS 11 • CDI

Donnadieu & Associés est un cabinet d'audit et de conseil spécialisé dans la sécurité financière sans frontières auprès de grands acteurs de la solidarité à l'échelle nationale et internationale.

En lien direct avec les associés, vous encadrez une équipe de collaborateurs et prenez en charge les activités d'audit (concernant des audits de projets financés par des bailleurs de fonds, et dans une moindre mesure d'audit légal), de conseil et d'expertise d'un portefeuille de clients internationaux.

De formation supérieure, idéalement en voie d'obtention du DEC, vous avez acquis une expérience de minimum 5 ans en cabinet sur des activités similaires (une expérience significative dans le secteur des ONG et bailleurs de fonds publics est un pré-requis indispensable).

Merci de postuler sur le site www.michaelpage.fr en indiquant la référence 653821.

Michael Page
Audit, Conseil
& Expertise

Sélection et approche directe de cadres confirmés
www.michaelpage.fr



#RecruterAutrement



Ce poste
est-il fait
pour VOUS ?

“ Dans le cadre de sa forte croissance et de l'ouverture d'un 1er bureau à l'international au Sénégal, le cabinet Donnadieu et Associés est à la recherche de son futur Manager Audit/Conseil (avec de réelles perspectives d'association). ”

Tiphaine Choffart
Consultante • Michael Page Audit, Conseil & Expertise

OFFRES D'EMPLOI

Vous
recrutez :
01 56 52 21 00
ou
figaroeco@figarocms.fr

franchise expo Paris
17-20 MARS 2019
PARIS - PORTE DE VERSAILLES

Entré au salon
avec des projets

sorti chef
d'entreprise

585
exposants
140
nouveaux
exposants
100
conférences

Commandez votre badge sur
www.franchiseexpo.com

Visitez Franchise Expo Paris pour...
✓ Trouver de nouvelles idées pour développer son activité
✓ Choisir le projet adapté à son budget d'investissement
✓ Être accompagné tout au long du projet de création
Franchise Expo Paris pour créer son entreprise,
à tout âge et pour tous les budgets !

Salutons nous
@franchiseexpo
franchiseexpo

Partenaires
Grand Expositions
GABRIELLE
GODWIN
HAYES
franchising

**Entreprise
DU FUTUR**
17 JANVIER 2019
CENTRE DE CONGRES - LYON

CONGRÈS
4^{ème} EDITION

4 000 DIRIGEANTS ENGAGÉS VERS LE FUTUR

Brian DICKINSON
Keynote d'honneur
Chairman et Leader
du groupe BNP PARIBAS

Chris AHLBORN
Keynote DU FUTUR
Co-Founder & CEO
@HYPERLOOP1

Vos 3 premiers mois et votre place pour le congrès 2019 offerts avec le code : FIG-LX65-P
Informations et inscriptions sur : www.entrepriseaufutur.com

28 MÉDIAS et PUBLICITÉ

Barry Lynn: « Le monde ne s'effondrera pas quand nous aurons démantelé les Gafa »

L'essayiste et directeur du think-tank Open Market Institute est l'invité du « Buzz Média Le Figaro ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
ELISA BRAUN @ElisaBraun

INTERNET L'essayiste américain Barry Lynn est devenu l'un des ennemis de Google et d'autres géants du Web en remettant au goût du jour la notion d'antitrust. Avec son équipe de chercheurs, au sein du think tank Open Market Institute, il milite activement à Bruxelles en faveur de la régulation des Gafa.

LE FIGARO - Pourquoi prônez-vous le démantèlement des Gafa ?
Barry LYNN. - L'étendue de leur pouvoir est sans précédent dans l'histoire : cela rend ces entreprises dangereuses au niveau économique et démocratique. Nous devons les réguler de la même façon que nous l'avons fait avec d'autres monopoles dans le passé : ceux du pétrole, du chemin de fer ou des télécoms.

Comment faut-il s'y prendre ?

Nous avons une palette d'outils très complète héritée du passé. On peut exiger que ces entreprises appliquent les mêmes frais de service à chacun de leurs partenaires ou encore leur interdire l'intégration verticale, c'est-à-dire se lancer sur un marché dont elles déterminent les conditions d'accès. Si vous êtes Amazon et que vous vendez des livres, vous ne pouvez pas être éditeur vous-même, sinon vous ne faites pas en sorte de vendre tous les livres de votre librairie, mais seulement les vôtres ! Cela s'appelle un conflit d'intérêts.

Quel est le risque à laisser faire ?
 Google et Facebook ont un pouvoir de contrôle sur les médias et les informations que nous partageons. En ponctionnant les revenus publicitaires des médias, ils



complicité l'embauche de journalistes. C'est une menace directe pour l'indépendance et la santé de la presse. Et puis, les Gafa ont trop de pouvoir sur nos politiques... Nous savons, par les leçons du passé, que des entreprises de cette taille doivent être régulées afin de protéger nos démocraties. Ce sont aux élus d'agir en notre nom, pas à ces entreprises de défendre la démocratie. Se reposer sur la bonne volonté de ces monopoles serait ouvrir la voie à un régime autocratique.

Pensez-vous que l'Europe réagit assez face aux Gafa ?
 La Commission européenne s'en est courageusement prise aux pratiques commerciales déloyales, mais ces affaires ont pris huit à dix ans... Les gouvernements doivent investir plus de ressources financières et humaines sur ce

sujet et avancer beaucoup plus vite.

Pourquoi est-ce si difficile de réguler ces entreprises ?
 Les politiques n'ont pas réalisé assez tôt l'étendue du problème. Google, Facebook, Amazon ont embauché les meilleurs communicants au monde. Et ils ont fait un travail fantastique, répétant « nous sommes jeunes, nous sommes cools, nous fabriquons des super technologies et vous devriez nous adorer ! ». Mais aux États-Unis, un nombre croissant de sénateurs pensent maintenant qu'il faut faire quelque chose face à Google, Facebook et Amazon. Ce qui les empêche d'agir, c'est justement que ces groupes sont devenus trop puissants, trop riches.

Que faut-il pour avancer ?
 Nous avons besoin de volonté po-

litique. Le monde ne s'effondrera pas quand nous aurons démantelé Google, Facebook et Amazon. Après leur démantèlement, nous aurons toujours la recherche en ligne, toujours une entreprise comme Amazon qui nous livre quand nous appuyons sur un bouton... tous ces services que vous aimez resteront semblables. En revanche, c'est la concentration du pouvoir qui aura pris fin.

Que pensent les Gafa de vos idées ?
 C'est difficile à dire... quand nous rencontrons leurs représentants, ils sont tenus d'adopter un certain langage en public. En privé, je ne sais pas ce qui se passe dans leur cœur ou leur âme, mais j'imagine que beaucoup réalisent qu'une entreprise ne devrait pas posséder un si grand pouvoir. Cette année, beaucoup de cadres exécutifs ont

quitté Facebook car ils n'étaient pas d'accord avec sa politique. Mais cela ne résoudra rien. Le manque de confiance est global.

Comment en êtes-vous venu à être l'ennemi des Gafa ?
 Mon organisation (*Open Market, NDLR*) défend le recours aux lois de l'anticoncurrence pour faire face à Google, Facebook et Amazon. Et l'anticoncurrence est la menace des Gafa. On peut leur infliger des amendes, des taxes, mais cela ne leur enlèvera rien de leurs immenses pouvoirs, contrairement à l'antitrust. C'est la raison pour laquelle Google s'en est pris à nous en 2017 : nous suggérons de les réguler comme un monopole. C'est une menace directe pour eux. Et cette année, c'est au tour de Facebook.

Que s'est-il passé avec Facebook ?
 Nous savons qu'une campagne de diffamation contre notre organisation a été promue par Facebook... Nous trouvons cela absolument scandaleux qu'une entreprise aussi puissante que Facebook s'en prenne avec une telle puissance de feu à une organisation de 14 chercheurs. Surtout que Facebook prétend défendre la liberté d'expression et lutter contre la désinformation ou la propagande.

Les Gafa sont-ils aussi puissants que des États ?
 Absolument, si vous êtes un petit pays comme le Danemark, le Cambodge, le Salvador, la Bolivie, vous ne faites pas vraiment le poids face à de telles entreprises. En un sens, il y a davantage de recours institutionnels pour s'opposer à la Chine ou aux États-Unis ! Nous devons fixer les règles. Je suis absolument confiant dans le fait que le grand public saura s'en prendre à ces États privés et qu'il en sortira vainqueur. ■

RÉALITÉS AUGMENTÉES

PAR ENGÜERAND RENAULT

En 2019, la technologie doit retrouver du sens

La lettre de Tim Cook, avertissant ses actionnaires d'un ralentissement des ventes mondiales d'iPhone, n'a pas seulement mis fin à la folle histoire d'amour entre les marchés financiers et Apple. Elle a peut-être aussi clos une décennie de passion entre les consommateurs du monde entier et les géants de la technologie. L'histoire économique est faite de cycles. Et celui ouvert en 2007 avec l'apparition de l'iPhone et la création de Facebook a marqué la plus incroyable période de bouleversements technologiques de l'histoire de l'humanité. L'Internet mobile, les réseaux sociaux, les plateformes de services dont Uber, Airbnb ou Netflix, le cloud computing d'Amazon, le big data, l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, la voiture autonome, la blockchain et ses cryptomonnaies, les assistants personnels vocaux... cette succession d'innovations a fasciné les

consommateurs et bouleversé les grands équilibres sectoriels. Les acteurs traditionnels des médias, du transport, de l'hôtellerie, de la banque, de l'énergie... ont été forcés de se lancer dans une transition numérique avec l'urgence de bouger sous peine d'être condamné. Rarement, la planète s'est lancée dans l'aventure du changement avec autant d'appétit et d'enthousiasme. De nombreux pays - les États-Unis en tête, suivis par la Chine, Israël, l'Estonie et même la France - se sont mués ou se sont révés en « start-up nations ». Des figures tutélaires ont émergé comme Steve Jobs, Sergey Brin et Larry Page, Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, Jack Ma ou encore Elon Musk. Et ces hommes de génie ont façonné un nouveau monde comme les grands conquérants Alexandre, César ou Napoléon avaient pu le faire avant eux. Mais alors pourquoi aujourd'hui,

ces hommes sont-ils brusquement passés du statut de Prométhée modernes à celui de pestiférés ? Parce que leur promesse d'un monde meilleur, plus ouvert, plus communicant, plus fluide et efficace n'a pas été respectée. La technologie n'a pas apporté le bonheur. Pire, la logique de départ qui consistait à ouvrir le champ des possibles à tous les citoyens s'est finalement transformée en implacable machine à créer des oligopoles dont la puissance rivalise désormais avec celle des États.

« ETHICS BY DESIGN »

On a rêvé d'accès universel et instantané à l'information et on a récolté des « fakes news ». On a rêvé d'une civilisation de loisirs et d'interactions avec ses semblables et on a récolté une surveillance généralisée des comportements, avec des dérives possibles comme en Chine. On a rêvé de redistribution de pouvoir d'achat et on se

retrouve avec des iPhone à 1650 dollars. On a rêvé des success stories et on a ignoré la révolte des « gilets jaunes ». L'année qui s'ouvre pourrait marquer un changement. Les mots-clés qui émergent sont ceux de justice fiscale, sécurité des réseaux et des données personnelles et surtout « ethics by design », c'est-à-dire réfléchir en amont à l'éthique avant de lancer une nouvelle technologie. La démarche de la Silicon Valley consistait à tester avant d'apprendre, à aller le plus loin possible avant de s'excuser en cas d'erreur, pourrait céder le pas à - plus ancienne - consistant à réfléchir avant d'agir. Il n'est nullement question de remettre en cause le progrès technologique. Mais il faut aujourd'hui lui donner du sens. Sinon, l'émergence de l'intelligence artificielle risque de générer plus de frustrations et de révoltes que de bien-être. ■

EN BREF

UN TIRAGE DE 5 MILLIONS D'EXEMPLAIRES POUR LE PROCHAIN ASTÉRIX

□ Le prochain album d'Astérix (éditions Albert René, Hachette) sortira le 24 octobre prochain, ont annoncé dans le *JDD* les auteurs Conrad et Ferri. Il bénéficiera d'un tirage conséquent de 5 millions d'exemplaires. Cet album coïncidera avec les 60 ans de la série, un anniversaire qui sera célébré avec la réédition « luxe » d'*Astérix le Gaulois* et *Le Combat des chefs* comprenant les planches originales en noir et blanc, un livre hommage prévu pour septembre et un artbook limité à 800 exemplaires et vendu 200 euros. D'autres célébrations sont prévues à la Comédie-Française, la BNF et la Maison de la Radio. Astérix sera doté au printemps d'une boutique officielle sur Internet, nommée Toutatis, et ouvrira prochainement son premier compte Instagram.

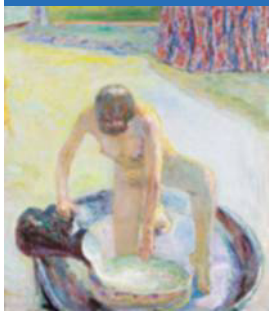
LA NUIT DES ROIS

Le Grand Prix du marketing digital

viuz

AVANT LE
30
JANVIERPOSTEZ VOS CANDIDATURES SUR
LANUITDESROIS.COM

Renseignements : 01 46 37 37 81 / team@viuz.com / lanuitdesrois.com



ARTS
LES GRANDES EXPOSITIONS
DU PREMIER TRIMESTRE
À PARIS ET EN PROVINCE
PAGES 30 ET 31



HIGH-TECH
LE PLEIN D'APPLIS POUR
UN PREMIER SMARTPHONE
PAGE 34

Des capitales au parfum

Les sillages capiteux de Paris, les santals post-#metoo de New York, le melting-pot olfactif de Londres... Ce que l'on respire dans les rues de nos cités raconte beaucoup des rapports hommes-femmes dans nos sociétés. **PAGE 32**

Roman Frayssinet, petit prince du stand-up

FIGURES DE LA RENTRÉE Ce jeune humoriste talentueux remplira le Théâtre de l'Œuvre et a une chronique sur Canal +.

NATHALIE SIMON nsimon@lefigaro.fr

Aussi loin qu'il se souvienne, Roman Frayssinet a « toujours » voulu faire rire. Voir adolescent le sketch de Gad Elmaleh, L'autre c'est moi le conforte dans son désir. S'il remplira le Théâtre de l'Œuvre (dès le 10 janvier) et « fera » l'Olympia le 29 mai (au profit de l'association Mécénat chirurgie cardiaque), à 24 ans, ce petit prince du stand-up est plus connu des internautes que du grand public.

Diplômé de l'École du rire de Montréal, sacré meilleur espoir du rire par Le Parisien, Roman Frayssinet a pris très tôt son destin en main. Né à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), d'un père directeur général d'une entreprise de publicité et d'une mère agent d'état civil dans sa mairie natale, à 18 ans, un baccalauréat S en poche, il est parti vivre au Canada.

Son séjour a été déterminant. « C'est la meilleure école qui soit », estime le jeune homme. Il y rencontre son frère, son « cerveau », Lamine Chetoui qui le soutient moralement et gère le « business ». Un autre humoriste doué, Kyan Khojandi, lui offre sa première partie de soirée, l'encourage à retourner à Paris et le présente à Mouloud Achour qui anime « Clique dimanche » sur Canal+. Celui-ci lui propose une chronique régulière. Roman Frayssinet remplit pour une



Roman Frayssinet, un humour décalé, surréaliste... distingué par un diplôme de l'École du rire de Montréal.

seconde saison : « Ce magazine m'a beaucoup appris et m'a donné envie de parler davantage de la réalité quotidienne. » Sans se prendre au sérieux. « Je suis plus un parleur qu'un penseur, je ne suis pas là pour apporter des réponses, mais poser des questions et faire réfléchir », observe-t-il. Roman Frayssinet se distingue de ses pairs par un humour décalé, surréaliste sans la noirceur de Blanche Gardin dont il est fan. Il traite de la laideur physique des attributs masculins, du jaune des gilets ou de son agacement face aux documentaires animaliers : « Je déteste quand ils font croire qu'une pieuvre est capable d'ouvrir un pot de confiture en moins de dix minutes. » Parole de bête de scène. ■

NOUVEAU DISQUE

LUDWIG VAN BEETHOVEN,
CONCERTOS POUR PIANO 4 & 5
NICHOLAS ANGELICH - LAURENCE EQUILBEY - INSULA ORCHESTRA



DIAPASON

« Une lecture pleine de tendresse, légère et insaisissable. »

CLASSICA

« Une intensité forgée par Laurence Equilbey. »

GRAMOPHONE

« Cet album doit être entendu. »

Warner Classics - Erato
Enregistré à La Seine Musicale
sur instruments d'époque



EN CONCERT À LA SEINE MUSICALE

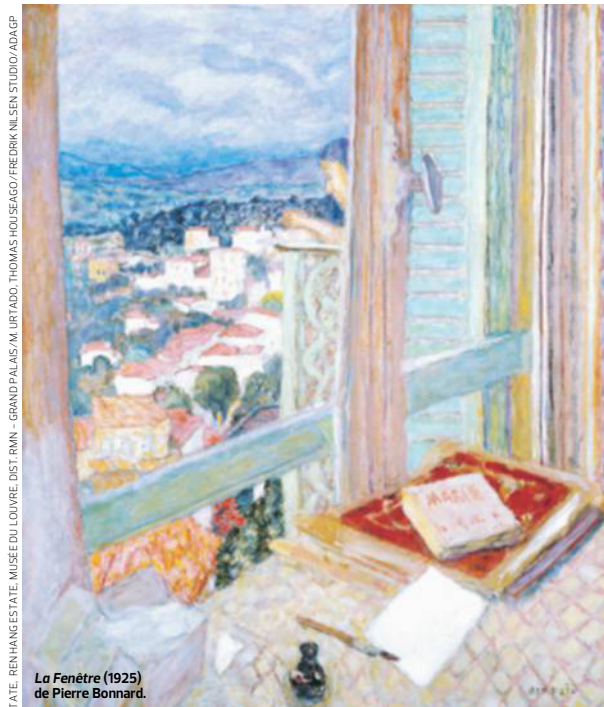
JEUDI 24 JANVIER 2019, 20H30
AUDITORIUM DE LA SEINE MUSICALE
NICHOLAS ANGELICH/DYNASTIE LISZT
DE 10 € À 45 €

Avec Laurence Equilbey et Insula orchestra
Franz Liszt, Concerto pour piano n° 1
www.laseinemusicale.com
01 74 34 53 53



Les expositions phares de l'hiver

ARTS Toutankhamon, Homère, Courbet, Bonnard... L'année commence en grand dans les musées. Notre



La Fenêtre (1925)
de Pierre Bonnard.

TATE, RENHANGSTATE, MUSÉE DU LOUVRE, DIST. RMN - GRAND PALAIS, M. URTADO, THOMAS HOUSEGO, FREDRIK N. SEN, STUDIO/ADAGP



Peacock
de Ren Hang.



La Belle Ferronnière
(entre 1495 et 1497)
de Léonard de Vinci.

La belle moisson parisienne

L'année 2019 commence en beauté à Paris avec un programme aussi varié que prestigieux.

Mircea Cantor, poésie roumaine

Dans le cadre de la Saison France-Roumanie 2019, du centenaire de la création de la Roumanie moderne et de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne, le Musée de la chasse et de la nature offre une carte blanche à Mircea Cantor né en 1977 (« Chasseur d'images »). Ce Prix Marcel-Duchamp 2011 est un poète qui dessine des nuages au plafond avec une bougie et regarde la bataille de l'aigle et du drone.
Musée de la Chasse, du 15 janvier au 31 mars.

Foujita, retour au Japon

Au printemps dernier le Musée Maillol présentait une exposition Foujita (1886-1968) principalement axée sur les Années folles. Quand le peintre jouait au clown au sein du Tout-Paris. Le parcours imaginé par la Maison du Japon s'annonce plus comme une rétrospective. La période sombre, celle de la Seconde Guerre mondiale, que Foujita a passée en Asie et sa collaboration au militarisme japonais y feront l'objet d'un chapitre.
Maison de la culture du Japon à Paris, du 16 janvier au 16 mars.

Vasarely enfin

Après l'éteignoir pour son œuvre que furent les conflits liés à la succession, voici l'heure de retrouver le « continent Vasarely », le père de l'art optique (1906-1997). Après une jeunesse hongroise, Victor Vasarely s'installe à Paris en 1930 avant de se consacrer à l'art au lendemain de la Guerre. Il pose les fondements de ce qui deviendra l'op art. Dans les années 1970, il s'inscrit pleinement dans la culture populaire et l'imaginaire des Trente Glorieuses.
Centre Pompidou, du 6 février au 6 mai.

Theaster Gates, la voix noire

Première exposition personnelle en France de Theaster Gates (né en 1973) déjà star des musées américains et des grandes collections. Ce fils de Chicago poursuit avec « Amalgam »

l'exploration des « histoires sociales de la migration, de l'esclavage et de sa domination sexuelle impériale », en revenant sur un épisode de l'histoire américaine.
Palais de Tokyo, du 20 février au 12 mai.

Le feu expressionniste

Né à Munich de la scission d'un groupe d'artistes modernes, Der Blaue Reiter (Le Cavalier bleu) concentre à partir de 1911 les éléments les plus avant-gardistes. Avec notamment Franz Marc (1880-1916) et August Macke (1887-1914). C'est à ce duo aussi éphémère que radical que la dépendance du Musée d'Orsay entend rendre hommage. Explosion de couleurs attendue donc. Et coup de loupe sur l'œuvre rare de ces fauves d'outre-Rhin fauchés avant d'avoir eu écho de leur gloire.
Musée de l'Orangerie, du 6 mars au 17 juin.

Ren Hang à la MEP

Première exposition majeure de l'œuvre de l'artiste chinois Ren Hang depuis sa disparition tragique à 29 ans en 2017, et premier accueil dans une institution parisienne. Tout le romantisme du monde, toute la beauté, toute la liberté de l'art en plus de 150 œuvres, issues de collections européennes et chinoises.
Maison européenne de la photographie, du 6 mars au 26 mai.

Un Orient révé

En soixante œuvres issues des plus grandes collections, celui, réel ou fantasmé, des peintres.
Musée Marmottan - Monet, du 7 mars au 21 juillet.

L'Océanie en majesté

Ce continent, qui est le plus vaste du monde si l'on inclut ses eaux, va accoster quai Branly. Grâce à une collaboration avec la Royal Academy de Londres, la plupart des grands chefs-d'œuvre seront au rendez-vous. Pirogues de six mètres, cartes de navigation en branche de canne à sucre, colliers de jade, capes de plumes, pectoraux en nacre, boucliers et casse-tête rivaliseront de décors d'entrelacs et d'esprits sacrés. Cer-

tes, la beauté plastique subjuguera à coup sûr, mais on ne sait comment seront expliquées ces 170 pièces très variées, nées d'époques différentes et issues de quelque 25 000 îles.
Musée du quai Branly - Jacques Chirac, du 12 mars au 7 juillet.

Les nabis décorateurs

Bonnard, Vuillard ou encore Maurice Denis ont été de grands décorateurs. Rappel de ce désir d'art total né dans le sillage de Gauguin à Pont-Aven à la fin du XIX^e siècle.
Musée du Luxembourg, du 12 mars au 30 juin.

Prestigieuses collections

Profitant de travaux d'extension de la fondation E. G. Bührle à Zurich, le Musée Maillol lui emprunte ses Monet, Cézanne, Gauguin, Picasso... Cette collection est aussi riche que sulfureuse. Elle a en effet été constituée par un industriel suisse qui a participé secrètement au réarmement de l'Allemagne avant-guerre. Acquisitions moralement douteuses, achats de faux et même vol d'œuvres majeures en 2012 : chacun de ces épisodes sera détaillé aux cimaises.
Musée Maillol, du 13 mars au 21 juillet. La Fondation Louis-Vuitton accueillera quant à elle l'une des collections impressionnistes les plus importantes du Royaume-Uni, celle de l'Institut Courtauld, du nom de ce mécène anglais qui exposa à Londres après les avoir achetés Renoir, Manet ou encore Cézanne.
Fondation Louis-Vuitton, du 20 février au 17 juin.

Le maître Hammershoi

Première réunion depuis vingt ans des œuvres déprimantes et rigoureuses du maître de la peinture danoise (1864-1960).
Musée Jacquemart-André, du 14 mars au 22 juillet.

Thomas Houseago sculpteur

Première rétrospective en France de Thomas Houseago, né à Leeds (Grande-Bretagne) en 1972, mais figure de la scène de Los Angeles. Sculpteur puissant, l'artiste utilise comme personne le bois, le plâtre, le métal, le béton ou le bronze. Et s'inscrit, par sa force et sa modernité classique, dans la lignée de sculpteurs qui, de Henry Moore à Georg Baselitz et Bruce Nauman, représentent la figure

humaine dans l'espace.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 15 mars au 14 juillet.

Tout Thomas Schütte

Élève de Gerhard Richter à la Kunstakademie de Düsseldorf jusque dans les années 80, Thomas Schütte est reconnu comme l'un des réinventeurs de la sculpture. Lion d'Or à la Biennale de Venise en 2005, il est autant marqué par l'art minimal et conceptuel que par la sculpture classique et ses grands codes de représentation. « Trois Actes » est sa première rétrospective parisienne.
Monnaie de Paris, du 15 mars au 16 juin.

Le retour de Toutankhamon

L'Égypte, qui a besoin d'argent et doit retrouver de l'attractivité, promène les souvenirs de son plus grand mythe à travers le monde. Vestiges de sculptures et éléments de mobilier découverts dans la tombe inviolée de ce pharaon historiquement de peu de poids feront ainsi escale à Paris. Avec parcimonie. Seulement 23 objets de taille importante et 143 autres petits, aucun n'étant considéré comme un chef-d'œuvre : la majorité du trésor de Toutankhamon est réservée pour l'ouverture du Grand Egyptian Museum annoncée cette année. Pour compenser, tous seront largement mis en scène et expliqués.
Grande Halle de la Villette, du 23 mars au 15 septembre.

Le modèle noir

Comment l'homme noir a-t-il été traité dans les arts du début du XIX^e siècle à l'aube des décolonisations ? On peut compter sur Cécile Debray et Stéphane Guégan pour montrer sans esprit de repentance que, de Géricault à Matisse, le modèle à peau foncée s'est hissé au-delà du rôle du mage Balthazar ou de la servante de l'Olympia de Manet pour accéder au premier plan.
Musée d'Orsay, du 26 mars au 14 juillet.

Lune

Pour les cinquante ans des premiers pas de Neil Armstrong sur le plus proche satellite de la Terre, une évocation des missions lunaires et des innombrables voyages imaginaires faits par les poètes et les artistes.
Grand Palais, du 3 avril au 22 juillet.

E.B.-R. et V.D.

Les riches heu

ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE
ebietryrivierre@lefigaro.fr
ET **VALÉRIE DUPONCHELLE**
@VDuponchelle

Cassel

Dansons, chantons et festoyons dans les villages du Nord au rythme des saisons. Fêtes et kermesses au temps des Brueghel à l'heure du 450^e anniversaire de la mort du fondateur de cette lignée de peintres.
Musée de Flandre, du 16 mars au 14 juillet.

Giverny

Le musée du petit village des bords de Seine (Eure) fêtera ses 10 ans en rendant hommage au maître de céans. Par un choix d'œuvres, Monet sera confronté à son contemporain, le peintre Jean-François Auburtin (1866-

Die sanfte Gefangene
(1978) de Rebecca Horn.
R. HORN/ADAGP



De Bonnard à Bill Viola, un pro

Zurich

Première rétrospective Oskar Kokoschka depuis trente ans en Suisse. Parmi les 200 œuvres, le triptyque monumental « La Saga de Prométhée » et la fresque pour Alma Mahler, exposés pour la première fois en Suisse.
Kunsthaus Zurich, Suisse, jusqu'au 10 mars 2019

Londres

La Royal Academy of Arts réunit

les œuvres de Bill Viola, artiste américain pionnier de la vidéo et membre de la Royal Academy (né en 1951) et les dessins de Michel-Ange (1475-1564). RAA, Londres, 26 janvier-31 mars. Avec « Pierre Bonnard : La couleur de la mémoire », la Tate Modern présente la première grande exposition consacrée à l'artiste français du temps suspendu, du bain et du jardin d'été au Royaume-Uni

sélection en France et à l'étranger.



Serpent (2008)
de Thomas Houseago.

res de l'art en région

PROVINCE

1930). Deux regards différents portés sur les mêmes paysages. Musée des impressionnistes, du 22 mars au 14 juillet.

Lens
L'Illiade et L'Odyssée. Les deux grands fleuves homériques couleront de leurs sources à leurs larges estuaires contemporains, avec leurs rivières et leurs canaux littéraires et artistiques, grâce au commissariat magistral d'Alexandre Farnoux, directeur de l'École française d'Athènes. Louvre-Lens, du 27 mars au 22 juillet.

Dijon
Après plus de dix ans de travaux, réouverture complète du Musée des beaux-arts, le 17 mai. Plus de 4 200 m² permettront de présenter 1 500 œuvres au cœur de la ville. Inauguration de ce haut lieu de la Bourgogne-Franche-Comté avec Yan Pei-Ming.

Metz
Programme étincelant au Centre Pompidou-Metz avec le maître coréen du vide et du geste chorégraphié, Lee Ufan (du 27 février au 30 septembre), puis la poétesse de la performance et reine des papillons, Rebecca Horn (du 6 juin au 11 novembre).

Nice
En 2019, la Ville de Nice célèbre le centenaire de la Victorine, studios légendaires. Expositions tous azimuts, De «Nice, Cinemapolis», à partir du 10 mai, au Musée Masséna, à «Cine-matisse» au Musée Matisse en septembre.

Toulouse
Première exposition concentrée sur «Picasso et l'exil. Une histoire de l'art espagnol en résistance». Les Abattoirs, du 15 mars au 25 août.

La Seyne-sur-Mer
Avec «Papiers 1949, 2003» la Villa Tamaris propose de retrouver un grand peintre de la figuration narrative, Gilles Aillaud, mort en 2005. La Seyne-sur-Mer, jusqu'au 18 mars.

Marseille
«On danse?» au Mucem, on danse tous. Du corps, premier territoire de la danse, à la transe, qui nous le fait oublier. Mucem, du 23 janvier au 20 mai.

Avignon
L'artiste Francesco Vezzoli, qui représenta l'Italie à la 53^e Biennale de Venise en 2007, envahit de sa logique fantasque la Collection Lambert. Du 3 mars au 10 juin.

Bâle
«Picasso, Bleu et rose». Acte II à la Fondation Beyeler pour ceux qui ont adoré ou raté l'acte I^{er} au Musée d'Orsay. Plus de dessins ni d'archives, mais 80 peintures, gouaches et sculptures, dont 20 présentées en exclusivité à Bâle. Fondation Beyeler, Bâle, du 3 février au 26 mai. E.B.-R. ET V.D.

gramme international pour l'Europe

depuis vingt ans. Tate Modern, Londres, du 23 janvier au 6 mai.

Bruxelles
Première grande exposition monographique de Bernard van Orley, figure clef de la Renaissance flamande. Peintre à la cour de Marguerite d'Autriche et Marie de Hongrie, il a portraituré les plus grands de son temps. Bazar, Bruxelles du 20 février au 26 mai.

ANNIVERSAIRES

500 ans
Léonard de Vinci. Une Joconde encore plus joviale ? Du 24 octobre au 24 février 2020, par courtoisie, le Louvre sera le dernier des musées et palais à rendre hommage à Léonard de Vinci. Son exposition se concentrera sur le Vinci peintre. Ce sera le point d'orgue du 500^e anniversaire de la mort du génie né en Toscane mais qui s'est éteint en France (un 2 mai), dans les bras de François I^{er}, dit la légende. Auparavant Léonard aura été célébré partout en Europe. À Paris, la première institution à entrer dans la danse sera l'École des beaux-arts de Paris. Du 25 janvier au 19 avril, son cabinet des dessins rapprochera ses quatre feuilles reçues en don à la fin du XIX^e siècle avec des études de contemporains tels Raphaël, Benozzo Gozzoli ou encore Filippino Lippi... À Chantilly, le Musée Condé tentera de percer le mystère de la *Joconde nue*, grand dessin et œuvre phare de sa richissime collection. En province, la région Centre-Val de Loire sera particulièrement concernée bien sûr. Du Clos Lucé à Chambord elle annonce plus de 500 événements ! www.vivadavinci2019.fr

350 ans
Rembrandt. Les villes des Pays-Bas se rangent en ordre de bataille dans la perspective du 350^e anniversaire de la mort de leur plus grand maître. À Amsterdam le navire amiral – le Rijksmuseum – tirera la première fois toutes ses huiles (22 tableaux), ses soixante dessins et plus de 300 gravures. Du 15 février au 10 juin. www.holland.com/fr

200 ans
Gustave Courbet. Dans la ligne de mire, le 200^e anniversaire de la naissance du truculent Gustave (le 10 juin prochain). Le travail de dessinateur du maître de la peinture réaliste sera mis en valeur dans sa ville natale d'Ornans, du 15 février au 29 avril. Avec notamment le dévoilement d'une vingtaine de feuilles inédites. Puis, alentour, le département du Doubs participera à l'organisation d'une centaine de projets artistiques et festifs. Museum-courbet.doubs.fr

60 ans
Le Guggenheim de Frank Lloyd Wright. C'est en 1959 qu'est né le musée en cylindre de l'architecte américain, l'une des stars de New York et une révélation muséale en son temps. Frank Lloyd Wright en reçut commande en 1943 du prestigieux Solomon R. Guggenheim Museum. Il fut choisi sur sa réputation grâce à la mécène et conseillère artistique, l'artiste Hilla Rebay qui en devint la première directrice. De Matthew Barney à Daniel Buren, de Bill Viola à Alberto Burri, d'On Kawara à Maurizio Cattelan, les artistes ont aimé se confronter à sa spirale blanche.

30 ans
La Pyramide de Pei. Tout au long de cette année le Louvre célèbre les 30 ans de l'ouvrage de l'architecte américain d'origine chinoise Ieoh Ming Pei. Très décrié à l'origine, ce centre de la cour Napoléon, accès principal au musée, est devenu emblématique du Grand Louvre initié par François Mitterrand. À partir du 29 mars, rendez-vous festifs gratuits, colloques et conférences autour de ce geste audacieux, strictement géométrique, à l'épure de verre, qui paraît aujourd'hui encore résolument contemporain. E.B.-R. ET V.D.

CULTURE

Jean Cortot, peintre et gentilhomme

DISPARITION « Lettriste », dandy magnifique, membre de l'Académie des beaux-arts, l'artiste s'est éteint le 28 décembre.



LES ARTS
Adrien Goetz

Né à Alexandrie en 1925, Jean Cortot a passé sa vie dans une bibliothèque imaginaire, dévorée d'ombres et de flammes. Marqué par Barbey d'Aurevilly, il cultivait un dandysme qui fit de lui, dès l'époque où, à la Grande Chaumière, il suivait les cours d'Othon Friesz, une figure du Paris aristocratique. Sa souple élégance, qui semblait sortie des *Cigares du Pharaon*, costumes ajustés, pantalons aux larges revers, monocle proustien cerné d'écaïlle, frappait quand il sortait de sa voiture de sport – une Morgan – et qu'il commençait à parler. Ce style de gentilhomme lettré se manifestait à chaque instant dans sa conversation, qui ressemblait à ses peintures, émaillée de citations serties dans des couleurs radieuses, qui donnaient aux mots qu'il aimait un éclat venu de lui seul. Pour quoi un vrai artiste ne sortirait-il pas du pensionnat des Lutins de Megeve, de l'École des Roches et de Janson-de-Sailly, excellents établissements où il n'avait, disait-il, pas trop souffert ? Pourquoi ne serait-ce pas une chance de grandir dans une maison où, sur les murs, Bonnard est en bon voisinage avec Soutine, Derain, Utrillo et un rare portrait authentique de Mozart ?

Moderne moine copiste
Avec ses amis de jeunesse, il fonde un groupe nommé L'Échelle, pour monter vers le Ciel. Il se lie à Geneviève Assé, héroïque et abstraite, s'engage comme interprète dans la 2^e DB, car il parle toutes les langues, s'amuse de la vie.

Lauréat du prix de la Jeune Peinture en 1948, il cherche sa manière. Il la trouve sans bâtir de théorie en devenant un moderne moine copiste. Cortot dessine ce qu'il lit. Il communique une monumentalité aux mots de Queneau, de Saint-John Perse ou de René Char, qu'il trace d'un geste pur de calligraphie. Il exige de ses collectionneurs le temps du déchiffrement et de la contemplation. Ses « tableaux-poèmes » ou « poèmes épars » sont à lire et à voir : il cueille ses hiéroglyphes chez des auteurs qui sont parfois des amis, Paul Morand, Michel Déon ou, tout dernièrement, François Gibault, dont il illustra le roman *Cave Canem*. Avec sa femme, il reçoit rue du Bac des écrivains du monde entier, des compositeurs, des sculpteurs...

Il succéda à Olivier Debré à l'Académie des beaux-arts en 2001, autre ami. Il y fut reçu par un de ses proches, Guy de Rougemont. À la fin de son discours d'éloge de son prédécesseur, il fit entendre un morceau de Chopin, témoignage de piété filiale envers le pianiste Alfred Cortot, qui avait ému toute l'assistance. Ses peintures apparurent d'un coup comme les partitions de son enfance. Très attaché à l'École normale de musique, que ce dernier avait fondée, Jean Cortot aida sans relâche les jeunes talents. De nombreux musiciens de la nouvelle génération assistaient à ses vernissages. Ces derniers mois, il était acclamé à la Galerie Maeght, puis chez Pierre-François Garcia, où il exposait des œuvres récentes. Son domaine, fait de mots, inscriptions mystérieuses et oubliées, était pour lui, comme l'a écrit son cher Jean-Michel Ribes, le seul monde réel, celui des écrivains bâtisseurs de songes auxquels il dédia sa vie.

Les obsèques de Jean Cortot ont lieu aujourd'hui à Paris, à 15 heures, à l'église Saint-Roch. ■

Estampes sous la lune

LIVRE Chef-d'œuvre japonais, « Cent aspects de la lune » de Yoshitoshi fait le tour de l'astre en toute beauté.

ARIANE BAVELIER @arianebavelier

Comme Hokusai a peint ses *Trente-six vues du mont Fuji*, Yoshitoshi signe *Cent aspects de la lune*. Une suite d'estampes étourdissantes, éditée par Citadelles et Mazenod, dans un somptueux coffret. Avec le fac-similé relié au fil jaune se trouve un livret passionnant rédigé par John Stevenson. Ce spécialiste de l'art asiatique, qui a fait carrière aux États-Unis avant de s'installer au Japon, détaille avec précision chacune des pages de ce monument. Pour un observateur terrestre, l'aspect de la Lune change en fonction de sa position par rapport à la Terre et au Soleil. Pour Yoshitoshi, la lune veille sur l'histoire du monde.

Car dans ce livre à cent lunes, il y a cent contes. Juste énoncés par un titre. « Lune de la falaise rouge » ou « Folie de lune. La lettre déroulée » : une femme pieds nus et en cheveux, enveloppée dans un magnétique kimono à fleurs, regarde une lettre en lambeaux, usée d'avoir été lue et relue, s'envoler sous un rayon de lune. On y déchiffre les fragments d'une histoire d'amour. Poésie de la dérive et beauté du chaos qui surgit partout dans cette estampe parfaitement léchée.

Certaines images sont reliées à des légendes majeures, d'autres à des histoires plus anecdotiques, d'autres encore se réfèrent à de simples scènes du quotidien. Yoshitoshi les renouvelle par son trait. Il

pratique la calligraphie et le théâtre nô. Tout son art se manifeste dans les variations qu'il apporte à des thèmes connus et dans la manière absolument originale dont il célèbre le quotidien. Yoshitoshi, au début de sa carrière, s'est laissé séduire par la modernité de l'Occident à laquelle s'ouvre le Japon de l'ère Meiji. À la fin de sa vie, lorsqu'il compose ce recueil, entre 1885 et 1892, il replonge vers les traditions pour mieux les raviver. John Stevenson note la violence de l'élan de l'artiste et l'extrême retenue de l'exécution.

L'impatience d'une insomnie
Dans l'imaginaire japonais, la lune est un élément de raffinement. On la voit au fil des pages se montrer dans le reflet de l'onde, surgir d'une montagne qui la cache à moitié, guider le tir d'un archer ou éclairer l'impatience d'une insomnie, la confiance de deux amants, le suicide du valeureux Yoshitsune cerné par les ennemis ou la cueillette des fleurs de prunier sous la neige « parmi la blancheur étincelante dans la nuit et ses ombres de lune ».

Les heureux propriétaires de ce coffret n'ont pas fini de se laisser bercer par ses estampes révélouses et puissantes. « Dans le Japon traditionnel, la lune était un ornement du quotidien, un précieux objet de contemplation dont la beauté captivait artistes et esthètes », rappelle John Stevenson. La fascination a traversé le temps. ■ *Cent aspects de la lune*. Citadelles et Mazenod, 192 p., fac-similé de 208 p., 179 €.

LES MATINS.

Guillaume Erner et la rédaction

du lundi au vendredi > 07H00

Retrouvez Eugénie Bastié ou Alexandre Devechio demain à 08H57.

franceculture.fr en partenariat avec LE FIGARO



musée
culture
L'esprit
d'ouverture.

32 | STYLE

Sentir la ville

DÉCRYPTAGE Quels sillages respire-t-on en ce moment dans les rues de Paris, de Londres et de New York? Que disent ces notes fleuries, mixtes ou sexy de l'ambiance dans ces capitales, des hommes et des femmes qui y vivent?

Le parfum n'est pas qu'un business - colossal certes, avec rien qu'en France cette année, 33 millions de flacons vendus et toujours le troisième rang des exportations (derrière l'industrie aéronautique et l'équipement automobile). Les fragrances

en disent long d'une ville, d'une époque, d'une société. Évidemment il y a les blockbusters internationaux, une poignée de jus signés des grands noms du luxe, qui trident les top 5 du monde entier: en ce moment, dans l'Hexagone, en Angleterre

et aux États-Unis, La Vie est Belle de Lancôme, Coco Mademoiselle de Chanel et J'adore de Dior*. Mais il est aussi des sillages plus confidentiels, pas toujours récents et souvent ne bénéficiant d'aucune campagne publicitaire qui s'impo-

sent et diffusent leur message dans les bureaux, aux terrasses de café, au supermarché. Jusqu'à encapsuler une génération, à l'instant T.

* Source NPD, Value, Selective Market, novembre 2018.

J'ouvris la fenêtre, respirai longuement l'air de Paris, cet air prétendu pollué d'essence et de poussière, qui m'avait toujours paru le plus frais et le plus sain de la planète.

FRANÇOISE SAGAN, «LA LAISSE»

Londres

À métissage culturel, melting-pot olfactif

La capitale anglaise est, on le sait, l'une des plus internationales du monde: son sillage est à son image. «On y croise à la fois des pures Anglaises parfumées à la rose, des Indiens aux volutes d'épices et puis, tout à coup, déboule un groupe de Moyen-Orientaux dans un nuage de oud, ou une femme russe au sillage oriental ultra-opulent... À Londres, tout est permis et le métissage des odeurs reflète parfaitement le melting-pot ambiant, souligne le nez (français) Francis Kurkdjian, qui a signé plusieurs fois pour la marque Burberry, dont récemment Her, censé traduire l'énergie de cette ville. Les effluves qui

émergent, en ce moment, sont assez typiques de ce marché. Dans la parfumerie, il n'y a pas de Brexit qui vaille: les gens restent attachés à la vieille Europe, ils aiment une base de notes proche de celle des Français. En revanche, ils consomment le parfum comme les Américains.»

Les femmes préfèrent les fleurs, souvent poudrées et cosmétiques, plutôt douces comme le lilas, la pivoine, la rose, contrairement à notre florilite capiteuse inspirée de la Méditerranée (jasmin, fleur d'orange). Les hommes restent fidèles aux accords de lavande, dans la tradition des sasons de barbiers - rappelons que la

parfumerie anglaise a longtemps dominé le marché international. Les deux genres adorent s'amuser avec les tendances, mixer old school et mode: on comprend mieux l'engouement pour le bouquet branché de Bloom de Gucci (3), les pétales girly

de la première fragrance Jimmy Choo (1) du chausseur éponyme et le must-have Baccarat Rouge 540 (2) de Maison Francis Kurkdjian (numéro un des ventes chez Harrods et Selfridges). «Les jus qui marchent, en général, sont moins sophistiqués qu'en

France, plus playful, un adjectif que l'on pourrait traduire par "pimpant" et qui revient souvent dans les briefs des marques anglaises, reprend le parfumeur. Les Londoniennes sont coquettes sans se prendre au sérieux, elles ont inventé la minijupe! Elles changent régulièrement de sent-bon, ne s'intéressent pas tellement aux marques de parfumeurs. À Paris, je ne sais pas ce que l'on va vous dire, mais pour moi le sillage est un manifeste, une attitude que l'on prend très au sérieux. À Londres, dans les quartiers les plus branchés, on peut s'emballer soudainement pour un spray corps de l'enseigne Boots, un acteur essentiel du secteur là-bas.» ■



Paris

Capiteuse capitale du parfum

«Paris restera toujours une exception, ce n'est pas un hasard si Catherine Deneuve a réagi comme elle l'a fait après l'affaire #metoo, et je ne veux pas croire qu'en France l'on se parfume, un jour, pour autre chose que séduire. La séduction est la base de notre métier, affirme l'éditeur de parfums Frédéric Malle. Les Françaises sont plus proches des Italiennes que des Américaines, elles veulent des sillages qui ont du chien. Leur culture olfactive est marquée par des monstres de sexe-appeal comme le Chypre de Coty, certains Guerlain. Je suis né ici, je me souviens que, bien avant d'entrer dans le métier, je croyais que Shalimar (5) était un parfum de grand-mère; en réalité toutes mes petites copines le portaient, comme un filtre sensuel, comme une

autorisation de leurs grands-mères à "faire la terrible chose".»

Difficile d'être plus clair. À Paris, se parfumer reste une affaire de charme et la création se trouve influencée par les monuments du genre: Shalimar de Guerlain, mais aussi Opium et Paris (Yves Saint Laurent), Poison (Dior) demeurent des best-sellers - une exception française. Rien d'hygiénique ou d'édulcoré dans les deux familles olfactives qui dominent la capitale: les orientaux aux accords animaux, vanillés, ambrés, les chyprés, sombres et somptueux autour du patchouli. Dans leur sillage, un Ambre Sultan (6), Serge Lutens, et un Portrait of a Lady (4), Éditions de Parfums Frédéric Malle, font un malheur. Si Paris n'est pas la France, il

en donne le ton. «Les Françaises, en général, ont une façon bien à elles de s'habiller, de se coiffer et de se parfumer, reprend Malle. Au sein d'une industrie de plus en plus globalisée, certaines caractéristiques demeurent. Les pays qui ne connaissent pas le parfum et qui le découvrent aujourd'hui réclament des accords puissants, riches, voyants - un peu comme quelqu'un s'initiant à la musique classique mettrait le volume à fond... Les Parisiens eux, même parmi la jeune génération, sont sensibles à la nuance, au raffinement; comment ne pas l'être quand on vit dans une capitale au tel héritage artistique, à la telle architecture... Le beau attire le beau!»

Nos hommes n'échappent pas au chic, préférant aux eaux sport de leurs voisins la fraîcheur désuète d'une Cologne, des classiques pas si propres (Eau Sauvage et sa savonnnette sexy), des sillages coquets, presque affectés, comme Habit Rouge (Guerlain encore). «On ne retrouve cette sophistication masculine nulle part ailleurs», souligne Malle.

Paris, capitale du parfum de luxe? «Ce nom reste un argument de poids, à condition d'être légitime, conclut-il. La qualité doit correspondre à l'image de rêve, sinon on bascule dans le marketing et les clients n'y croient plus, même en Chine. Paris est une baguette magique que l'on a trop souvent exploitée, mais utilisée à bon escient, elle est d'une puissance extraordinaire.» ■



New York

Après #metoo, des accords affranchis du genre

Santal 33 (9), de la marque de niche Le Labo, est un phénomène: sans publicité ni égérie, il s'est imposé en quelques années de l'autre côté de l'Atlantique comme un best-seller, adopté désormais par des stars dont Justin Bieber et Emma Roberts. Qu'est-ce qui a pu propulser cet accord cuit de cow-boy (dérivé du parfum d'ambiance Santal 26 de Le Labo), dans les rues de Big Apple au point que le New York Times titre, en 2016, «That perfume you smell everywhere»? («le parfum que l'on sent partout») ? «Santal 33 est exactement dans les codes de la parfumerie américaine, qui repose sur des notes crémeu-

ses, propres, comme le santal et le musc, des odeurs rassurantes pour les hommes et les femmes, et une formule assez linéaire, facile à comprendre, souligne Honorine Blanc, nez chez Firmenich, installée à New York depuis vingt-cinq ans. Ce marché est très différent de l'Europe, vous ne sentirez jamais ici de oud ni de néroli. Le respect est une valeur fondamentale: il ne faut pas importuner ses collègues de bureau ou ses amis avec une odeur trop capiteuse.»

Comme les Anglais, les Américains jonglent avec les marques et les familles olfactives au gré de la mode et de leurs envies. L'Amérique profonde lorgne

toujours du côté des parfums de célébrités, Los Angeles regarde déjà du côté des accords naturels (de nombreux jeunes labels éclosent sur la côte Ouest en ce moment), Manhattan constitue un laboratoire pour les nez. «Il faut y habiter pour comprendre ce sentiment très fort de liberté individuelle, auquel correspond une liberté de création inégale, reprend Honorine Blanc. New York est une ville nouvelle, on y vient encore pour vivre ses rêves. Dans l'Upper East Side, Downtown et à Brooklyn, les jeunes générations ne jurent que par les marques plus confidentielles telles Comme des garçons (8), Jo Malone (7), etc. Ils portent

ce qui leur plaît, quand ça leur plaît. Je remarque aussi que, depuis #metoo, on parle de moins en moins de séduction, encore moins de genre dans le parfum. Récemment, une griffe de luxe new-yorkaise m'a demandé de réaliser "un vêtement simple et lumineux", sans même évoquer les notions de féminin ou de masculin. Nous ne sommes pas dans l'unisex de CK One (Calvin Klein) mais bien dans le no gender. Dans les boutiques déjà, certains hommes réclament une rose et des femmes, une lavande. C'est le client qui décide du sexe de son parfum, un phénomène qui ne risque pas d'arriver en France! » ■



PAGE RÉALISÉE PAR ÉMILIE VEYRETOUT
eveyretout@lefigaro.fr

LES FILMS À VOIR ET À REVOIR

DU 17 AU 23 JANVIER 2018

INCONTOURNABLES

UGC & LES RÉDACTIONS DU GROUPE FIGARO

BLADE RUNNER 2049
DE DENIS VILLENEUVE

LE SENS DE LA FÊTE
DE OLIVIER NAKACHE & ERIC TOLEDANO



MOONLIGHT
DE BARRY JENKINS

VISAGES, VILLAGES
DE AGNÈS VARDA ET JR

PATIENTS
DE GRAND CORPS MALADE



ET LES MISTRALS GAGNANTS
DE ANNE-DAUPHINE JULLIAND

BARBARA
DE MATHIEU AMALRIC

MOI, MOCHE ET MÉCHANT 3
DE PIERRE COFFIN & KYLE BALDA



DUNKERQUE
DE CHRISTOPHER NOLAN

120 BATTEMENTS PAR MINUTE
DE ROBIN CAMPILLO



AU REVOIR LÀ-HAUT
DE ALBERT DUPONTEL



PETIT PAYSAN
DE HUBERT CHARUEL

ÔTEZ-MOI D'UN DOUTE
DE CARINE TARDIEU



VALÉRIAN ET LA CITÉ DES MILLE PLANÈTES
DE LUC BESSON

FAUTE D'AMOUR
DE ANDREY ZVYAGINTSEV

L'INTELLIGENCE DES ARBRES
DE JULIA DORDEL & GUIDO TÖLKE

IL A DÉJÀ TES YEUX
DE LUCIEN JEAN-BAPTISTE



LA LA LAND
DE DAMIEN CHAZELLE



LE CAIRE CONFIDENTIEL
DE TARIK SALEH



NUMÉRO UNE
DE TONIE MARSHALL



THE SQUARE
DE RUBEN ÖSTLUND



LE REDOUTABLE
DE MICHEL HAZANAVICIUS

DETROIT
DE KATHRYN BIGELOW



Infos et résa sur ugc.fr et l'appli UGC Direct

LE FIGARO

madame
FIGARO

LE FIGARO
magazine

FIGARO
SCOPE

LE FIGARO · fr



Rejoignez-nous sur Facebook
www.facebook.com/ugc



Le plein d'applis pour votre premier smartphone

GUIDE Profitez au maximum de votre mobile avec notre sélection d'applications incontournables.

S i les fêtes de fin d'année ont fait de vous l'heureux propriétaire d'un iPhone ou d'un mobile Android, vous comptez certainement aller plus loin que les simples fonctions de téléphone et de SMS. C'est-à-dire le remplir d'applications en tout genre pour étendre ses capacités. Voici notre sélection des applis indispensables pour en profiter à 100 %.

DIDIER SANZ
@sanzdidier

Communiquer

Évidemment, vous avez installé les applis de vos réseaux sociaux préférés. Facebook, Instagram, Twitter, Snapchat, etc. À WhatsApp ou Messenger, on peut préférer Telegram, une messagerie instantanée censée être plus sûre, ou encore Signal, recommandée par Edward Snowden pour communiquer par messages cryptés. Et si vous souhaitez ajouter une pointe d'humour à vos messages, installez donc un outil de recherche d'images Gif comme Giphy, qui permettra d'illustrer vos sentiments à l'aide d'extraits de films et d'animations amusantes.

Se divertir

Si, vous aussi, vous voulez regarder votre série préférée pendant vos déplacements, installez l'appli correspondant au service auquel vous avez souscrit : CanalPlay, Netflix, OCS, Amazon Prime Video, etc. Pour profiter des films stockés sur votre ordinateur, importez-les sur votre mobile et téléchargez VLC Media Player, le meilleur lecteur vidéo gratuit, capable de lire à peu près tous les formats de fichiers. Vérifiez aussi que vous disposez de l'appli

YouTube, plus pratique que le site Web du même nom pour visionner des vidéos de toutes sortes. Enfin, installez le cas échéant les applis de vos services de musique en ligne, Spotify, Deezer, Qobuz ou autre. Et n'oubliez pas l'incontournable Shazam, qui identifie automatiquement les chansons diffusées dans un magasin, à la télévision ou à la radio.

Photographier

Vous pouvez naturellement vous contenter de l'appli standard pour prendre des photos. Mais si vous comptez aller plus loin, voyez du côté de ProCamera (6,99 €), une appli pour iPhone qui donne accès à des contrôles avancés (sensibilité ISO, balance des blancs, correction d'exposition, retouche) et d'Open Camera (gratuit pour Android), qui offre différents réglages comme la

stabilisation électronique, la mise au point manuelle, le réglage de la sensibilité ISO, etc. Et pour améliorer les clichés, installez Snapseed et Pixlr qui proposent plusieurs filtres, options de montage et outils de retouche.

S'informer

Bien entendu, vous allez installer sur votre nouveau téléphone l'appli du *Figaro*. Et peut-être celles d'autres journaux et magazines. En complément, téléchargez donc l'appli Flipboard, qui donne un bon moyen de s'informer à partir de divers médias et dans différents secteurs. Une fois vos sources préférées choisies, vous pourrez feuilleter et lire une sélection d'articles régulièrement actualisée. Voyez aussi du côté de Pocket, qui permet de lire plus tard et hors connexion les articles que vous avez sélectionnés

Se protéger

Mieux vaut prévenir que guérir. Pour détecter les applis intrusives et les tentatives de piratage, installez Norton Security & Antivirus (gratuit pour Android), qui signale les applis présentant des risques de sécurité et de confidentialité, ou

encore McAfee Sécurité Mobile ou Lookout Mobile Security (gratuit pour iPhone et Android). Plutôt que d'utiliser le navigateur Web standard, téléchargez Firefox Focus qui bloque les publicités intempestives et les fichiers traqueurs suivant les utilisateurs de site en site. Enfin, si vous souhaitez naviguer anonymement, installez un logiciel de VPN (réseau virtuel privé) comme Windscribe, qui créera un relais entre le mobile et Internet, rendant son utilisateur indétectable.

Voyager

Si vous circulez souvent en voiture, installez Waze, un navigateur GPS dont le succès repose sur ses utilisateurs qui signalent les embouteillages, les accidents et les routes fermées, ce qui lui permet de proposer les itinéraires les plus rapides. Avant de partir à l'étranger, téléchargez Conseils Voyageurs, l'appli du ministère des Affaires étrangères qui détaille les questions de sécurité et de santé concernant chaque pays et fournit diverses informations pratiques (numéros utiles, visas et passeports, etc.). Et emportez une appli de traduction comme Google Traduction, qui déchiffre plus de 90 langues à partir d'un texte, de la voix ou d'une photo. Sur place, utilisez AroundMe pour localiser les commerces et les services autour de vous sous forme de liste ou en affichant l'itinéraire pour s'y rendre. ■

Télécharger sans danger

Prenez soin de télécharger les applications sur les sites officiels (Google Play Store ou App Store) sous peine de récolter des logiciels nuisibles. Et vérifiez régulièrement si les applications que vous avez installées sur votre téléphone n'ont pas été bannies de ces plateformes.

En 2017, Google a supprimé 700 000 applis malveillantes. Chaque mois, ce sont plusieurs dizaines d'applis à risque qui disparaissent de Google Play. Supprimez sans hésiter les applis qui ne figurent plus sur le store, et surveillez les activités douteuses et les demandes d'autorisation abusives.

D. S.

Question du jour

Comment identifier les logiciels qui ralentissent mon ordinateur ?

Une icône de sablier ou de roue multicolore qui tourne sans cesse, une chute drastique des performances : une fois écartées les causes habituelles (barrettes de mémoire défectueuses, câble ou périphérique mal branché, etc.), il est fort probable qu'un logiciel en particulier soit responsable de ces désagréments.

■ Pour identifier le coupable, fiez-vous à l'utilitaire le plus efficace : le Gestionnaire de tâches dans Windows, le Moniteur d'activité sur Mac. Ce programme indique, pour chaque logiciel en service, la puissance qu'il demande au processeur, la capacité de mémoire qu'il exploite, la quantité de données qu'il échange sur le réseau et d'autres informations plus ou moins utiles. En gros, si vous voyez apparaître dans la liste un logiciel qui monopolise 100 % des ressources processeur, vous tenez là votre suspect.

■ En prime, le tableau affiché peut signaler la consommation en énergie de chaque logiciel, ce qui permet aux utilisateurs d'ordinateur portable de savoir lequel fait s'épuiser la batterie à vitesse grand V.

■ Pour lancer le Gestionnaire de tâches dans Windows, appuyez à la fois sur les touches Ctrl, Maj et Esc ou cliquez avec le bouton droit de la souris sur le bouton « Démarrer » puis choisissez « Gestionnaire de tâches ». Quand la fenêtre s'affiche, cliquez sur l'onglet Processus pour obtenir la liste des ressources de chaque logiciel en service. Repérez celui qui accapare 100 % des ressources processeurs, cliquez sur son nom puis sur « Fin de tâche », en bas, pour l'arrêter.

■ Sur Mac, ouvrez le dossier Utilitaires dans le dossier Applications, puis double-cliquez sur « Moniteur d'activité ». Cliquez sur l'onglet Procèsus pour découvrir quel logiciel s'approprie toutes les ressources, puis sélectionnez son nom et cliquez sur la croix noire en haut pour le forcer à s'arrêter. **D. S.**

SCANRAIL - STOCK.ADOBE.COM

Un baladeur pour audiophiles exigeants et fortunés

TEST Avec son lecteur haut de gamme vendu près de 10 000 euros, Sony réussit à soigner son image dans l'univers hi-fi.

L'engin a beau se présenter comme un lecteur nomade, avec sa batterie qui lui assure une dizaine d'heures d'autonomie, il est plutôt massif (un gros bloc de 14 x 28 cm pour 7 cm d'épaisseur) et particulièrement lourd (2,5 kg). Les plus courageux pourront occasionnellement l'utiliser dans le train mais on imagine plutôt qu'il servira surtout au salon.

L'usage du Sony DMP-Z1 se réduit à l'écoute de musique, et uniquement au moyen d'un casque audio. Mais quelle musique ! Si l'objet coûte la bagatelle de 9 000 euros, c'est que Sony a mis le paquet. Disons-le d'emblée : non seulement ce lecteur est capable de lire à peu près tous les formats de fichier audio en très haute définition (y compris le format MQA, le DSD en mode natif jusqu'à 11,2 MHz et le PCM jusqu'à 384 kHz/32 bits), mais sa finition et la qualité de ses équipements en font l'un des meilleurs de sa catégorie.

C'est bien simple : à l'exception de produits légendaires comme le Sennheiser Orpheus, on a rarement atteint un tel niveau de précision à l'écoute d'enregistrements de qualité studio. Une chanson mille fois entendue comme *Billie Jean* de Mickael Jackson prend, avec ce lecteur, un relief surprenant en révélant des détails inouïs. Sans parler de morceaux complexes, comme les cantates de Bach, où voix et instruments, loin de se confondre, résonnent distinctement dans un espace sonore parfaitement équilibré. À condition, naturellement, de disposer d'un casque audio haut de gamme. Ce qui peut alourdir encore la facture...

Des fréquences de 20 à 40 000 Hz

En plus de proposer différentes options de lecture (simulation de rendu vinyl, reconstitution des fréquences perdues sur les fichiers compressés), le lecteur est capable de rééchantillonner

n'importe quel enregistrement numérique en flux audio 1 bit à 5,6 MHz.

Le secret de ce petit bijou repose sur ses deux convertisseurs DAC (un par canal) hautes performances et sur son ampli analogique de 2 x 1500 mW qui restitue des fréquences de 20 à 40 000 Hz, mais aussi sur des condensateurs à grandes capacités, des câbles blindés et des circuits imprimés plaqués de cuivre. Le tout monté sur un châssis en aluminium qui réduit les interférences électriques et limite résonances et vibrations.

Pour ne rien gâcher, le Sony DMP-Z1 se révèle très agréable à utiliser. Un écran tactile permet de naviguer faci-



Le Sony DMP-Z1 offre une expérience d'écoute musicale exceptionnelle.

SONY

lement dans les morceaux stockés en mémoire (d'une capacité de 256 Go) ou sur une carte mémoire (deux emplacements pour cartes microSD, micro SDHC et micro SDXC). Un connecteur USB-C permet de transférer les fichiers et, à côté des deux prises cas-

ques (mini-jack et standard 4,4 mm), on trouve un gros bouton de volume plaqué en or d'une sensibilité idéale. Enfin, l'appareil peut transmettre le signal audio en Bluetooth au moyen de protocoles évolués comme l'aptX HD.

Au final, le Sony DMP-Z1 offre une expérience d'écoute musicale exceptionnelle. S'il devrait trouver naturellement sa place parmi une poignée de produits concurrents, il n'en reste pas moins réservé aux audiophiles les plus exigeants et sans limite de budget. ■

D. S.

+ @ SUR LE WEB

» Comment Facebook peut collecter certaines données même si vous n'êtes pas inscrit

» Les meilleurs smartphones : notre sélection
www.lefigaro.fr/hightech

AUTOMOBILE

35

Des modèles toujours plus novateurs en 2019

AVANT-PREMIÈRE Les grandes manœuvres ont commencé. L'évolution des normes et de la législation façonne un nouveau paysage automobile, largement électrifié.



En 2019, l'hybride rechargeable va faire son apparition sur la Peugeot 508 SW tandis que Mercedes lancera son premier SUV 100 % électrique avec le EQC 400 4MATIC.

L'année qui débute va avoir un saveur particulière pour l'industrie automobile. Elle sera celle des grandes manœuvres, entre l'entrée en vigueur de la norme WLTP, à l'origine de la déstabilisation des marchés européens ces derniers mois, et la préparation des gammes au durcissement des normes de CO₂. La Commission européenne a fixé un objectif de réduction de la moyenne des émissions des gammes à 95 g/km. Les dépassements seront sanctionnés par de lourdes amendes. L'année 2019 sera surtout celle de l'accélération de l'électrification d'une bonne partie du marché. Même les citadines n'y couperont pas.

C'est le cas des deux modèles préférés des Français, la Renault Clio et la Peugeot 208, qui seront présentés au salon de Genève, début mars. Le design de la cinquième génération de la citadine au Losange devrait jouer la continuité tandis que la petite Lionne sera dans la même veine que les dernières réalisations de l'équipe du style dirigée par Gilles Vidal. Peugeot et Renault ont concentré leurs efforts sur l'amélioration de la qualité des matériaux, le passage à l'affichage numérique et la réduction du CO₂. La Clio aura droit à une version hybride ; la Peugeot 208 à une version 100 % électrique grâce au passage à la plateforme CMP partagée avec la DS3 Crossback (sortie en mars) et avec la prochaine Opel Corsa dévoilée à l'automne prochain.

La marque sochaliennaise prévoit aussi une version à hybridation légère de la

208 mais pas avant 2022. Toujours dans le segment des citadines, Mini introduira un modèle 100 % électrique dans le courant de l'année. Cette version empruntera sa motorisation à la BMW i3 (170 ch). Sans doute à Francfort, en septembre prochain, Volkswagen révélera la version de série de l'ID, premier véhicule de l'offensive sans précédent du constructeur allemand dans l'électrique. Jusqu'à 2023, VW a prévu d'investir 44 milliards d'euros dans l'électromobilité. Avant l'ID, le T-Cross sera sur les routes. Sorte de Polo surélevée, ce SUV ne dépasse pas 4,11 m. Toutes turbocompressées, les quatre motorisations (essence et diesel) s'étendent de 95 à 150 ch. La gamme débutera à 19 200 €. L'offensive VW se poursuivra avec le lifting du milieu de vie de la Passat qui introduira des technologies inédites pour la marque et le lancement de la huitième génération de la Golf à l'automne. Si les lignes évoluent en douceur, la compacte la plus vendue en Europe fera le plein d'innovations. A la même période, ses cousines, l'Audi A3 et la Seat Leon, auront été renouvelées.

Année capitale pour Porsche
Quant à Skoda, il aura lancé sur les routes la Scala, une berline à hayon de 4,36 m empruntant sa plateforme à la Polo et remplaçant la Rapid Spaceback. Toujours dans la galaxie VW mais dans l'univers du luxe, Porsche se prépare à vivre une année capitale entre le renouvellement de la 911 en mars et l'arrivée de la Taycan, sa première voiture 100 % électrique. Son voisin de Stuttgart, Mercedes, prépare l'arrivée dans quelques mois de sa première famille zéro émission (EQC) et le renforcement de sa famille de véhicules compacts. A Munich,

BMW poursuit la plus grande offensive de son histoire déjà centenaire. Presque toutes les gammes de modèles sont concernées. Après la septième Série 3, il lancera une nouvelle Série 1 qui pousse la révolution jusqu'à se doter de roues avant motrices. Le haut de gamme sera soutenu avec les Série 8 cabriolet et Grancoupé, de nouvelles déclinaisons Motorsport et le grand SUV X7.

Retour du Land Rover Defender

Pour les trois champions du premium que sont Audi, BMW et Mercedes, 2019 sera aussi l'année de l'hybride rechargeable. Cette technologie est très attendue chez PSA. En associant le 1,6 l turbo de 200 ch à deux moteurs électriques de 80 kW chacun, elle permettra à la DS7 Crossback E-Tense de revendiquer

300 ch, 50 km d'autonomie électrique et 4 roues motrices à partir d'octobre prochain. Pour sa part, la Peugeot 508 (berline et break SW) devra se satisfaire d'une version simplifiée de 225 ch à un seul moteur électrique. L'hybride rechargeable figure aussi au programme du prochain Range Rover Evoque lancé au printemps mais il n'arrivera pas avant 2020. En attendant, les clients bénéficieront d'un système d'hybridation légère en 48 volts. Pour les Anglais, l'attraction de l'année sera l'apparition d'un Land Rover Defender inédit qui aura la lourde tâche de remplacer un modèle qui incarne la marque depuis 1948 et qui avait été arrêté en 2016.

L'année 2019 est aussi celle de Toyota qui va lancer presque sans temps mort une compacte Corolla entièrement re-

modélée, un Rav4 méconnaissable et le coupé sportif Supra issu d'une coopération avec BMW. À l'étage supérieur, Lexus va élargir son offre avec l'ES, une grande berline hybride de 218 ch. Au sein de cette grande offensive électrifiée, Mazda fait figure d'exception. Prévue au cours du premier semestre, la nouvelle Mazda3 inaugurera un très innovant moteur essence à allumage par compression Skyactiv-X. Ce bloc sera associé à un système d'hybridation légère en 24 V. Les ingénieurs japonais ont déjà annoncé que ce moteur de 181 ch serait aussi sobre qu'un diesel. Quant aux marques coréennes, elles vont continuer de tisser leur toile. Kia étendra sa gamme Ceed avec un véhicule de loisir. L'automobile n'a décidément pas fini de nous surprendre et de nous émerveiller. ■



Volkswagen va lancer en 2019 le T-Cross (en haut), un petit SUV concurrent des Renault Captur et Peugeot 208. Le constructeur japonais Mazda (ci-dessus) va inaugurer avec sa Mazda 3 un nouveau moteur essence aussi sobre qu'un diesel.

IMMOBILIER

avec **FIGARO immo**

AVIS À NOS LECTEURS - MENTIONS LÉGALES

Toutes les annonces qui ne comprennent pas la mention « Part. » pour les particuliers ou « Agents Co. » pour les agents commerciaux sont des annonces émanant d'agents immobiliers ou de promoteurs. Sans mention explicite d'honoraires dans les annonces, les prix présentés s'entendent nets pour l'acquéreur. Toutes les annonces des rubriques « appartements » sont réputées être des lots de copropriété, sauf mention contraire. Ces biens faisant partie d'une copropriété, le vendeur doit vous informer du nombre de lots de la copropriété, des charges annuelles du bien proposé à la vente et de l'existence ou non d'un recours à l'encontre de la copropriété à la date de la parution de l'annonce. Les honoraires de l'agence immobilière et les commissions de chaque bien sont consultables sur le site de l'annonceur.

Légende des sigles utilisés dans nos annonces : ♦ membre F.N.A.I.M (Fédération nationale de l'immobilier) ♦ membre S.N.P.I (Syndicat national des professionnels immobiliers) ■ Notaires ♦ Ventes aux enchères M.A.P. : mise à prix.

FIGARO immo



ANNONCES | CONSEILS
ACTUALITÉ | CONFIANCE

Le site immobilier de référence

figaroinmo.fr

Immobilier d'entreprise

Achats
LOCAUX INDUSTRIELS
ET COMMERCIAUX

ICC INVEST
rech. burx et locaux claux
06 09 94 87 02
www.iccinvest.com

Locations
BOUTIQUES

EXCLUSIVITÉ
ST-TROPEZ 100M2
Emplet 1° ordre et de la Garonne (marques luxueuses). Boutique 100m² + réserve. Bail tout commerce sauf nuisance. Possibilité location MAGREY & SONS 04 92 98 98 22 yarrnick@magrey.com

Immobilier ventes et achats

Ventes 18° APPARTEMENTS

RUE FEUTRIER
2 P. cuisine et wc, à rénover. 295 000 € Tel. 07 60 36 13 60

Offres d'emplois

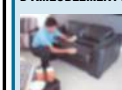
Formation professionnelle

COURS D'ANGLAIS améliorer votre anglais avec des professeurs natifs expérimentés, tout niveau et tout âge chez vous ou à notre école 06 49 67 19 51 04 73 65 56 2

BONNES AFFAIRES

Décoration

AVEC GAVO FINI LES CORVÉES D'AMEUBLEMENT !



Votre Parquet REMIS à NEUF
Ancien - Traditionnel Massif - Vail
Finition Brillante - Brute
Huile Naturelle
Traitement
Huile Naturelle
Etude et Devis Gratuits.
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.47.43.11.43.

RENOVATION CRISTALLISATION

MARBRE - TRAVERTIN GRANIT - BETON PIERRE NATURELLE
Hall d'Entrée - Sol Mur - Plan de Travail Salle de Bains - Vaseque
REFERENCE DE PRESTIGE
Etude et Devis Gratuits.
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.47.20.78.84.
www.ligitandmoon.com

RENOVATION CRISTALLISATION

Etude et Devis Gratuits.
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.47.20.78.84.
www.ligitandmoon.com

RENOVATION PONÇAGE VITRIFICATION



Votre Parquet REMIS à NEUF
Ancien - Traditionnel Massif - Vail
Finition Brillante - Brute
Huile Naturelle
Traitement
Huile Naturelle
Etude et Devis Gratuits.
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.84.25.15.77

CRÉEZ VOTRE TAPIS

RÉALISATION DE MODÈLES UNIQUES
Large choix de styles formes matières textures LAINES, SOIE, LIN, Fabrication française et sans intermédiaire.
Etude et Devis Gratuits.
Manufacture Tapis Design 34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.47.20.78.84.
www.ligitandmoon.com

CRÉEZ VOTRE TAPIS

Etude et Devis Gratuits.
Manufacture Tapis Design 34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.47.20.78.84.
www.ligitandmoon.com

NETTOIE RENOVE, RAVIVE



Tapis, Rideaux Moquettes, Stores Tentures Murales, Canapés et Cuir.
CONFECTION RESTAURATION
de votre Ameublement. Refection Sièges et Fauteuils. Excellentes références. Devis Livraison gratuits.
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.47.20.78.64.

CONFECTION A VOS MESURES !

VOILAGES RIDEAUX, STORES
Intérieurs et extérieurs Choix de tringles et de tissus d'éditeurs. Conseils, devis et poses assurées par nos décorateurs.
-15% LECTEURS DU FIGARO
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.84.25.15.77

CONFECTION A VOS MESURES !

Intérieurs et extérieurs Choix de tringles et de tissus d'éditeurs. Conseils, devis et poses assurées par nos décorateurs.
-15% LECTEURS DU FIGARO
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.84.25.15.77



BIEN VU
Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

La routine

Journal télévisé
France 2 | 20 heures | Vendredi

Tout d'abord, chères lectrices, chers lecteurs, votre billetiste vous présente ses meilleurs vœux, vous souhaite des trèfles à quatre feuilles, des as dans vos manches en voulez-vous en voilà. Cette année 2019 s'est-elle bien emmanchée ? Eh bien, nous en avons eu un petit résumé, vendredi soir sur France 2, lors du JT de Laurent Delahousse. Passent les saisons, passe la vie, les rides n'ont pas de prise sur notre présentateur. Le froid s'installe sur la France alors que crêpite encore l'esprit des jaunes. Les folkloriques gilets étaient bien en marche ce samedi et les casseurs décerbrés faisaient leur boulot de casseurs décerbrés, c'est-à-dire renversaient les poubelles, brûlaient scooters et voitures, tabassaient flics et gendarmes. C'était l'acte VIII. On attend le IX, le X, le XI, pourquoi pas le CLIII ? Imaginons une discussion entre un « gilet jaune » et un parlementaire : le gilet, l'air fatigué mais déterminé : « Ma réponse est "non"... Le parlementaire : « Eh, oh !, attendez ! attendez l'am !, je ne vous ai pas encore posé la première question ! » De son côté, le père Mélenchon se réjouit. Il tweete des messages boursofflés. On le dit intelligent. Sur ce point, rassurons-le, c'est si drôle de le calomnier. Mais revenons à notre pimpant Delahousse. Que nous a-t-il annoncé d'autre ? En Grande-Bretagne, c'est le temps du « Dry January », le mois sans alcool après les fêtes, histoire de faire la paix avec notre foie. Quatre millions de Britanniques observeraient cette cure détox. Assis dans un pub, un type, pinte de bière à la main, déclare, très amusant : « J'attends le mois de février, il y a moins de jours à tenir. » Chez nous, 500 personnalités lancent un appel pour un « Lundi vert », journée où aucune chair animale ne serait être consommée. Parmi les signataires, Isabelle Adjani, Cécile de France ou encore Yann Arthus-Bertrand... C'est cela, oui, bien sûr, c'est cela.

LE BUZZ TV

Invité : **Bruno Guillon**

Interviewé par Nicolas Voltaire et Damien Canivez aujourd'hui sur :



« Infidèle », le bonheur du couple ne tient qu'à un cheveu

En adaptant, avec Claire Keim et Jonathan Zaccà, la série britannique à succès « Dr Foster », TFI livre l'autopsie âpre de la désintégration d'un mariage et de la confusion des sentiments.

CONSTANCE JAMET @constancejamet

« Je ne comprends pas cette femme. » Mue par le sens du défi, Claire Keim campe la nouvelle héroïne de TFI dans *Infidèle*, la transposition sous la lumière et la nature sauvage du Pays basque de *Dr Foster*. Cette série de la BBC, diffusée en France par D8, avait fait battre la chamade de longues semaines durant aux cœurs des sujets de Sa Très Gracieuse Majesté, suscitant des débats animés dans la manière dont le feuilleton dépeignait une femme perdant pied sur fond de trahison amoureuse. *Infidèle*, comme l'implique sans subtilité son titre français, invite au même voyage convulsif dans la confusion des sentiments. Médecin généraliste respectée, Emma Sandrelli (Claire Keim) mène une carrière et une vie épanouies aux côtés d'un mari aimant, Matteo (Jonathan Zaccà), et de leur fils Luigi, un ado sans histoire. Mais lorsque la praticienne découvre un cheveu blond sur l'écharpe de son mari, elle imagine immédiatement le pire : son époux la trompe. Le soupçon va tourner à l'obsession et précipiter Emma et les siens dans une descente aux enfers qui emprunte aux codes du thriller. Matteo est le présumé coupable tandis qu'Emma s'érige enquêtrice et s'adjoint même les services d'un Watson réfractaire.

« Ce qui m'a intéressé chez Emma, ce sont ses peurs. Son extrême paranoïa qui lui fait rater plein de choses, notamment ce qui se passe dans la vie de son fils, confie au Figaro la comédienne. L'empathie change sans cesse de camp. On ne sait



Jonathan Zaccà et Claire Keim dans *Infidèle*. T. LANGRO/STORIA TELEVISION

jamais qui d'elle ou de Matteo est le bourreau et la victime. Cette liaison révèle que ce mariage allait mal depuis longtemps. » Son partenaire Jonathan Zaccà opine : « Pour jouer Matteo, il fallait l'incarner sans le juger. Il ne fallait pas le rendre pervers par stratégie. C'est un homme perdu, déchiré entre l'amour qu'il porte à sa femme et à sa maîtresse. » Le comédien du Bureau des légendes avoue ne pas avoir vraiment aimé le personnage dans la version anglaise. Son approche divergente permet à *Infidèle* d'échapper à la tentation de la copie carbone.

« Dénis, pardon, colère »

Infidèle présente, avec une authenticité indéniable et âpre, une autopsie clinique de la désintégration d'un couple, étouffé par les non-dits et la lâcheté du quotidien. Aux dépens des accents hitchcockiens qui donnaient à *Dr Foster* sa saveur venimeuse. Cette plongée douloureuse dans l'intimité d'un mariage renvoie à nos frayeurs et à nos instincts les plus primaires. Sans machiavélisme ou raccourci facile. Les personnages et les spectateurs assistent à la transfiguration de l'amour et de la bienveillance en haine et vengeance. « Ce qui fait dévisser Emma, c'est son refus d'aller à la confrontation, s'étonne Claire Keim. Elle passe par toutes les étapes : déni, pardon, colère. Le point de vue d'Emma domine *Infidèle*, à tel point que l'on peut remettre en cause sa fiabilité. Emma peut être effrayante. » Cette perspective donne encore plus envie à Claire Keim de poursuivre l'aventure avec une éventuelle saison 2. Les plus impatients pourront toujours, à la conclusion d'*Infidèle*, se donner une vague idée de la suite sur Netflix où se trouvent les dix épisodes de *Dr Foster*. ■

Les reines du shopping aux enchères

Cristina Cordula surfe sur le succès d'« Affaire conclue » sur France 2.

SARAH LECOEUVE @SarahLecoeuve

Et si les enchères étaient devenues le nouveau filon de la télé ? Alors que les audiences d'« Affaire conclue » sur France 2 ne cessent de grimper, M6 propose dès ce soir « Les Reines des enchères », une émission présentée par Cristina Cordula.

Chaque jour, cinq vendeuses proposent aux enchères des vêtements et accessoires à une dizaine d'acheteuses, sous le coup de marteau du charismatique commissaire-prieur Serge Hutry. Authentifiées et estimées par des experts, les pièces convoitées vont du tee-

shirt Maje à la paire d'escarpins Yves Saint Laurent, en passant par un sac à main de la maison Dior.

Accusation de plagiat

Le succès d'« Affaire conclue » sur France 2 n'est certainement pas étranger à la conception de ce programme. Le 17 décembre, Sophie Davant a battu son record historique en atteignant 19,8 % du public. L'un des visages de l'émission de la Deux est d'ailleurs monté au créneau pour accuser « Les Reines des enchères » de plagiat. Mais la production préfère se dire inspirée par le succès du site videdressing.com. « Ça fait longtemps que

les émissions sur les enchères cartonnent. Aux États-Unis, il y a eu « Pawn Stars » et *M6 a déjà fait* « Un Trésor dans votre maison », défend le producteur. Il y a une certaine appétence du public car c'est une pratique courante, une solution économique et responsable pour beaucoup. »

Ce format inédit est plutôt une déclinaison des « Reines du shopping ». Le décor est le même, les femmes sont seules autorisées à participer et l'animatrice livre des conseils de mode dans un bureau à l'écart. Et comme dans « Les Reines du shopping », la cruauté entre candidates est de mise. Ce qui n'est pas pour nous déplaire. ■



Cristina Cordula devient « reine des enchères », lundi soir sur M6. EMMA LAUPA/M6

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 4929

HORIZONTALEMENT

1. Ville de Salvador. - 2. Rester sur la touche sans brio. - 3. Melangés à l'essence chez le pompiste. - 4. César slave. Récipient de fortune. - 5. Certificat de stérilisation à 150°C. Spirituelle ou spiritueux. - 6. Base d'accord. Marion ou Maurice. - 7. Un fruit qu'on s'ouvre pas à maturité. Au bord du ravin. - 8. Comme les tropiques de Lévi-Strauss. - 9. Bar populaire. Sélection pas naturelle. - 10. Langue péninsulaire. Premier en cours de géo. - 11. Elles travaillent pour obtenir des résultats brillants. - 12. Enfoui sous une couche.

VERTICALEMENT

1. Joue en cours. - 2. Grand rival de Peres et Icone de la paix (prénom et nom). - 3. Collé au loukoum. Leur duvet garnit les édérons. - 4. Opposé à tout régime. Glissée dans l'espace. - 5. Accompagnement pour les macarons. Fausse plie. Un regard par en dessous. - 6. La République de Platon ou l'abbaye de Thélème de Rabelais. Un mot qui en appelle un autre. Direction. - 7. Sultant. Ses enfants descendent de Jacob. - 8. Capitale du sucre en Alsace. Centre culturel et économique en Moldavie roumaine.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 4928

HORIZONTALEMENT 1. Datation. - 2. Imitable. - 3. CNN. Pieux. - 4. Titres. - 5. Iseut. Aa. - 6. Ôté. Tifs. - 7. Ni. Aérat. - 8. Nain. Ath. - 9. Ansès. SE. - 10. Italie. - 11. Réa. Agui. - 12. Escamote.

VERTICALEMENT 1. Dictionnaire. - 2. Amnistiantes. - 3. Tintée. Isaac. - 4. At. Ru. Anel. - 5. Tapette. Siam. - 6. Ibis. Ira. Ego. - 7. Olé. Afats. Ut. - 8. Neurasthénie.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 2996 : Quelle audace ?

♠ R54
♥ A53
♦ V8
♣ AD983

♠ AD63
♥ 86
♦ ARD
♣ V1042

Contrat : Sud joue 3 Sans-Atout (ISA-3SA).

Entame : 4 de ♥. Comment jouez-vous en match par quatre et en tournoi par paires ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 2995 : Accidents de parcours

Contrat : Sud joue 6 Piques, après une ouverture de 4 ♥ en Est (Pers. vuln.).
Entame : 10 de ♥ pour le Valet pris de l'As. Indice : Ouest a cinq ♦.

Deux hypothèses de crainte sont à formuler. Primo, Ouest a quatre atouts : il vous faudra les ♦ 3-3, Ouest devant couper le quatrième mais vous permettant alors d'accéder au mort au troisième tour d'atout. Secundo, Ouest a cinq ♦ : un seul ♦ va s'affranchir mais les ♣ vont venir à la rescousse. En route ! Jouez le Valet de ♦ pour la Dame et l'As puis appelez un petit ♦. Si Est fournit, vous ne craignez plus que les atouts 4-0. Mais ici, Est défait. Vous coupez, jouez ♦ pour le 10, ♦ coupé, ♦ pour la Dame (Est défait, nouvel accident de parcours), ♦ coupé, ♦ pour l'As et Roi de ♦ (en défaussant un ♥). Vous encassez maintenant le 7 de ♦ affranchi (en écartant votre dernier ♥) et terminez par ♣ pour le 10, obligeant Ouest (qui n'a plus que du ♣, vous le savez) à rejouer ♣ dans la fourchette As-Valet. Vous ne chuterez que si Est a les deux honneurs à ♣. Ce qui n'est pas le tableau (dans ce cas, vous auriez pu gagner en jouant autrement, grâce à un squeeze ♥-♣).

♠ AD10
♥ 65
♦ AR7653
♣ 54
♠ 543
♥ 10
♦ D10942
♣ RD82
♠ RV9876
♥ A32
♦ V
♣ AV10
♠ 2
♥ RDV9874
♦ 8
♣ 9763

TÉLÉVISION

MÉTÉO PAR



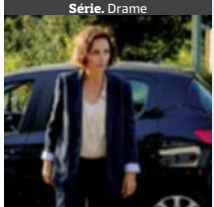
37

TF1

19.20 Demain nous appartient. Feuilleton 20.00 Le 20h 20.35 Le 20h le mag. 20.50 C'est Canteloup

21.00

Série. Drame



Infidèle

F
t
s
b
ma
r

france.2

18.40 N'oubliez pas les paroles ! Jeu 20.00 20 heures 20.40 Un si grand soleil. Feuilleton. Avec M. Maudran.

21.00

Série. Policière



The Detail

Ca
2
f
r
le

france.3

19.00 19/20 20.00 Vu 20.20 Plus belle la vie. Feuilleton 20.50 Tout le sport. Magazine.

21.00

Documentaire. Société.



L'odyssée des forçats de la mer

Re
1h
Gu
c
d

TFX

19.40 Jazz et Laurent, un Noël de rêve à Dubaï. Télé réalité.

21.00 Appels d'urgence

Ma
Hé
d
les
le

21.55 Appels d'urgence. Magazine. Présentation : Hélène Mannarino.

france.5

20.00 C à vous, la suite. 20.20 Entrée libre. Invitée : Corinne Masiero.

20.50 Les semailles et les moissons : Amélie

F
2
B.
e

23.15 New York, unité spéciale Sé 1.45 Chicago Police Department. Série.

22.35 Stupéfiant ! Ma Marie-Claude Pietragalla, itinéraire d'un enfant prodige. Documentaire.

22.30 Hommes des tempêtes Do 23.30 Soir / 3 0.15 Thalassa. Magazine.

22.20 Les pandas. Série doc. 22.25 C dans l'air 23.30 Avis de sorties

CANAL+

18.30 L'info du vrai (C) 19.55 L'info du vrai, le mag (C) 20.50 Le JT presse (C) 20.55 Catherine et Liliane (C)

21.00

Série. Policière



Babylon Berlin

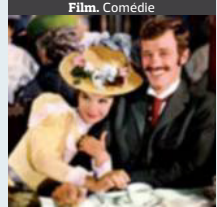
All.
L.
Br
s
e
t

arte

18.55 Les Andes, nature extrême. Série doc. 19.45 Arte Journal 20.05 28 minutes. Magazine.

20.55

Film. Comédie



Le voleur

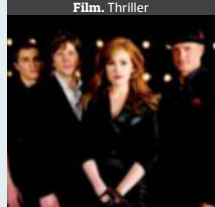
F
2h
mo
Ra
t
a

6

18.45 Les rois du gâteau. Jeu 19.45 Le 19.45 20.25 Scènes de ménages. Série. Avec Marion Game.

21.00

Film. Thriller



Insaisissables

E
Av
Wo
g
b
p

22.40 Les Paris du globe-cooker Sé 23.40 Hitman & Bodyguard. Film 1.30 Marvin. Film.

22.55 Un homme qui me plaît F 0.40 Moonwalk One. Film 2.25 Arte Journal

23.20 Le loup de Wall Street F Bio

NRJ

19.05 Alerte Cobra. Série 20.00 The Big Bang Theory. Série.

21.00 Crimes

Ma
ils
s
ville
-

22.50 Crimes. Magazine 0.45 Crimes dans le Sud-Ouest. Mag.

RMC

19.10 Seuls face à l'Alaska. Télé réalité. Face aux prédateurs.

20.50 Alaska Mega Machines

Sé
1h
On
l'h
Aé

22.30 Wheeler Dealers France. Peugeot 404 - Land Rover séries.

6ter

18.55 Les mamans. Série doc. 19.35 Norbert commis d'office. Magazine.

21.00 Le nouveau protocole

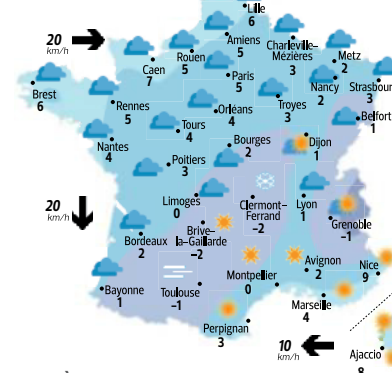
F
ma
Co
s
u

22.40 Rénovation impossible. Entrer en lice - Faire peau neuve.

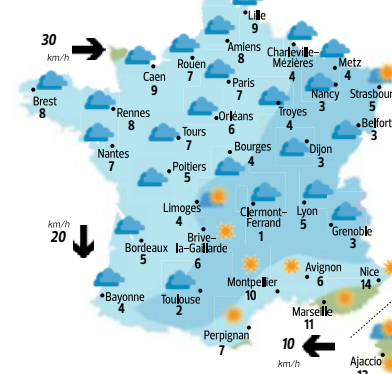
Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

ÉPHÉMÉRIDE St-Raymond
Soleil : Lever 08h42 - Coucher 17h11 - Premier croissant de Lune

MATIN



APRÈS-MIDI



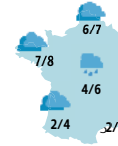
T (en °C)



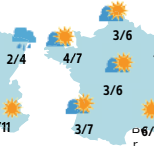
LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	9/16	AMSTERDAM	6/8	ATHÈNES	3/6
BARCELONE	5/12	BELGRADE	-6/-2	BERLIN	2/4
BERNE	-2/2	BRUXELLES	5/7	BUDAPEST	-4/-1
COPENHAGUE	3/5	DUBLIN	9/11	LISSABON	4/16
LONDRES	4/8	MADRID	6/14	PRAGUE	0/2
RABAT	9/18	ROME	3/11	TUNIS	11/15

MARDI



MERCREDI



JEUDI



la chaîne météo lachainemeteo.com
Par téléphone : 3201 LIVE 24/24 Sur L'APPLI GRATUITE CANAL La chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS N°2171

FORCE 2

FEELING	COUVERTURE DE MUR SOLIDE	DISPERSEE CA ET LA VIS TA VIE	HOMMES QUI S'ENGAGENT	CORDE ET BARRES AU GYMNASSE	BIDONS	RAYURES	FAIRE SEMBLANT
AUX TONS JAUNES			INTENSIFIEE DECOU-TER		MOT D'ENFANT	LA GRANDE BRINGUE	CAP A TENIR
TASSER				RATATINE			
PIECE DE TROUS-SEAU		PAIR IMMORTELS PREND DE HAUT					
LE MONDE DU LIVRE AIDACIEUX			BIEN MISE				AVANT NOUS, MAIS AVEC ELLE
		OUBLIES DE DIRE CITE TOSCANE	ESPRIT PLOQUANT	C'EST NEGATIF GIRON	DELTA	TITRE COTE COUR ANGLAISE	
USER DE MOYENS DETOUR-NEES	YRES CROYAN-TES COUSINS DE L'UNAU		FILM DE LUC BESSON A MOITIE		DERRIERE LA LIGNE	LONGUE BANDE DE PAPIER PEINT	
							SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT
							D M A S T O O V
							DEJA NATURALISTE
							MARATRE ARAMEIN
							PEPINIERE ASPIRE
							NONE TABAC OL R
							KAN MAISON ALLEE
							G TORE USINIERE
							LESINERIE RI
							UE ENE URUS
							PREISSE IRIENE

NOUVEAU

LE FIGARO MAGAZINE présente

Volume 19

100% LACLOS 40 guillemets de mots croisés de Michel Laclos

Édition Collector

6,90 € EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

F

Christophe Servell, couleur café

SUCCÈS Fondateur de Terres de Café, cet amoureux du terroir sous toutes ses formes veut initier le grand public aux grands crus de café qu'il compare volontiers à ceux du vin.



JEAN-CHRISTOPHE MAMARA / LE FIGARO



Ayette Debray-Mauduy
adebray@lefigaro.fr

« Vous prendrez bien un café ? » Venant du fondateur de Terres de Café, cette petite phrase n'est pas une simple formule de politesse pour nous accueillir mais une invitation à découvrir des arômes d'exception. Depuis dix ans, Christophe Servell veut prouver aux consommateurs qu'il existe « autre chose que le "p'tit noir" au comptoir ou la capsule Nespresso ». Que les cafés ont eux aussi leurs grands crus, au même titre que les vins. Les professionnels les appellent les cafés de spécialité. Ils sont réputés pour la qualité de leur terroir, de leur récolte, de leur fermentation, de leur séchage...

« Ils sont proches de la perfection et notés par les professionnels entre 80 et 100, sur une échelle qui démarre à 50, ajoute-t-il. Ces arabicas viennent essentiellement d'Éthiopie, du Costa Rica, de l'Équateur... Ils n'existaient pas en France il y a une dizaine d'années et aujourd'hui je parcours le monde pour les dénicher et les faire découvrir au grand public. » Ce baroudeur, épiqueur et amoureux du terroir, sélectionne ses crus aux quatre coins de la planète avant de les torréfier lui-même dans ses ateliers de 700 m² à Bezons (Val-d'Oise). « Cette touche finale met le café en valeur, lui donne plus d'arômes, plus de corps », explique celui qui a été élu meilleur torré-

facteur de France en 2015. Parallèlement, il a ouvert plusieurs « coffee shops » dans la capitale. Il nous a donné rendez-vous dans celui du Marais, sa première adresse, ouverte en 2009. Dans cette micro-boutique de la rue des Blancs-Manteaux, on déguste tous les jours un cru différent, « comme chez un cuviste ». Aujourd'hui, il vient de Colombie.

Règles de l'art

« Avant l'ouverture, le barista (personne spécialisée dans la préparation de boissons au café à base d'expresso, NDLR) a préparé tout ce qu'il faut pour élaborer le café du jour dans les règles de l'art : l'eau à bonne température, la taille de la mouture des grains... Car chaque cru exige une recette différente. » Dans l'arrière-boutique se cache aussi une école de baristas pour former professionnels ou simples amateurs de bon café. Christophe Servell possède ainsi cinq adresses parisiennes dédiées à la dégustation - la dernière vient de rouvrir il y a quelques semaines aux Batignolles, après plusieurs mois de rénovation. On peut aussi y acheter son café (en grains, moulu, en capsules compatibles Nespresso), ses machines (à filtre, à piston, expresso) ou tout simplement parler de sa passion, apprendre à moudre et préparer son jus.

« J'ai constaté que même les amateurs ne savent pas grand-chose. Par exemple, que le café doit se moudre

juste avant d'être dégusté. » Pour sa part, il en connaît tous les secrets. Il est tombé dedans quand il était petit. Son grand-père travaillait dans une usine de torréfaction Negrita, ses parents avaient des brûleries dans des centres commerciaux de la région parisienne où ils moulaient le café en grains avant de servir des expressos aux clients. À ses heures perdues, leur fils unique leur donnait un coup de main. Curieusement, il n'a pas immédiatement perpétué la tradition familiale. L'affaire est

revenue juste avant ses 18 ans. Sans regrets, Christophe - qui, petit, rêvait d'être footballeur - décroche une licence en sociologie et intègre une école de communication avant de démarrer une carrière dans la production audiovisuelle. Il crée son entreprise et se spécialise dans le court-métrage et le documentaire. Cet amateur de séries - « dingue » de *La Servante écarlate* et *Godless* - avait aussi une passion pour le vin. En vacances, avec sa femme, il aimait découvrir les petits vigneron. Et il a rapidement fait l'analogie avec le café.

Sans engrais organiques

« Pour l'un comme pour l'autre, la dimension humaine est très importante. C'est l'exploitant qui met le terroir en valeur. Il y a dix ans, avec l'engouement des consommateurs pour Nespresso, j'ai senti qu'il y avait quelque chose à faire en France. À la différence du vin, toute l'histoire était

à écrire. » L'idée de Terres de Café commence à germer. Christophe Servell part rencontrer des producteurs en Éthiopie puis en Colombie, au Costa Rica et au Salvador. Il démarre son aventure avec six variétés de cafés. Aujourd'hui, Terres de Café en propose une trentaine - des Tipicas, des Geishas, des Bourbons - et a séduit plus de 450 professionnels dont de belles maisons comme Ladurée, le Peninsula, le Shangri-La... C'est ainsi qu'il a rencontré Jérémie Trigano, cofondateur des hôtels Mama Shelter. Ce dernier est entré au capital de Terres de Café en 2015, séduit par le produit et l'homme. « Christophe est un artisan qui a une belle vision stratégique du café. Il maîtrise toute la chaîne, de la récolte à la tasse. »

L'histoire des cafés de spécialité, son aventure, ses rencontres avec les producteurs du Walaga d'Éthiopie ou du Costa Rica, ses secrets pour préparer un expresso ou un cappuccino, il les raconte dans *Culture café* paru l'année dernière. Un ouvrage qu'il a souhaité « initiatique, pour éduquer le grand public aux "jus" d'exception ». Des voyages, ce père de famille en fait encore beaucoup, principalement au moment de la récolte, entre novembre et juin selon les régions. Car Christophe Servell met un point d'honneur à visiter toutes les fermes et les coopératives avec lesquelles il collabore. « Pour m'assurer de leur éthique écologique, précise-t-il. Je veux être certain qu'elles n'utilisent pas d'engrais organiques, qu'elles ne maltraitent pas les ouvriers, qu'elles leur proposent des structures de qualité, en dur, avec de l'eau saine, un accès à la santé et à l'école. D'ailleurs, pour leur permettre de vivre décemment de leur travail, je tiens à payer le café à son juste prix. » Chez lui, le café au comptoir est à 1,60 euro. Intense, subtil, riche... « What else ? » ■

Bio EXPRESS

1968 Naissance à Suresnes (Hauts-de-Seine).

2000 Création de Freshline Production.

2009 Lancement de Terres de Café et ouverture de son premier coffee-shop dans le Marais.

2015 Élu meilleur torréfacteur de France.

2018 Sortie de son livre, « Culture Café », et réouverture de sa cinquième boutique parisienne aux Batignolles.



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety
edemontety@lefigaro.fr

Acte [ak-t] n. m.

Théâtre de manifestations - et d'affrontements.

Ce week-end s'est déroulée en France une huitième semaine de manifestations des « gilets jaunes », dénommée par les médias acte VIII.

Le mot vient du verbe latin *agere*, faire. On notera qu'avec ce nouvel acte, les « gilets jaunes » jouent une pièce qui n'est pas classique - ne serait-ce que parce qu'elle manque d'unité. Mais les acteurs, auxquels se sont joints quelques activistes, sont inlassables : ils brûlent les planches.

Et quand le rideau tombe, c'est celui des magasins.

Leurs actes ne sont donc pas conservatoires, ils seraient plutôt du genre gratuit (sauf pour le contribuable).

Face à ces manifestations à répétition, le gouvernement doit lui aussi passer à l'acte : assez de paroles. Il doit agir. C'est-à-dire prendre acte de la détermination des protestataires ; et aussi faire acte : de diplomatie et d'autorité. Et ce, afin que s'achève la déplorable séquence actuelle. Dans le théâtre antique, la fin d'une pièce était invariablement annoncée par un sonore « *acta est fabula* », ce qui ne signifie en aucun cas : cet acte est fabuleux. ■

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

Bruno Mégret s'active pour faire émerger « la droite nouvelle »

Comme Marion Maréchal, l'ex-numéro deux du FN choisit « la bataille culturelle ». Retiré de la vie politique depuis 2008, Bruno Mégret fait aujourd'hui partie des animateurs du site « Ligne droite », qui a rédigé un recueil d'argumentaires pour « créer la droite nouvelle » autour de LR et du RN, et la doter d'un « corpus idéologique ». « Il faut rompre avec les trois piliers de la pensée unique : mondialisme migratoire, déconstruction des valeurs et libre-échangeisme », affirme ce partisan de l'« union des droites ».



JOLIE SAGET / AFP

La visite à Georges Ibrahim Abdallah

Pour la première fois, un ambassadeur du Liban en France a rendu visite à Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné à Lannemezan pour complicité d'assassinats. « Je tiens à recouvrer ma liberté, mais il ne faut pas que le Liban sacrifie sa dignité en quémandant à la France ma libération », a confié Abdallah à Rami Adwan, le 21 décembre. Son organisation, les Fractions armées révolutionnaires libanaises, avait revendiqué l'assassinat en 1982 d'un diplomate américain à Paris et d'un diplomate israélien à Strasbourg.

Christine de Mazières romancière

L'ancienne déléguée générale du Syndicat national de l'édition, Christine de Mazières, publiera prochainement chez l'éditeur Sabine Wespieser un premier roman intitulé *Trois jours à Berlin*. Un récit personnel sur la chute du mur de Berlin il y a trente ans, événement auquel, du fait de ses origines franco-allemandes, elle est particulièrement sensible. Sortie prévue en mars.

THEATRE MARIGNY

DIRECTION Jean-Luc Choplin

PEAU D'ÂNE

FÉRIE MUSICALE

AVEC UN FILM DE JACQUES DEMY ADAPTÉ DE CHARLES PERRAULT MUSIQUES DE MICHEL LEGRAND

AVEC MARIE OPPERT, MICHAEL DENARD, EMMA KATE NELSON, MATHIEU SPINOSI / OLIVIER FREDJ, MARIE-AGNÈS GILLOT, CHRISTINE GAGNIEUX, FRANKY LOPEZ ET LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DE CLAIRE CHAZAL

DIRECTION ARTISTIQUE EMILIO SAGI, AVEC DANIEL BIANCO, PEPA QJANGJEN, EDUARDO BRAYO ET NURIA CASTEJÓN

DIRECTION MUSICALE THIERRY BOULANGER / PATRICE PEYRIERAS

ORCHESTRE ET CHOEUR DU THÉÂTRE MARIGNY

CRÉATION ET PRODUCTION THÉÂTRE MARIGNY / FIMALAC CULTURE

ACTUELLEMENT

RÉSERVATIONS WWW.THEATREMARIGNY.FR 01 76 49 47 12 WWW.FNAC.COM RÉSEAUX ET AGENCES HABITUELS

france.tv LE FIGARO la terrasse fnac un événement telerama

Théâtre Marigny : Le plus beau, Théâtre du Monde, sur la plus belle avenue du monde